

Courrier International

N°1 - mai 2010



La crise de l'Union européenne...

... et la réponse des travailleurs

COURRIER INTERNATIONAL

No 01 - Mai 2010

Présentation

Avec la présentation de ce premier numéro de Courrier International, nous entamons une nouvelle époque pour la publication centrale de la LIT-QI (Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale), en revenant à la revue telle qu'elle était imprimée entre 1982 et 1995. Tout comme durant ces années, nous essayerons que son contenu exprime les analyses et les positions de notre organisation sur les processus les plus importants de la situation et de la lutte des classes dans le monde.

En ce sens, nous espérons qu'il servira comme élément unificateur des analyses, caractérisations et politiques, pour des gens qui développent leur activité dans des pays et des conditions très différentes. En même temps, notre objectif est plus ambitieux : nous voulons que notre revue devienne aussi un outil utile pour les milliers de militants et de combattants dans le monde entier qui, au milieu de la grande confusion qui règne aujourd'hui dans la gauche, cherchent des réponses pour les aider à orienter leur action quotidienne.

La crise économique

Le nouveau Courrier International sort de presse à un moment très spécial de la réalité mondiale. D'une part, nous vivons encore les effets de ce que les analystes bourgeois eux-mêmes ont appelé « la pire crise économique capitaliste depuis 1929 », et qui a ouvertement montré le caractère de plus en plus spéculatif et parasitaire du capitalisme impérialiste. En même temps, ses conséquences et les politiques appliquées par les gouvernements frappent les travailleurs et les peuples du monde avec une extrême dureté (alors que des milliards de dollars sont octroyés pour sauver les banques et les entreprises).

En ce sens, la crise a finalement mis à nu le grand mensonge du « triomphe du capitalisme sur le socialisme »,

annoncé bruyamment par les idéologues et publicistes des capitalistes dans les années 90. Loin d'avoir « triomphé », le capitalisme impérialiste devient de plus en plus parasitaire, exploiteur et inhumain. Cela signifie non seulement qu'il est incapable de garantir une amélioration du niveau de vie des masses mais surtout qu'il survit dans sa décadence au prix d'engendrer davantage de pauvreté et de misère chez les peuples du monde, davantage de guerres et d'agressions militaires.

Autrement dit, nous ne pouvons rien attendre d'autre de lui que de plus grandes souffrances et dégradation de l'humanité.

Le « déluge opportuniste »

D'autre part, notre revue apparaît à un moment où la grande majorité de la gauche mondiale a abandonné la lutte pour la révolution socialiste qu'elle défendait dans les décennies précédentes, avec différents systèmes théoriques et politiques, et cela suite aux explications qu'elle a élaborées face à la restauration capitaliste en ex-URSS, en Chine et dans les autres Etats ouvriers.

Cette gauche a ainsi entamé un profond virage à droite, tant dans son programme que dans ses positions politiques. Un secteur, dont la majorité des partis communistes et d'autres forces, considère que la lutte doit se limiter à « humaniser » le capitalisme et qu'il est donc nécessaire de s'intégrer pleinement dans les institutions bourgeoises et leurs gouvernements. D'autres, comme les anciens trotskystes du dénommé Secrétariat Unifié (SU) de la IV^{ème} Internationale, ont élaboré une justification plus sophistiquée : la

Sur ce numéro de Correo Internacional de juin 1986, nous voyons Nahuel Moreno, le fondateur et principal dirigeant de la LIT-QI jusqu'à sa mort en janvier 1987.

révolution socialiste serait reléguée à un futur lointain et, pour une longue période, la tâche centrale serait de construire des « partis anticapitalistes » qui uniraient les révolutionnaires et les « réformistes honnêtes ». Bien qu'ils aient maintenu une rhétorique « socialiste », leur action politique s'est intégrée pleinement, elle aussi, dans le système, spécialement dans les processus électoraux et parlementaires.

Et les deux secteurs agissent de concert lors d'événements comme le Forum Social Mondial, en postulant qu'« un autre monde est possible » sans mettre un terme au capitalisme. Autrement dit, ils sont devenus les collaborateurs « de gauche » de ce dernier, avec la tâche de semer des illusions pro-bourgeoises chez les travailleurs et les masses et d'être un frein pour les luttes de ceux-ci.

Plus récemment, certaines de ces forces de gauche et d'autres encore, ont adhéré au dénommé « Socialisme du XXI^{ème} siècle » dirigé par le président vénézuélien Hugo Chavez, qui représente, en dernière instance, une variante des nationalismes bourgeois



qui ont échoué à plusieurs reprises au XX^{ème} siècle, pour cette même raison de ne pas avoir affronté en profondeur le capitalisme impérialiste. Et c'est un discours un peu plus radicalisé dans sa rhétorique mais plus timide dans ses mesures concrètes.

Maintenir et actualiser un héritage

Face à cette double réalité - la crise profonde du capitalisme impérialiste et le « déluge opportuniste » qui a entraîné la majorité de la gauche - la continuité avec « ce » *Courrier International* des années 1982-1995 n'est pas seulement une continuité de forme mais aussi de contenu. Nous revendiquons les principaux enseignements construits au fil de l'histoire déjà longue de la lutte des travailleurs et du marxisme révolutionnaire, sur le terrain de la théorie, du programme et de la stratégie, ainsi que sur celui de la conception de la lutte et de l'organisation. Cette histoire a, parmi ses principales références, le *Manifeste Communiste*, écrit par Marx et Engels au XIX^{ème} siècle ; les Résolutions des quatre premiers congrès de la Troisième Internationale fondée par Lénine et Trotsky après la Révolution russe de 1917 ; et les textes fondateurs de la IV^{ème} Internationale, aux côtés d'autres écrits de Trotsky. Il s'agit d'un héritage qui doit, évidemment, être mis à jour à la lumière des faits nouveaux

survenus dans les dernières décennies - comme la restauration capitaliste dans les anciens Etats ouvriers - mais dont les piliers essentiels, nous le croyons, non seulement se maintiennent mais augmentent encore en validité.

Parmi les principaux enseignements qui aujourd'hui ont été abandonnés par la majorité des organisations de gauche, nous voulons souligner :

- Pour en finir avec l'exploitation, la faim et la misère, auxquelles le capitalisme impérialiste soumet le monde, une révolution mondiale est nécessaire, dirigée par la classe ouvrière, comme premier pas vers la construction du socialisme.
- Nous revendiquons le rôle protagoniste de la classe ouvrière comme force sociale principale de la lutte contre le capitalisme, prenant la tête d'une alliance avec les autres secteurs opprimés et exploités comme les paysans pauvres, les masses urbaines non ouvrières et les nationalités opprimées.
- Cette révolution commence à l'échelle nationale avec la prise du pouvoir par les travailleurs, la destruction de l'Etat et de l'armée bourgeoise, et la construction d'Etats d'un type nouveau (des Etats ouvriers).
- Mais elle doit s'étendre nécessairement à l'échelle mondiale, en prenant le pouvoir dans les pays

centraux jusqu'à définitivement mettre en échec l'impérialisme. Dans le cas contraire, l'impérialisme sera toujours la force économique et militaire dominante dans le monde, avec la capacité d'isoler, d'affaiblir et de mettre finalement en échec ces Etats ouvriers. C'est pourquoi il n'existe aucune possibilité de construire le « socialisme dans un seul pays » (ou dans quelques pays) comme l'ont soutenu le stalinisme et ses variantes. Comme le montre l'expérience historique, cette politique a mené, inévitablement, à la chute de tous les Etats ouvriers existants dans le passé.

- Pour mener à bien cette tâche, les travailleurs et les masses ont besoin de construire des organismes démocratiques de lutte qui, dans une première phase, seront les promoteurs de la révolution et qui, après avoir pris le pouvoir, seront la base des futurs Etats ouvriers. Notre modèle de révolution socialiste surgit comme un processus de lutte et d'organisation démocratique des travailleurs et des masses. C'est la conclusion d'une expérience historique qui a démontré que les processus révolutionnaires dirigés à travers les ordres bureaucratiques de « secrétaires généraux » ou de « commandants » ont abouti à l'échec.
- Dans le même temps, il est nécessaire de construire des partis révolutionnaires nationaux avec centralisme démocratique, comme partie d'une organisation révolutionnaire mondiale qui soit capable de promouvoir consciemment ce processus d'organisation et de lutte des travailleurs et des masses.

La « mère de toutes les tâches »

Tout au long de l'existence du capitalisme, les travailleurs et les masses

La « rébellion des affamés », en mars 2008, dans les pays les plus pauvres de la planète, comme Haïti, a montré jusqu'à quel point le capitalisme impérialiste peut condamner le monde à la misère.



Cette édition en langue française est la traduction de *Correo Internacional*, la publication centrale de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (www.litci.org)

2,5 EUR

Ed resp selon la législation belge : J.Talpe - rue de l'Elan 73 - 1170 Bxl

La longue lutte des travailleurs contre le capitalisme a laissé d'importantes leçons. Trotsky, un des principaux dirigeants de la Révolution Russe, en a détaillé plusieurs dans ses livres et autres écrits.

ont montré (et continuent à montrer) un grand héroïsme dans leurs luttes. C'est toutefois une erreur très grave de croire que l'impérialisme va se rendre avec docilité et obligeance face à ces combats. Au contraire, il agit comme un lion que lèche ses blessures, répond avec férocité et récupère le terrain perdu.

C'est pourquoi, la construction d'une direction révolutionnaire internationale, capable de promouvoir et d'unifier ces luttes, et de les mener jusqu'à leur triomphe définitif (la défaite complète de l'impérialisme) est la « mères de toutes les tâches » que nous proposons à tous les militants ouvriers et populaires du monde.

Pour nous, cette tâche signifie concrètement de reconstruire la IV^{ème} Internationale et ses sections, les partis révolutionnaires nationaux. C'est à cette tâche que la LIT-QI concentre tous ses efforts.

Nous affirmons simultanément que la construction d'une direction révolutionnaire mondiale ne peut se faire sans combattre de façon permanente toutes les directions de front populaire, populistes, réformistes ou « socialistes bureaucratiques » qui essayent de dévier la lutte des travailleurs et des masses vers des voies sans issue, ainsi que ceux qui, avec n'importe quel argument, capitulent à ces directions.

Ces « axes ordinateurs » de notre politique nous conduisent à intervenir dans les nombreuses luttes contre le capitalisme impérialiste, dans différentes parties du monde, avec différentes tactiques. Mais dans toutes ces luttes, nous avons un critère clair à suivre : nous sommes avec les opprimés, contre les oppresseurs. C'est pourquoi nous soutenons les travailleurs contre les patrons et leurs gouvernements ; les deux résistances irakienne et afghane pour qu'elles mettent en échec les occupants impérialistes ; le peuple palestinien contre Israël ; le peuple haïtien pour qu'il expulse les casques bleus et les marines étasuniens ; les immigrants dans leur lutte pour obtenir des droits politiques complets, les droits



du travail et les droits syndicaux ; les femmes, les jeunes et ceux qui ont des options sexuelles différentes, contre l'oppression, la discrimination et la persécution dont ils sont victimes sous le capitalisme.

Ce numéro de **Courrier International**

C'est à partir de ces bases, programmatiques et de conception politique, que nous abordons les sujets principaux que nous incluons dans ce premier numéro du nouveau **Courrier International**.

En premier lieu nous analysons la crise de l'Union européenne, les problèmes profonds auxquels leurs bourgeoisies impérialistes font face, la réponse des travailleurs aux attaques des gouvernements et des entreprises, et nous présentons une proposition programmatique pour une issue ouvrière à la crise.

Ensuite, en cette année du bicentenaire du début de la lutte pour l'émancipation latino-américaine vis-à-vis de l'Espagne, nous menons un débat avec le chavisme sur la question des voies pour obtenir la Seconde

Indépendance, et nous analysons les profondes limitations des bourgeoisies du continent pour venir à bout de cette tâche.

Dans un autre article, nous exprimons notre position sur deux sujets d'actualité brûlante : qu'est-ce que l'Etat cubain aujourd'hui ? Quelle position les révolutionnaires doivent-ils prendre par rapport à des faits comme la mort d'Orlando Patin Tamayo ?

Nous analysons aussi la crise du PSOL brésilien, un des « partis anticapitalistes » les plus connus dans le monde.

Enfin, le lecteur trouvera dans cette édition des articles sur la situation actuelle de l'Irak et sur la campagne électorale du PSTU brésilien, ainsi que des notes sur les processus de réorganisation du mouvement syndical dans plusieurs pays et sur la vie de la LIT-QI.

Nous espérons que ce premier numéro du nouveau **Courrier International** sera d'un intérêt et d'une utilité politique réelle pour tous nos lecteurs, et qu'il marquera, de cette manière, le début d'une longue et fructueuse relation.

L'éditeur

La crise de l'Union européenne

La discussion sur le « paquet d'aide » destiné à éviter la faillite financière de la Grèce, les mesures d'ajustement que le gouvernement de Yorgos Papandreu doit appliquer comme condition pour accéder à ce paquet et la réponse des travailleurs grecs face à ces mesures mettent à nu les problèmes profonds auxquels fait face l'Union européenne (UE) et la zone euro. L'UE constitue aujourd'hui le « maillon le plus faible » de la fragile récupération (obtenue grâce aux milliards d'euros d'aide que les gouvernements ont donnés aux banques) au sein des grands pôles impérialistes, en particulier aux Etats-Unis. La situation de l'UE montre que la crise économique mondiale n'est pas encore terminée.



Il y a deux raisons principales à cette réalité. Tant l'UE que la zone euro sont composées de nombreux pays qui connaissent des niveaux de développement et des situations actuelles très différentes, allant de la tranquillité relative de l'Allemagne jusqu'au séisme grec. Les « paquets » ont été nationaux, en premier lieu, pour sauver les pays eux-même.

La crainte à l'égard de la classe ouvrière

Par ailleurs, les bourgeoisies impérialistes européennes doivent faire face à des mouvements ouvriers beaucoup mieux organisés, avec une meilleure conscience et une plus grande capacité

de lutte que la classe ouvrière américaine actuellement. C'est pourquoi elles ont traîné les pieds : en même temps qu'elles ont résolument attaqué les secteurs les plus faibles (les immigrés), elles ont renforcé des mesures d'amortissement (comme l'extension des délais d'indemnisation de chômage) qui ont retardé le choc frontal avec les secteurs les plus forts. Bien que, jusqu'à ce jour, cet objectif soit accompli (avec l'aide précieuse des bureaucraties syndicales), cela met à mal la « confiance des investisseurs » et retarde la récupération.

Toutefois la situation commence à « se détricoter » à partir des pays les plus faibles, comme la Grèce et le

Portugal ; et des pays plus importants sont déjà dans la file : l'Espagne, l'Italie, l'Angleterre,... Cette fragilité accrue de l'Europe hypothèque le futur de l'UE et de la zone euro (construites pendant des décennies de patiente « architecture »).

Le processus de mise en place du « paquet d'aide » en Grèce a ouvert une polémique entre Angela Merkel et Nicolas Sarkozy sur l'intervention ou non du FMI. Le triomphe de la position de Merkel est très significative : par le biais du FMI, les Etats-Unis entrent dans le processus. C'est-à-dire que l'UE et la zone euro vont continuer leur chemin, mais elles le feront avec

beaucoup moins d'autonomie et avec la supervision du « grand frère ».

La fin des « mesures tampon » ?

Dans le même temps, la Grèce montre qu'on entame la fin des « paquets d'amortissement » et du temps où sont évités les chocs frontaux : la condition pour que le gouvernement de Papandreu reçoive l'argent est l'application d'un féroce plan d'ajustement. En Espagne, Zapatero ouvre la voie en attaquant le système des pensions, et en Grande-Bretagne, Gordon Brown vient d'annoncer (en pleine campagne électorale !) que son plan d'ajustement serait plus dur que celui de Thatcher (le modèle néolibéral des années '80).

Aux mesures du gouvernement de Papandreu, les travailleurs répondent avec plusieurs grèves générales et d'importantes mobilisations. En ce sens, se joue en Grèce un « match » dont



Merkel et Sarkozy, amour y désamour dans l'Union européenne, entre l'Allemagne et la France.

l'importance dépasse le cadre national : les autres gouvernements de l'UE se

regardent dans ce miroir. Une défaite des travailleurs grecs ouvrirait le chemin pour toutes les bourgeoisies de l'UE. Au contraire, un triomphe et un enlèvement du plan d'ajustement de Papandreu remettraient tout en question, des plans d'ajustement prévus dans le reste de l'UE jusqu'à la survie même de cette dernière et de l'euro.

Par ailleurs, le rôle des bureaucraties syndicales est un facteur essentiel dans le développement de la lutte, de la réponse des travailleurs grecs et de l'ensemble de l'Europe. Ici se pose, d'une part, l'exigence vis-à-vis des syndicats de rompre avec les gouvernements et de diriger les luttes, et, d'autre part, la nécessité impérieuse que surgissent des alternatives de direction pour la classe ouvrière. C'est un sujet auquel, vu son importance, nous consacrons un article spécifique dans cette section.

L'UE et la zone euro, c'est quoi ?

L'Union européenne est un bloc impérialiste d'Etats. Une plate-forme pour défendre les intérêts des multinationales européennes dans le monde, spécialement face à celles des Etats-Unis, et, en même temps, une base d'appui des différents gouvernements européens pour attaquer les droits et les conquêtes de la classe ouvrière. Elle est constituée de 27 pays, elle a une population de cinq cents millions d'habitants et son PIB total est supérieur à celui des Etats-Unis.

L'Allemagne et la France sont les pays qui prédominent. Avec eux, se trouvent la Grande-Bretagne (qui essaye de maintenir sa « relation spéciale » avec les Etats-Unis), les impérialismes de seconde et de troisième catégorie (la Hollande, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, le Portugal) et certains des anciens pays du bloc de l'Est européen, qui s'y sont intégrés, en réalité, comme semi-colonies des grandes puissances européennes, en particulier de l'Allemagne.

L'origine de l'UE remonte aux années postérieures à la Seconde Guerre Mondiale : en 1951 est constituée la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), formée par la France, l'Allemagne, l'Italie et les pays du Benelux (Belgique – Pays-Bas – Luxembourg), sous contrôle américain et avec l'aide du Plan Marshall. Depuis lors, il y a eu des changements successifs et des extensions, les dernières incorporations étant celles des anciens pays de l'Est, en 2004 et 2007.

L'Acte Unique de 1986 institua l'actuelle Union européenne et représenta l'adaptation du capitalisme européen à la dénommée « globalisation néo-libérale ». Plus tard, le Traité de Maastricht créa la monnaie unique (l'euro) et la Banque Centrale Européenne. Seize des 27 pays de l'UE ont adopté cette monnaie commune et forment la Zone Euro : l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, l'Irlande, l'Autriche, la Finlande, Chypre, la Slovaquie, la Slovaquie et Malte.

En outre, d'autres institutions ont été créées comme le Parlement Européen (élu par vote populaire), le Conseil de l'Europe (qui représente les pays membres) et la Commission Permanente (qui représente l'UE dans son ensemble). L'approbation d'une Constitution européenne a été reportée suite aux défaites infligées lors des référendums pour son approbation, dans des pays comme la France et les Pays-Bas.

La Grèce : l'avant-goût de l'ajustement

Felipe Alegria (Espagne)

Avec la cessation des paiements en vue, la Grèce a officiellement entamé les négociations de « sauvetage » avec l'Union Européenne (UE) et le FMI (Fonds Monétaire International).

Il y a quelques jours, l'agence Fitch avait réduit de nouveau la qualification de la dette grecque, la laissant à un pas des « titres ordures ».

La raison de cette réduction était que les prévisions de réduction du déficit étatique et de frein à l'augmentation de l'énorme dette publique (plus de 115 % du PIB) n'allaient pas se concrétiser. La cause était double : d'une part, la dépression économique grecque est trop forte pour être en mesure de produire les recettes publiques prévues et, d'autre part, les dépenses augmentent rapidement avec la charge des intérêts de la dette, qui atteignait déjà 15 % du budget avant la manifestation de la crise et qui croît maintenant à grande vitesse, vu le taux très élevé que la Grèce doit accepter pour refinancer sa dette.

Les intérêts dévorent les « économies » du gouvernement, obtenus au prix de l'appauvrissement des travailleurs et du peuple grec. Par la suite, la situation de qualification de la dette s'est encore aggravée avec la découverte de nouveaux « mensonges » dans la comptabilité du vrai déficit fiscal.

Le calvaire grec

Pendant ces trois mois, chaque émission de titres a été une agonie pour le gouvernement. Entre-temps, les plans de sauvetage ont été délibérément retardés par le gouvernement allemand, réticent à concrétiser l'« aide » avec, comme bel argument de la chancelière Angela Merkel : « A chacun de nettoyer sa merde ».

Face au danger de faillites et à l'apparition d'indices de panique bancaire (avec des retraits de dépôts), le gouvernement de Papandreou vient de donner 17 milliards d'euros aux banques grecques. Si, jusqu'à présent, il n'y a pas eu de crise explosive, c'est parce qu'à l'encontre de ses propres normes, la Banque Centrale Européenne continue à accepter les titres dévalués comme garantie pour ses prêts aux banques grecques.



La Grèce est soumise à une humiliation brutale et à une punition de l'UE; la même UE qui, en 2008, n'a pas hésité pour mobiliser le chiffre astronomique de deux mille milliards d'euros afin de sauver la banque du continent.

Les conditions du « sauvetage » de la Grèce, avec l'aval du capitalisme allemand, sont extrêmes : on ne peut mettre en marche l'opération que « quand les marchés refuseront le financement à la Grèce », c'est-à-dire quand, de fait, elle entrera déjà en cessation des paiements. L'argent doit être prêté « au prix du marché » et, en compensation, la Grèce doit ouvrir le contrôle complet de son économie pour assurer l'application d'un plan de choc brutal et prolongé qui assure les affaires des investisseurs.

La signature du plan de « sauvetage » est conditionnée à ce que le gouvernement grec concrétise une continuité de ce plan en 2011 et 2012.

L'« aide » financière prévue pour 2010 est de 45 milliards (30 des pays de la zone euro et 15 du FMI). L'Allemagne (8,4 milliards) et la France apporteraient la moitié des prêts européens. L'UE prêterait à un taux d'intérêt de 5 % et le FMI à 3 %. Il est prévu

que le paquet d'« aide » atteigne 90 milliards dans trois ans. Il subsiste toutefois un doute pour savoir si la Grèce ne sera pas touchée par la cessation de paiements avant que l'accord n'entre en vigueur, c'est-à-dire après sa ratification par le parlement allemand.

L'« aide » de l'UE et du FMI revient à offrir la corde pour se pendre. Son objectif n'est pas de « sauver la Grèce » mais de garantir les grandes affaires des banques allemandes et françaises avec la dette grecque. Le prix est la condamnation du pays à un recul économique et social de plusieurs décennies et sa transformation en protectorat économique sans souveraineté.

Il a été décidé de spolier le peuple grec à l'extrême. Le directeur du FMI, le « socialiste » français Strauss Kahn, a récemment déclaré que « le seul moyen qu'il reste » à la Grèce est la déflation, c'est-à-dire une forte baisse des salaires et des prix. Et il regrette que le gouvernement grec n'aie pas la « compétence légale » pour baisser par décret les salaires dans le secteur privé, ce qui « rendra très difficile la mise en pratique du plan de l'UE ».

Un sauvetage destiné à l'échec

Mais le paradoxe dramatique du « sauvetage » est qu'au fur et à mesure que la Grèce est saignée à blanc et appauvrie, il devient plus difficile d'assurer le paiement de la dette, qui ne va pas cesser de croître. Le « plan de sauvetage » est une issue précaire et temporaire... jusqu'à ce que le pays ne puisse plus payer.

L'intervention de l'UE face à la crise grecque est marquée par l'échec et la division. Elle a dévoilé que, dans ce bloc impérialiste, il n'y a que l'Allemagne et la France qui commandent et que, de surcroît, ces deux puissances rivalisent entre elles face à la crise grecque. L'Allemagne savait qu'elle était obligée d'intervenir, bien que ce soit seulement pour défendre ses banques, principaux créanciers de cette dette. Mais elle n'était disposée à le faire qu'au prix fort pour la Grèce.

Le ferme refus allemand d'offrir une « solution européenne », son exigence de l'intervention du FMI et ses menaces d'« expulser » la Grèce de la zone euro montrent que le capitalisme allemand ne va pas « sacrifier » ses finances pour « sauver » qui que ce soit. Il met en évidence aussi que l'Allemagne n'est pas du tout disposée à ce que l'UE avance vers un « Etat européen ».

Au contraire, si l'UE a un sens pour elle, c'est comme sauvegarde des bases de son hégémonie : la prédominance comme exportateur et la prépondérance financière que cela lui accorde. Il s'ensuit que l'Allemagne n'y a pas eu d'inconvénient à forcer la présence du FMI (où le poids des Etats-Unis est déterminant) dans le « sauvetage » grec. Elle s'en est prise à la Grèce pour donner un exemple aux « pays périphériques » de la zone euro, qu'elle met sans pitié sous pression et qu'elle veut vassaliser, jusqu'à exiger de soumettre leurs budgets à son approbation avant que ceux-ci ne puissent être approuvés dans le pays.

Mais le problème est que cette politique ne peut aboutir qu'à l'éclatement



Le Premier ministre grec cerce la ceinture au peuple grec pour satisfaire l'UE.

de l'euro comme monnaie commune de plusieurs pays (le « cœur politique de l'UE » selon le commissaire économique européen) et, par la suite, de l'UE elle-même. La cessation de paiements à laquelle la Grèce est poussée mettra en danger la solvabilité des banques allemandes et françaises, ce qui obligera à de grands sauvetages bancaires et mènera au spectre de la cessation de paiements au Portugal, en Espagne, en Irlande et en Italie. Le fait est que les analystes annoncent déjà qu'après l'accord grec, les attaques spéculatives se concentreront sur ces pays, menaçant sérieusement leur stabilité et poussant les gouvernements à de nouvelles et plus graves attaques.

Les divergences entre l'Allemagne et la France

Face au capitalisme allemand, le gouvernement français, son grand concurrent, a défendu un sauvetage exclusivement européen et s'est opposé à la participation du FMI, qu'il ne veut pas voir s'immiscer dans les finances européennes. Pour la première fois, il a publiquement remis en question le « modèle allemand », basé sur un énorme excédent commercial au détriment de ses partenaires, modèle dont la permanence rend l'euro historiquement non-viable. L'Allemagne exporte 60 % vers l'Europe. Son excédent commercial a été multiplié par cinq depuis l'introduction de l'euro et il atteindra cette année une valeur de 190 milliards. La Deutsche Bank a répondu en disant que « nous ne pouvons pas demander pardon pour l'habileté exportatrice de notre industrie ».

Entre-temps, avec la crise, les marchés allemands d'exportation reculent dans la périphérie de l'UE.

L'euro, une monnaie unique sans Etat unique, où coexistent des pays avec de grandes inégalités, a pu fonctionner dans la période passée d'expansion. Mais la longue et profonde crise dans laquelle nous nous trouvons a mis à nu ses limites structurelles, dans une UE qui supporte déjà une charge de 23 millions de chômeurs et qui est condamnée à la stagnation pendant une longue période. Il ne faut pas s'étonner que, alors que le processus d'incorporation de nouveaux pays est paralysé, on commence à parler d'aller vers une « nouvelle configuration européenne ».

La crise grecque ouvre une nouvelle phase pour l'Europe, marquée par la crise économique (qui n'a pas encore atteint de plein fouet les pays centraux), par la crise des « institutions européennes », et par la guerre sociale contre les travailleurs et les peuples européens. Le plan de choc de la Grèce est l'avant-goût d'une offensive de longue portée du capitalisme européen pour mettre un terme aux conquêtes sociales, réduire substantiellement les salaires et les droits et soumettre les pays de la périphérie. Pour nous faire, en somme, reculer de beaucoup d'années.

Etat espagnol : de la *Champion's League* à la descente

Felipe Alegria (Espagne)

L'Etat espagnol connaît la combinaison aiguë d'une crise économique profonde (qui a déjà donné lieu à plus de 4,5 millions de chômeurs) et une crise politique et institutionnelle grave.



Cela fait bien des années déjà qu'on annonçait que l'Espagne était entrée dans la Champion's League du monde !



Le gouvernement de Zapatero (PSOE) a lancé son premier plan de choc contre les travailleurs avec d'importantes coupures dans les dépenses publiques. Il propose d'avancer l'âge de la retraite jusqu'à 67 ans et de réduire les pensions, et il a mis en marche une nouvelle réforme du travail.

Cette réforme cherche à généraliser les contrats avec licenciement bon marché et à ouvrir la voie à un contrat unique (« modèle autrichien ») qui baisserait substantiellement le coût du licenciement, comme l'exigent les patrons. Le gouvernement propose aussi de subventionner les licenciements, de stimuler le travail à temps partiel et de subventionner des contrats pour les jeunes, avec des salaires misérables.

Parallèlement, les patrons et les centrales syndicales (CCOO-UGT) ont signé un pacte de congélation-réduction salariale pour trois ans.

Entre-temps, les patrons continuent à licencier et à mettre des bâtons dans les roues pour la négociation collective en exigeant la prolongation de la journée de travail, davantage de flexibilité, la congélation ou la diminution salariale, et des coupes dans les droits syndicaux.

Les banquiers, les patrons et le gouvernement savent, en outre, que ce n'est qu'une question de temps avant que ne soient annoncées des mesures plus sauvages, suivant les traces de la Grèce. Nous sommes au début d'une offensive de longue haleine, pour laquelle Paul Krugman et d'autres analystes ont avancé un objectif chiffré : les salaires espagnols, directs et indirects, doivent baisser entre 20 et 25 %.

Crise politique et institutionnelle

La crise économique a évolué en crise politique, obligeant le Roi à demander un « Pacte d'Etat » face à la crise. Mais l'accord s'est limité à un misérable décret, puisque la droite n'est pas disposée à offrir un appui quelconque au gouvernement et se présente comme alternative pour mener plus loin le plan de choc, sans le conditionner à des accords avec la bureaucratie syndicale.

Le faible gouvernement social-démocrate de Zapatero, fort discrédité, trouve seulement un répit dans la crise simultanée du PP (Parti Populaire), le parti des héritiers du franquisme, complètement mouillé dans la corruption. Cette crise est accompagnée d'une importante déchirure interne des principaux organes de la Justice espagnole, extrêmement discréditée. Le Tribunal Suprême accuse le juge Garzón (le champion de la persécution de la gauche indépendantiste basque !) de ne pas respecter la loi d'amnistie de 1977, après que celui-ci ait autorisé l'ouverture des tombes du franquisme, avec ses 113.000 « disparus ». Le procès a suscité une énorme indignation. Les mots de l'ancien procureur anti-corruption montrent l'envergure de l'affaire : « Le juge d'instruction parlait de l'honorable sensibilité des juges du Tribunal Suprême vis à vis des crimes de la dictature. Mais ils ont fait partie du Tribunal d'Ordre Public jusqu'en 1976 ! Ils ont été complices, jusqu'au dernier jour, des tortures de la Brigade Politique-Sociale (...). Et ils se sont mis maintenant entre les mains de la Falange¹. J'en ai honte ! » Le gouvernement, qui s'était opposé à l'instruction, essaye de minimiser l'affaire, mais la blessure est loin d'être fermée. C'est une des bases fondamentales de la Transition monarchique qui est en jeu : l'impunité des crimes du franquisme,

L'usure des gouvernements

La crise économique et le mécontentement social se transforment, à leur tour, en instabilité des structures politiques de la domination bourgeoise dans les pays. Le cas le plus évident est celui de la Grèce, où le gouvernement social-démocrate d'Yorgos Papandréou s'affaiblit rapidement, quelques mois seulement après son installation. Plusieurs autres gouvernements européens montrent également d'importants signes de crise, comme celui de Zapatero en Espagne.

Nous avons aussi vu récemment la grande défaite électorale de Sarkozy aux dernières élections régionales, avec une forte montée du vote pour le Parti Socialiste et quelques bons résultats des forces à sa gauche. Ce fut notamment le cas en Limousin, où une coalition PCF-NPA (Parti Communiste - Nouveau Parti Anticapitaliste) a obtenu 19 %. Il ne faut toutefois pas oublier qu'il y a en même temps un renforcement de l'extrême droite raciste du Front National.

Le renforcement de forces xénophobes d'extrême droite en Italie est aussi un signe inquiétant, avec une Liga Norte qui avance et un Berlusconi qui continue à avancer ses plans bonapartistes. En même temps, l'opposition parlementaire du Parti Démocratique (anciens communistes et catholiques) se voit dans l'incapacité de freiner sa décomposition interne, sans que n'apparaisse une alternative à gauche.

Les récentes élections en Hongrie ont été un coup brutal contre le gouvernement du Parti Socialiste (ex-stalinien), noyé dans des scandales de corruption et responsable de l'exécution du plan de choc brutal dicté par le FMI et l'UE. La droite libérale, qui est sortie victorieuse avec 57 % de votes, demande en vain au FMI d'assouplir un peu le carcan, le pays étant en ruines. Le plus préoccupant dans cette votation, reflet de la grave crise sociale que traverse le pays, a été la montée spectaculaire, de 2 à 17 %, du parti raciste d'extrême droite, « Jobbik », avec ses proclamations nationalistes, sa démagogie sociale et sa rage contre les minorités de gitans, de roumains, de juifs et de slovaques (13 % de la population hongroise).

Au Portugal, le gouvernement Sócrates fait face à une importante contestation sociale. En Grande-Bretagne, Gordon Brown, du New-Labor, craint pour son avenir. Et face à l'absence d'une alternative forte des conservateurs, une crise du système traditionnel bipartite (une alternance de gouvernements labour ou conservateur avec majorité absolue dans le Parlement) est à l'horizon.

Même en Allemagne, le pays le plus stable, Angela Merkel affronte ses partenaires du parti libéral et craint de perdre les prochaines élections en Rhénanie-Nord-Westphalie, ce qui lui ferait perdre la majorité dans le Sénat pour l'approbation des lois.

leur pardon et leur enfermement dans le coffre-fort de l'oubli.

Quant au Tribunal Constitutionnel, l'autre grand organe judiciaire, il montre depuis déjà quatre ans son incapacité d'émettre une sentence sur le Statut catalan d'autonomie. Ce Statut avait été approuvé en referendum, après une mutilation supplémentaire par le parlement espagnol du projet déjà réduit du parlement catalan. Maintenant, le Tribunal Constitutionnel, dépassé, discrédité et en quête de légitimité, se débat « entre la castration chimique et l'amputation » du Statut.

L'offense au peuple catalan ne peut que renforcer les mouvements indépendantistes et mettre sur la table le droit à l'autodétermination, dont la négation est justement une des autres bases de la Transition monarchique.

Entre-temps, le gouvernement frappe les structures d'ETA et bloque résolument

la voie de la négociation proposée par la gauche indépendantiste basque, en augmentant la répression, dernièrement avec de nouvelles demandes de prison pour Otegi et ses camarades.

Vers où allons-nous ?

Si cette situation explosive reste encore sous contrôle, c'est parce que la rage et l'indignation sociale ne sont pas encore parvenues à rompre la « paix sociale ». C'est cette dernière que la

bureaucratie syndicale de CCOO et d'UGT, consacrée à calmer et à isoler les conflits et à couvrir le gouvernement de Zapatero, s'est engagée à conserver. Mais la crise avance, les attaques spéculatives envers la dette espagnole sont de retour, et le gouvernement a chaque jour de moins en moins de marge de manœuvre.

Les attaques du gouvernement et des patrons vont s'intensifier et ne vont pas pouvoir éviter un heurt frontal avec les travailleurs, affaiblissant alors la camisole imposée par la bureaucratie syndicale. C'est l'heure d'unir les luttes dispersées, de faire face de front aux attaques et de préparer la grève générale contre le chômage, le plan d'austérité, la réforme des pensions et la réforme du travail.



Marche de soutien au juge Baltasar Garzón

¹ Mouvement fasciste fondé dans les années 30' et qui était une des bases politiques du franquisme.

... et les luttes des travailleurs

Alejandro Iturbe (Argentine)

La Grèce est aujourd'hui, sans doute, le point le plus chaud des luttes des travailleurs européens. Mais ce n'est pas un cas isolé. Dans plusieurs autres pays, on résiste aussi durement contre les attaques des patrons et des gouvernements, ce qui représente une avancée par rapport à la situation en 2008 et 2009.



Manifestation à Athènes lors de la grève générale

Ces derniers mois, les travailleurs grecs ont fait trois grèves générales, des arrêts partiels dans les secteurs public et privé, et d'importantes mobilisations dans la rue, souvent avec des confrontations avec la police. La dernière grève a eu lieu le 22 avril dernier, quand médecins, infirmiers, enseignants, travailleurs des finances et dockers ont arrêté le travail (convoqués, entre autres, par le syndicat du secteur public AEDY), et environ 25.000 personnes ont manifesté dans les rues d'Athènes. En même temps, les travailleurs de secteurs privés se sont aussi mis en grève, convoqués par le syndicat PAME.

C'est la réponse de la classe ouvrière et du peuple grec contre les mesures du féroce plan d'ajustement lancé par le gouvernement d'Yorgos Papandreou, comme condition pour accéder au « paquet de sauvetage » de l'Union Européenne et du FMI (voir l'article sur la Grèce). Ces mesures incluent des réductions salariales entre

20 et 30 % pour les travailleurs du secteur public, le gel des pensions et une augmentation de la TVA à 21 %. Dans le cas des travailleurs du secteur privé, bien que leurs salaires nominaux ne puissent pas être réduits par le gouvernement, ils souffrent des effets d'une récession qui continue et d'un début d'inflation.

L'indignation des manifestants contre le gouvernement était très grande : « *Nous n'allons pas tolérer d'autres mesures, parce que nous ne parvenons pas à payer nos comptes. J'ai une hypothèque, j'ai deux fils, j'ai supprimé tout luxe* », disait l'employée publique Pavlina Parteniou, de 38 ans. « *Pourquoi ne s'en prennent-ils pas à ceux qui ont volé l'argent ? Mon salaire ou la pension de 300 euros de ma mère, est-ce ça qui va sauver le pays ?* » (Agence EFE, 23/4/2010). Voilà le leitmotiv des manifestations et des banderoles : nous n'allons pas payer l'addition !

Un triomphe en Grèce donnerait de la force à la classe ouvrière des autres pays pour faire face à leurs propres gouvernements et aux plans d'ajustements, dans de meilleures conditions.

C'est-à-dire, qu'en Grèce, il y a, d'une part, l'avant-goût de l'ajustement imposé aux travailleurs par les gouvernements et les patrons européens. Mais, en même temps, le pays est l'avant-garde de la lutte de la classe ouvrière continentale. Comme nous l'avons indiqué dans la présentation générale de ce dossier, en Grèce, se joue un match dont le résultat est loin d'être défini, et dont l'importance dépasse le cadre national.

En ce sens, développer et organiser l'appui et la solidarité avec la lutte des

travailleurs grecs est une tâche nécessaire et urgente pour toute la classe ouvrière du continent. Un triomphe en Grèce donnera de la force à la classe ouvrière des autres pays pour faire face dans de meilleures conditions à ses propres gouvernements et leurs plans d'ajustement. Au contraire, une défaite ouvrirait le chemin à toutes les bourgeoisies de l'UE pour avancer avec beaucoup plus de dureté.

Les luttes sur le continent

Si la Grèce est l'avant-garde, dans d'autres pays de l'UE, il y a aussi eu des processus de lutte importants, ainsi que beaucoup de luttes à l'échelle d'une entreprise ou d'un secteur, moins relayées par la presse.

En Italie, il y a eu deux grèves générales et d'importantes mobilisations convoquées par la centrale syndicale CGIL ; des luttes des enseignants contre les attaques à l'éducation et des mobilisations convoquées par les dénommés « syndicats de base » ; des mobilisations contre les attaques aux travailleurs immigrants et leur « criminalisation » législative promue par le gouvernement de Berlusconi ; plusieurs luttes par entreprise ou usine, comme celle de Termini Imerese de FIAT, Alcoa et Innse (métaux).

En France, il y a aussi eu des grèves générales contre la politique économique de Sarkozy, ainsi que des luttes dans le secteur des transports en commun, dans la principale entreprise pétrolière (Total-Elf), dans le commerce et dans les nombreuses entreprises industrielles privées. Dans certaines de ces dernières, comme Continental et Sodimatec, les travailleurs ont utilisé la méthode radicale d'occuper l'usine avec « retenue » des patrons.

Au Portugal, se développe la bataille contre le PEC (Plan de Stabilité et de Croissance), lancé par le gouvernement « socialiste » du Premier ministre Sócrates (avec l'appui des partis bourgeois de droite), l'équivalent portugais du « plan d'ajustement »

de Papandreou. En avril, il y a eu des grèves dans les raffineries de Galp (la principale entreprise pétrolière du pays) et chez les infirmier(e)s de la santé publique. Au moment de la mise sous presse de cette édition de *Courrier International*, une grève des transports publics et de la poste, parmi d'autres entreprises, était convoquée pour le 27 avril.

En Espagne, la résistance par entreprise continue contre les ERE's (Dossier de Restructuration d'Entreprise), c'est-à-dire les plans de licenciement et d'attaques contre les conditions de travail, comme celle qui a eu lieu à SEAT (la principale entreprise automobile du pays). En même temps, la bataille est entamée contre le « pensionazo » (une attaque très dure contre l'actuel système des pensions), lancé par le gouvernement de Rodriguez Zapatero.

En Belgique, il y a eu plusieurs luttes par entreprise et par secteur, comme la grève des cheminots (après le grave accident de Buizingen), qui fait partie de la résistance contre le plan de démantèlement et de privatisation du conglomérat d'entreprises étatiques ferroviaires, promu par la bourgeoisie belge. Il convient de signaler aussi la lutte des travailleurs de la chaîne Carrefour et de la brasserie InBev.

En Grande-Bretagne, il y a eu une importante grève de la British Airways. Et même dans cette Allemagne « tranquille », plus de 4.000 pilotes de la compagnie aérienne Lufthansa ont fait la plus grande grève dans l'histoire de l'entreprise.



Au Portugal, le gouvernement veut privatiser l'entreprise de navigation aérienne TAP.

Des ouvriers de l'usine Termini Imerese de FIAT, en Italie, luttent contre la menace de fermeture.

La bureaucratie syndicale : une limitation pour la lutte

La liste que nous avons dressée est certainement incomplète, mais elle montre que la classe ouvrière européenne est disposée à combattre et a la capacité pour le faire. En même temps, il est nécessaire d'indiquer que sa réponse (y compris en Grèce elle-même) n'est pas encore à la hauteur des attaques qu'elle subit, tant des gouvernements que des patrons.

Dans cette réalité, confluent deux éléments. Le premier, que nous avons déjà analysé, ce sont les « amortisseurs », comme l'assurance-chômage, que la majorité des gouvernements de l'UE ont maintenu pour « lubrifier » les plans de licenciements et de suspensions des entreprises, et éviter ainsi le « choc frontal » avec les secteurs essentiels de la classe ouvrière.

Mais, comme nous l'avons vu dans d'autres articles de cette revue, le temps des « amortisseurs » touche à sa fin, et celui des attaques les plus dures et généralisées commence, spécialement dans les pays les plus faibles.

Le second facteur est le rôle qu'ont joué et jouent les bureaucraties syndicales. Au-delà de leurs différences nationales et de situation politique, toutes ont des

Des ouvriers de l'usine Continental, en France, montrent le chemin pour obtenir leurs revendications, avec des méthodes de lutte de plus en plus radicales.

accords explicites ou implicites avec les gouvernements et les patrons.

C'est pourquoi, ils ont agi initialement comme un élément de « dissuasion », pour que les travailleurs ne se mettent pas à combattre. Et s'ils vont à la lutte, par secteur ou par entreprise, ils essaient d'isoler cette lutte pour l'affaiblir et la mener à la défaite, ou à un résultat beaucoup plus limité.

Un exemple clair de cela a été la défaite des travailleurs de l'entreprise automobile Nissan, à Barcelone, face au « plan de restructuration » (de licenciements) de l'entreprise ; ou l'isolement auquel la CGIL et la FIOM (Fédération Ouvrière des Métallos) soumettent la bataille des travailleurs de l'usine Termini Imerese de FIAT contre sa fermeture.

Les bureaucraties syndicales ont contribué aussi à la division de la classe ouvrière en fermant les yeux - si ce n'est carrément le soutien - sur la xénophobie contre les travailleurs immigrants, que les gouvernements et les patrons utilisent comme boucs émissaires pour expliquer le manque d'emplois.

Même quand ils se voient obligés à appeler à des grèves et des mobilisations générales, comme en Italie et en France, ils ne le font pas pour que ce soient des étapes qui fortifient une lutte continue, unifiée et ferme, avec des possibilités de triomphe sur les patrons et les gouvernements ; mais comme des « valves d'échappement » qui décompriment la situation et leur permet d'ouvrir une négociation avec ces derniers.

Jusqu'en Grèce elle-même, où la lutte des travailleurs a un impact par



sa continuité et sa force, la direction de la GSEE (Confédération Générale Grecque du Travail) a fait l'impossible pour empêcher les grèves générales et elle essaye toujours de diviser, par des moyens différents, les travailleurs du syndicat ADEDY (travailleurs publics) et du PAME (privés). C'est-à-dire que l'unité des luttes que nous voyons n'est pas le résultat de la politique de la bureaucratie syndicale, mais celui de la pression des bases.

Cette difficulté de la bureaucratie syndicale grecque peut être en train de montrer comment, dans le cadre d'attaques de plus en plus grandes des patrons et des gouvernements, toutes les autres bureaucraties syndicales du continent ont de plus en plus de difficultés à jouer un rôle divisionniste et de frein, et que cette situation les oblige à devoir se mettre à la tête des luttes les plus fortes et les plus centralisées pour éviter les « débordements ». C'est ce que nous voyons en Espagne, où les directions de CCOO et d'UGT (« partenaires » du gouvernement de Zapatero) ont dû convoquer aux mobilisations contre le « pensionazo ».

Comment développer les luttes ?

Cette réalité présente pour les travailleurs européens, et aussi pour les activistes et les militants révolutionnaires en leur sein, une contradiction aiguë.

D'une part, les bureaucraties syndicales sont le plus grand obstacle pour développer la lutte. En ce sens, nous

dénonçons catégoriquement leur rôle de traîtres et nous soutenons l'effort de milliers de militants qui combattent, sur tout le continent, pour renverser ces bureaucraties et construire des syndicats indépendants des patrons et des gouvernements, des syndicats combattifs et démocratiques.

D'autre part, tant que ces bureaucraties continueront à contrôler les appareils syndicaux avec poids de masse (et qu'en ce sens, ils dirigent la majorité des travailleurs), il n'y a pas moyen de promouvoir une mobilisation massive sans une politique d'exigence à ces directions syndicales pour qu'ils rompent leurs accords avec les gouvernements et les entreprises, et se mettent à la tête de véritables plans de lutte nationaux.

Ce qu'on ne peut pas faire, c'est de les ignorer, comme s'ils n'existaient pas, ou de se limiter à une politique qui les dénonce seulement, sans exigence de lutte ; parce que dans ce cas, en dernier ressort, on leur laisse les mains libres pour leur action.

Si cet appel à la mobilisation unitaire se concrétise, comme cela a été le cas en Grèce, la lutte et la confiance de l'ensemble de la classe ouvrière seront renforcées. Les luttes isolées sont très difficiles à soutenir, alors qu'une lutte nationale unifiée offre, dès le début, une perspective beaucoup plus grande de triomphe. De cette manière, une dynamique supérieure de mobilisation peut s'ouvrir, qui donne de meilleures

conditions pour dépasser les limites imposées par ces bureaucraties. Et si, au contraire, l'appel à la mobilisation n'est pas accepté par les directions, ce refus contribuera à l'expérience des travailleurs avec eux.

Dans les deux cas, il s'agit d'une politique indispensable pour fortifier la construction de nouvelles directions alternatives à ces bureaucraties. Il ne s'agit pas de donner une recette, en raison de la diversité profonde qui se présente dans les pays de l'UE.

Dans quelques cas, il s'agit de construire des « oppositions » dans les centrales syndicales, comme celles que promeuvent les camarades du PdAC italien au sein de la CGIL ou de la future confédération des « syndicats alternatifs ». Dans d'autres, il s'agit de promouvoir des « pôles alternatifs » qui « traversent » les différentes centrales ou les syndicats qui sont en dehors de ces centrales, comme le Manifeste lancé en décembre dernier en Espagne par la Coordination Syndicale de Madrid, le Syndicat Ferroviaire de Madrid - Intersyndical (SF), le Mouvement des Assemblées des Travailleurs de la Santé (MATS) et le Syndicat de l'Industrie des Ascenseurs (Sindicato de l'Elevación), qui, avec un appel à « la mobilisation générale de la classe ouvrière et du peuple », affirment : « nous voulons faire un premier pas pour unifier tous les syndicats combattifs et de classe disposés à combattre contre cette situation ».

Portugal Un mois d'avril chaud

Ruptura/FER

Le 36ème anniversaire de la Révolution du 25 avril aura lieu dans le contexte d'une grande attaque sociale. Les mesures prévues dans le budget de 2010 et le Plan de Stabilité et de Croissance (PEC) - un plan d'austérité semblable à celui de la Grèce, que le gouvernement du Premier ministre José Sócrates veut imposer au pays (avec l'appui de la droite) - attaquent violemment les droits et les conquêtes des travailleurs et aggraveront le chômage et la pauvreté.

Ces mesures incluent le gel des salaires, la réduction du budget pour la santé, l'éducation et le logement, l'augmentation de l'âge de la retraite et la privatisation d'entreprises publiques.

L'indignation de la population croît encore plus quand, avec ces attaques, sont dévoilés les salaires millionnaires des

*Une rue de Lisbonne
lors de la grève générale
des transports du 27 avril*



directeurs des entreprises publiques et privées. Par exemple, Antonio Mexia, président de l'EDP, a gagné l'année passée plus de 3 millions d'euros en salaire et primes, tandis que beaucoup de travailleurs ont un salaire minimal mensuel de 475 euros.

Malgré la dureté des mesures prévues dans le PEC, la Commission européenne (CE) n'est pas encore satisfaite et « pourrait exiger des efforts additionnels » pour baisser le déficit fiscal.



Les intérêts payés pour la dette portugaise augmentent sans cesse. Le fantasme de la Grèce devient de plus en plus réel.

Les travailleurs répondent

Face à ces attaques, il y a déjà une forte réponse des travailleurs : la grève nationale des transports et des communications du 27 avril. La grève de 24 heures paralysera CP (Chemins de fer portugais), Refer (Réseau Ferroviaire National), Raíles (entreprise étatique de transports de Lisbonne), Fertagus (réseau de convois), le métro de Porto et celui de Mirandela et les CTT (la poste), ainsi que plusieurs autres entreprises. La grève se fait en protestation contre le gel des salaires, le blocage des négociations collectives et les privatisations, des mesures prévues dans le PEC et dans le budget pour 2010.

D'autres secteurs combattent aussi, comme les fonctionnaires publics, les infirmier(e)s et les travailleurs de l'entreprise pétrolière Galp. Les travailleurs de cette dernière ont paralysé la production des raffineries de Sines et de Porto pendant trois jours en avril. Les infirmier(e)s ont déjà fait deux grèves générales cette année, de trois jours chacune, avec de grandes manifestations en rue. En mars, il a eu aussi l'importante lutte des habitants de Valença de Mião contre la fermeture de son service médical d'urgence.

Une attaque dure

Le problème est que le PEC ne sera pas mis en échec avec des grèves

isolées ou seulement partiellement générales, comme celle des transports du 27 avril. Le gouvernement et la bourgeoisie insistent avec ce plan, craignant les sanctions de la Commission européenne s'ils ne parviennent pas à réduire le déficit public (qui est déjà autour de 10 % du PIB) et la dette publique (qui a augmenté de 50,4 % du PIB à 77,2 % entre 2000 et 2009). Les intérêts payés pour le financement de la dette portugaise n'arrêtent pas d'augmenter. Le spectre de la Grèce rôde dans les cabinets ministériels et devient de plus en plus réel.

En même temps, ces éléments sont avancés pour justifier des mesures comme le gel des salaires, la réduction des prestations sociales (comme la subvention au chômage) et de l'investissement public, ainsi que la privatisation totale ou partielle de 17 entreprises, dont les CTT (la poste), TAP (aéronautique) et ANA (aéroports), et de ce qui reste de la participation étatique dans REN, Galp et EDP (énergie et combustible).

Pour la bourgeoisie, cette crise représente une occasion rêvée pour incorporer les secteurs lucratifs de ces entreprises et augmenter sa marge de profit avec le gel des salaires. Quant à l'Etat, dont l'endettement a été aggravé à cause de l'« aide » fournie au système financier et aux grandes entreprises durant les dernières années, il veut faire payer le coût de la crise capitaliste aux travailleurs et à la population, en réduisant les dépenses publiques et en appauvrissant encore plus la société.

Pour un « nouvel Avril »

Les travailleurs et la population ne se laissent pas tromper. Ils n'ont pas confiance en ce gouvernement, qui octroie des salaires millionnaires aux administrateurs d'entreprises publiques et privées, et qui est mêlé à plusieurs scandales de corruption. Ils n'ont pas non plus confiance dans les partis de l'opposition bourgeoise qui, bien que critiquant le budget et le PEC, les ont finalement votés au Parlement.

Mais même ces plans sont déjà signalés par les économistes bourgeois comme « insuffisants » pour réduire le déficit et éliminer la menace d'effondrement de l'économie. Le monstre appelé « marché », ainsi que les autres pays impérialistes européens, sous la houlette de l'Allemagne et la France, sont insatiables et veulent obtenir plus, beaucoup plus, des pays européens périphériques, comme la Grèce et le Portugal.

Pour mettre en échec les plans du gouvernement de Sócrates, il faut une lutte beaucoup plus forte et dure. Même en Grèce, malgré plusieurs grèves générales et manifestations de masse, le plan d'austérité est maintenu. Toutefois, les travailleurs et le peuple grecs ne renoncent pas, parce qu'ils savent que c'est la seule issue pour éviter leur banqueroute.

Aux travailleurs portugais, il ne reste pas non plus d'autre issue. La grève du secteur des transports et de la poste montre le chemin à suivre : il est nécessaire que la CGTP et les autres centrales syndicales, soutenues par la gauche, convoquent à une grève générale pour faire savoir que les travailleurs ne vont pas accepter de payer pour la crise. Que le mois d'avril, le mois de la grande Révolution des Oeillets, soit un point de repère de la nouvelle étape de lutte contre le gouvernement et les patrons.

Un programme ouvrier face à la crise

En plus de combattre les conséquences de la crise et les plans des gouvernements, il est nécessaire aussi que les travailleurs soient dotés de leur propre programme alternatif, opposé à celui des patrons et de leurs gouvernements.

Il n'est pas « réaliste » de défendre un programme de « démocratisation » de l'UE ou d'attendre d'elle une politique « sociale et écologique ».

L'UE a pleinement montré qu'elle est un instrument du grand capital européen contre les travailleurs et les peuples de l'Europe et du monde, une créature antidémocratique qui n'admet pas de réforme.

Bien que nous sachions que ce n'est pas le point de vue de la majorité de la gauche, nous croyons que la période historique que la crise a ouverte en Europe va obliger à reprendre la voie révolutionnaire, surmontant de grands obstacles, pour la simple raison qu'il ne va pas être possible de faire face à l'offensive capitaliste brutale et d'assurer l'unité européenne sans prendre des mesures d'expropriation du capital et sans nous unir dans une Europe des travailleurs et des peuples.

La Grèce incarne actuellement la réalité la plus brute de la crise européenne et elle montre, pour cela même, que dans des situations extrêmes comme celle-ci, il n'y a pas de solution dans le cadre de l'euro et de l'Union européenne, ni dans le respect des règles du capital. La Grèce pourra seulement faire face à la catastrophe en déclarant la non-reconnaissance de la dette qui la noie, en sortant de l'euro, en rompant avec l'UE et en adoptant des mesures radicales de sauvetage, comme les suivantes :

- L'expropriation des banques et leur unification dans une banque publique, qui organise et

canalise le crédit et assure les dépôts des petits épargnants.

- L'établissement du monopole étatique sur le commerce extérieur et le plein contrôle des mouvements de devises.
- La nationalisation de toutes les entreprises stratégiques, les mettant sous le contrôle des travailleurs.
- L'implantation de la réduction d'heures de travail sans réduction de salaire, pour que tous travaillent, et cela uni à la mise en marche d'un vaste plan de travaux publics et de la réorganisation de l'industrie.
- La pleine conscience que les problèmes de n'importe quel pays ne pourront avoir une solution de façon isolé et qu'ils trouveront une véritable issue dans la solidarité active de la classe ouvrière européenne et dans l'avancée vers les Etats Unis Socialistes de l'Europe.

Dans chaque lieu, il faut partir de la situation concrète et des réponses concrètes des travailleurs, afin de combattre, à partir de cela, pour faire face de façon unitaire aux attaques patronales et gouvernementales, et d'exiger des organisations ouvrières un programme ouvrier d'issue à la crise, qui doit être accompagné d'un plan de lutte générale, unitaire et soutenu, pour imposer ce programme.

Le centre de ce programme est la lutte contre le chômage, par l'établissement de la réduction de la journée sans réduction de salaire, pour qu'en travaillant moins, tous travaillent. C'est ce que nous avons appelé, en parlant du programme pour la Grèce, l'échelle mobile de salaires, dont le premier pas peut être l'implantation par loi des 35 heures hebdomadaires. Et de la même manière qu'en Grèce, il y faut combattre dans les différents pays pour le développement d'un vaste plan de travaux publics au service des nécessités populaires et de la création d'emploi. Il faut combattre pour obliger l'Etat à assurer une prestation sociale décente et indéfinie pour tous les chômeurs, jusqu'à leur réintégration au travail.



Non à l'attaque aux pensions

Sur les balcons, à Madrid, les travailleurs montrent leur opposition au plan de Zapatero.

La lutte pour en finir avec les licenciements massifs devient très importante et met à l'ordre du jour l'exigence de la nationalisation sans indemnisation, sous contrôle des travailleurs, de toute entreprise importante qui prétend fermer ou délocaliser.

La défense des pensions publiques est actuellement une revendication fondamentale en Europe, où tous les gouvernements, sans exception, proposent des réformes pour augmenter l'âge de la retraite et réduire les pensions, au bénéfice des plans privés de pension.

En défense des services et de l'emploi publics, nous exigeons de mettre

un terme aux mesures de détérioration et de privatisation de l'éducation, la santé, le transport ou l'eau et de retourner les services déjà privatisés à des mains publiques.

Une tâche fondamentale est de faire face aux réformes du travail qui cherchent à mettre un terme aux droits fondamentaux du travail et à rendre l'emploi encore plus précaire. De la même manière, nous exigeons un salaire minimal décent pour tous.

Dans des lieux comme l'Etat espagnol, avec plus de deux millions de logements vides sans vendre et 250.000 familles privées de leur maison par les banques, il faut défendre l'annulation

des hypothèques pour les chômeurs et la mise à la disposition de la société des logements vides, jusqu'à présent entre les mains de banques et de promoteurs, de créer ainsi un parc public de logements et d'imposer par loi un loyer social qui ne dépasse pas le 20 % du salaire moyen.

Une tâche fondamentale est le combat contre la xénophobie et le racisme, l'exigence de la dérogation des lois sur les étrangers, la fin de la persécution des travailleurs immigrants et l'égalité de droits. « Né dans le pays ou ailleurs, la même classe ouvrière ! »

Dans une manifestation récente contre le « pensionazo », l'attaque aux pensions, lancé par le gouvernement de Zapatero, la Coordination Syndicale de Madrid, formée par les cheminots, les enseignants et les travailleurs de la santé, revendique un point essentiel d'un programme alternatif de la classe ouvrière : l'opposition à la privatisation des services publics.



Quel est le chemin de la Seconde Indépendance ?

En ce bicentenaire de l'Indépendance du Venezuela, la présidente de l'Argentine a assuré, à Caracas, que toute l'Amérique latine est sur le chemin de la Seconde Indépendance, rappelant celle que Bolivar et San Martín ont conquise au début du 19ème siècle. Des présidents comme Chavez, Evo Morales et Kirchner peuvent-ils jouer ce même rôle ?

Le 19 avril dernier, à l'occasion du bicentenaire de la lutte pour l'indépendance du Venezuela, les mandataires de l'Argentine, de Cuba, de l'Équateur, de la Bolivie, de la République dominicaine et du Nicaragua se sont réunis à Caracas, invités par Hugo Chavez. La présidente de l'Argentine, Cristina Fernández de Kirchner, a assuré au meeting central au Parlement vénézuélien, applaudie copieusement par tous les assistants, que l'Amérique latine est déjà sur le chemin de sa « Seconde Indépendance », en suivant le chemin de ces chefs de l'Indépendance que sont Bolivar et San Martín.

On retrouve ce même discours dans la bouche de plusieurs dirigeants latino-américains, dans les manifestations qui ont eu lieu vers la mi-juillet 2009 en Bolivie, pour célébrer le soulèvement qui a eu lieu il y a deux cent ans, à La Paz, contre les Espagnols, ainsi que lors d'une importante rencontre de partis de gauche à Caracas, en novembre de la même année.

Toutefois, les faits récents les plus importants dans la région - comme le coup d'Etat qui n'a pas pu être mis en échec au Honduras, l'occupation de Haïti par les Marins étasuniens, l'avance du pillage pétrolier aux Malouines - indiquent que la



Le président vénézuélien, Hugo Chavez, et la présidente argentine, Cristina Fernández de Kirchner, lors de la réunion à Caracas à l'occasion de la célébration du bicentenaire vénézuélien.

domination et l'attaque impérialiste s'approfondissent dans la région.

Qui plus est, si on analyse les économies de la région, y compris celles des pays dont les gouvernements se disent anti-impérialistes, comme ceux de Cuba, du Venezuela ou de la Bolivie,

on se rend compte que, durant les dernières années, il y a une avancée claire de leur soumission aux multinationales, aux banques rapaces et au FMI.

C'est-à-dire que, au-delà de la rhétorique anti-impérialiste et de quelques mesures « progressistes », comme les nationalisations dans quelques branches de l'économie, en réalité les gouvernements de Chavez, d'Evo, de Correa ou d'Ortega, loin de dépasser le cadre de la domination impérialiste ou de reprendre le chemin de Bolivar et de San Martín vers la Seconde Indépendance, sont en train d'accomplir le rôle de faire face à toute résistance sérieuse des travailleurs ou des secteurs populaires à l'exploitation ou au pillage impérialiste, dans beaucoup de cas en faisant appel à des mesures dures, et jusqu'à la répression.

Il y a un exemple extrême au Paraguay. Le président Lugo a décrété l'Etat d'exception vers la mi-avril et a accepté de travailler avec l'assessorat du président colombien Uribe, agent

étasunien reconnu et collaborateur de la CIA, avec l'excuse de faire face à un groupe de guérilla, l'EPP. En réalité, ces mesures sont dirigées directement contre les travailleurs et le peuple du Paraguay.

La position trotskyste concernant les bourgeoisies latino-américaines et l'indépendance

Des gouvernements avec ces caractéristiques ne sont pas une nouveauté en Amérique latine. Léon Trotsky, dans une analyse du gouvernement de Lázaro Cárdenas, dans la décennie de 1930 au Mexique - un gouvernement qui en est arrivé à adopter des mesures beaucoup plus avancées que Chávez ou Evo Morales, comme l'expropriation sans indemnisation des monopoles ferroviaires et du pétrole - a écrit : « Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. Il s'en suit une faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national, ce qui crée des conditions spéciales de pouvoir étatique. Le gouvernement oscille entre le capital étranger et le national, entre la bourgeoisie nationale relativement faible et le prolétariat relativement puissant. Ceci donne au gouvernement un caractère bonapartiste 'un peu spécial', de caractère particulier. Il s'élève, pour ainsi dire, au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner, soit en se transformant en instrument du capitalisme étranger et en soumettant le prolétariat avec les chaînes d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat, y compris en lui faisant des concessions de façon à gagner la possibilité de disposer d'une certaine liberté par rapport aux capitalistes étrangers. »¹

Trotsky insistait, en même temps, sur les limitations de la base sociale des gouvernements comme celui de Cárdenas : « Il est vrai que, dans beaucoup de pays latino-américains, la bourgeoisie nationale ascendante - en cherchant une plus grande participation dans le butin et même en s'efforçant à augmenter la mesure de son indépendance, c'est-à-dire, à conquérir la position dominante dans l'exploitation de son propre pays - essaye d'utiliser les rivalités et les conflits des impérialistes étrangers dans ce but. Mais

sa faiblesse générale et son apparition tardive l'empêchent d'atteindre un niveau de développement plus haut que celui de servir à un maître impérialiste contre un autre. Elle ne peut pas lancer une lutte sérieuse contre toute domination impérialiste et pour une indépendance nationale authentique, par crainte de déchaîner un mouvement de masses des travailleurs du pays, qui à son tour menacerait l'existence sociale même de cette bourgeoisie. »²

La mobilisation ouvrière et populaire contre l'impérialisme est d'autant plus dangereuse aujourd'hui pour les patrons et les Etats « nationaux », dans la mesure où les bourgeoisies des pays latino-américains et leurs gouvernements sont étroitement associés avec les multinationales elles-mêmes dans l'exploitation de leurs pays. Comme exemples notoires de ceci dans tous les pays de la région, on a les associations entre les Etats nationaux, les patrons locaux et les entreprises pétrolières et minières internationales pour l'exploitation du sous-sol ; la confluence de « pools » d'ensemencement ; les grands monopoles agraires nationaux, et y compris les petits agriculteurs, dans le business du soja ; ou l'union entre l'Etat et les chaînes hôtelières espagnoles, dans les affaires touristiques à Cuba.

La classe ouvrière doit unir, dans sa lutte, les drapeaux démocratiques et socialistes.

C'est pour tout cela que, dans la section du Programme de Transition consacré aux pays arriérés, Trotsky insiste sur le fait que : « Les consignes démocratiques, les revendications transitoires et les problèmes de la révolution socialiste ne constituent pas des étapes historiques isolées, mais sont intimement unis. La tâche centrale dans les pays coloniaux et semis-coloniaux est la révolution agraire [...] et l'indépendance nationale, c'est-à-dire, la libération du joug capitaliste. Les deux tâches sont intimement liées. [...] Il ne s'agit pas de rejeter le programme démocratique, mais d'obtenir que les masses le débordent dans leur lutte. Avant toute chose, les travailleurs doivent s'armer de ce programme démocratique. Il n'y a qu'eux qui pourront organiser et unifier les paysans. Mais, sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il est nécessaire de confronter les travailleurs à la bourgeoisie 'nationale' ».

Le chemin de la Seconde Indépendance, la définitive, ne peut donc être parcouru jusqu'à la fin que par la classe ouvrière, en dirigeant tous les secteurs exploités et opprimés, en faisant face à l'impérialisme et à ses partenaires capitalistes latino-américains.

¹ L. Trotsky, *L'industrie nationalisée et l'administration ouvrière*, 12/05/1939.

² L. Trotsky, *La politique de Roosevelt en Amérique latine*, 3/09/1938



Les limites du « nationalisme bourgeois »

Bien qu'il y ait des heurts évidents des gouvernements de l'ALBA avec les Etats-Unis et d'autres puissances, nous croyons qu'il y a des faits décisifs qui démontrent que leurs politiques ne dépassent pas les limites de la domination impérialiste.

Un thermomètre fondamental de cela est leur politique face à la dette externe.

Hugo Chavez a fait campagne pour la présidence en assurant qu'il décréterait le moratoire et ne payerait pas la dette externe vénézuélienne - qui en ce moment (1999) s'élevait à 23,3 milliards de dollars - en la dénonçant comme une fraude des gouvernements pro-impérialistes des quatre décennies précédentes. Aujourd'hui, la dette vénézuélienne, jamais mise en cause par Chavez, est de 61,6 milliards de dollars, ce à quoi il faut ajouter les 14,9 milliards de dollars que le gouvernement s'est engagé à payer comme indemnisation pour des entreprises expropriées. C'est-à-dire, la dette dépasse le triple de celle existante quand Chavez a assumé la présidence.

Rien qu'entre 1999 et 2006, le Venezuela a payé 17,3 milliards de dollars en intérêts, c'est-à-dire, sans réduire le capital d'un centime. D'autre part, ni la Bolivie ni aucun pays de ce bloc n'a refusé de reconnaître sa dette externe.

Le gouvernement de Rafael Correa, de l'Equateur, a décidé de faire des recherches sur la dette externe à travers

un audit, pour découvrir quelle partie de celle-ci serait « illégale » et « frauduleuse ». Selon cet audit, environ un tiers du total, quelque 3,2 milliards de dollars, était d'origine frauduleuse. Par la suite, le gouvernement équatorien a offert de payer aux détenteurs de ces titres 35 % de leur valeur nominale. Comme tout le monde sait, par des expériences précédentes, comme celle de l'Argentine, les titres des pays latino-américains en crise sont achetés par des fonds requins à 10, 15 ou 20 % de leur valeur nominale. C'est pourquoi les détenteurs des titres équatoriens déclarés « frauduleux » ont accepté avec plaisir l'offre du gouvernement de Correa, de leur payer 35 %.

En ce qui concerne les étatisations : en novembre dernier, Hugo Chavez a annoncé la nationalisation de six banques, qui s'ajoutent à plusieurs entreprises industrielles étatisées précédemment, comme l'entreprise sidérurgique Sidor, de Techint, une multinationale avec sièges en Italie et en Argentine. Toutes ces expropriations ont été faites avec les compromis correspondants de paiement d'indemnisations, en accord avec les propriétaires.

Quant à la principale richesse du pays, le pétrole, le gouvernement chaviste continue avec sa politique de constituer des entreprises mixtes avec des entreprises pétrolières des pays impérialistes pour exploiter la ressource. Par exemple, le 10 février dernier, il a été confirmé que la compagnie espagnole Repsol a obtenu les droits d'exploitation du projet Carabobo I, dans la frange pétrolière de l'Orinoco, dont la production d'extraction potentielle peut atteindre 400.000 barils par jour, et que le secteur III du même bloc de Carabobo a été attribué à un consortium formé par l'entreprise américaine Chevron, les entreprises japonaises Mitsubishi et Inpex, et la vénézuélienne Suelopetrol. Des politiques semblables, d'accords avec des multinationales pour l'exploitation des ressources naturelles, sont maintenues dans les autres pays de l'ALBA.

Haiti

En ce qui concerne les accords et les institutions internationales, il est vrai qu'à partir de ces gouvernements qui se disent anti-impérialistes, une série de nouveaux organismes et accords ont été promus. Toutefois, ceux-ci continuent tous à faire partie de l'OEA et de l'ONU, qui

sont des piliers de la domination impérialiste mondiale et régionale. Les gouvernements de la Bolivie, de l'Equateur et du Paraguay maintiennent des troupes en Haïti comme une partie de la force militaire de l'ONU, la Minustah, conduite par le Brésil. Jusqu'à l'arrivée des Marines étasuniens après le séisme, la Minustah a agi comme la force d'occupation chargée d'écraser la rébellion du peuple, et par la suite, elle s'est tout simplement soumise au commandement étasunien.

La LIT-QI promeut aujourd'hui la plus ample unité



d'action dans la solidarité ouvrière avec les travailleurs et le peuple de Haïti et contre l'occupation militaire. Ce faisant, nous nous voyons obligés de dénoncer aussi le rôle de partenaires de l'impérialisme, accompli par les gouvernements du Brésil, de la Bolivie, du Paraguay, de l'Equateur et d'autres pays qui y maintiennent des troupes comme une partie de la Minustah.

Honduras

En ce qui concerne le Honduras, les gouvernements membres de l'ALBA dénoncent le rôle des Etats-Unis dans le putsch et refusent de reconnaître le gouvernement de Lobo, issu des élections récentes. Mais ils continuent à soutenir la politique de l'ancien président renversé, Mel Zelaya, de participer aux négociations tricheuses mises en oeuvre par le président Arias de Costa Rica, un des principaux agents de la politique d'Obama dans la région, ce qui a mené à la démobilisation et le recul du peuple hondurien.

La LIT-QI a participé au processus hondurien en soutenant la lutte populaire pour le renversement des putschistes et l'exigence du retour de Zelaya au gouvernement,

avec tous les secteurs organisés dans le Front de la Résistance, mais elle a dénoncé, en même temps, que l'acceptation des termes du plan Arias par Mel Zelaya menait à la défaite de la mobilisation. Au fur et à mesure qu'avancait le processus, nous avons indiqué la nécessité que la direction du Front de la Résistance rejette les accords signés par Mel Zelaya et continue la mobilisation jusqu'à expulser les putschistes et prendre le gouvernement de l'Honduras dans ses mains.

Bien que nous soutenions une politique d'unité d'action avec ces forces, dans la mesure où elles sont attaquées par l'impérialisme et ses partenaires - comme cela a été le cas avec le putsch contre Zelaya au Honduras - les faits ont montré, comme disait Trotsky, que ces gouvernements et les bourgeoisies qu'ils représentent sont en réalité un obstacle pour l'avancée des luttes ouvrières et populaires. Et leur soumission à l'impérialisme met des limites très étroites aux possibilités d'action unitaire avec eux.



Ci-dessus : Mel Zelaya avec Oscar Arias lors des événements récents en Honduras. Arias a proposé un plan, mis aux points par le gouvernement d'Obama, que Zelaya a finalement accepté.

A gauche : Rafael Correa et Hugo Chavez, présidents d'Equateur et de Venezuela respectivement.

Sur la page antérieure : les présidents Álvaro Uribe (Colombie), Hugo Chavez (Venezuela) et Lula da Silva (Brésil) avec le chef d'Etat espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero.

Un témoignage de leur unité face à la mise en oeuvre des politiques de domination, imposées par l'impérialisme.



Venezuela, bicentenaire, crise structurelle

Leonardo Arantes (UST - Venezuela)

En cette année du bicentenaire du premier mouvement indépendantiste vénézuélien, le pays est en crise, tant sur le plan économique que social et politique. Au-delà de la rhétorique, la réalité montre les limites du « Socialisme du 21ème siècle » du président Hugo Chavez Frias.

En ce bicentenaire de la lutte pour l'indépendance vénézuélienne, la situation du pays est tout simplement en crise. Une crise qui ne se limite pas au cadre économique, dans le domaine productif et financier, mais qui se manifeste aussi comme une crise sociale et politique.

L'état de l'économie et la crise énergétique

Après dix années continues de croissance, l'économie vénézuélienne est en récession de 3,3 % en 2009. La crise économique mondiale a provoqué une diminution du prix du pétrole, se situant actuellement autour des 70 dollars le baril. Dans le même temps se produisit une chute des exportations pétrolières, de 3,6 % par rapport à l'année précédente. Ceci, joint aux baisses de production décidées comme politique de l'OPEP, ainsi qu'au pourcentage des profits accaparés par les transnationales, donne lieu à une forte détérioration des recettes de l'Etat provenant de l'exportation pétrolière.

Les exportations non-pétrolières, pour toute l'année 2009, ont diminué de 44 % par rapport à 2008, et les exportations vers les Etats-Unis de 45,34 % dans la même période.

D'autre part, l'importation d'aliments a augmenté de plus de 80 %.

Quant à la production, l'activité pétrolière a enregistré une chute de 7,2 % en 2009, par rapport à 2008 ; l'activité non pétrolière s'est contractée de 4 % dans le quatrième trimestre de 2009, les chutes les plus importantes étant enregistrées dans les secteurs des services de transport (-16,9 %), du commerce (-13,9 %), de la manufacture (-6,9 %),

de l'industrie minière (-4,8 %), de la construction (-3,5 %) et des services immobiliers (-2,8 %). Les organisations de la bourgeoisie, comme Conindustria, affirment que, de 1998 à 2009, le parc industriel s'est réduit de 36 %, tandis que l'Institut National de Statistiques (I.N.S.) reconnaît une réduction du marché du travail de 17 % en 2009 par rapport à l'année précédente.

D'autre part, l'inflation, qui a atteint 25,9 % lors de l'année 2009, a déjà grimpé de 5,7 % durant l'année en cours, et de 2,4 % pour le seul mois de mars. Elle concerne surtout les postes qui touchent davantage la population pauvre, comme les aliments (3,5 %), les boissons non alcoolisées (3,7 %), les services de logement (4,3 %), les soins de santé (2,8 %) et hospitaliers (3,2 %), des postes avec un niveau

d'inflation plus haut que la moyenne générale.

Le salaire minimal actuel de 1064,25 Bs (qui passera à 1.225 Bs le 01/09/2010) ne suffit pas pour couvrir le panier alimentaire, calculé par l'I.N.S. à 1056,73 Bs, mais que d'autres organismes de mesure comme le CENDA situent à 1949,47 Bs.¹ Ce dernier organisme affirme que le panier de base atteignait 5065,38 Bs en mars 2010. L'augmentation récente du prix régulé de certains produits inclus dans les deux paniers mentionnés permet d'affirmer que ces derniers continueront à augmenter. D'autres postes ont subi des baisses de tarif, notamment le transport de passagers, ainsi que les services d'approvisionnement d'eau et d'électricité.

Concernant la crise énergétique que traverse le pays, le gouvernement affirme que cela coûtera quelque 4,8 milliards de dollars pour en sortir. Le discours officiel essaye de rendre la sécheresse responsable de cette crise. Mais ce qui est certain, c'est qu'elle est le résultat d'un processus important de désinvestissement dans le secteur, entamé par les gouvernements de la quatrième république et poursuivi par le gouvernement Chavez.

C'est aussi le cas de l'absence d'un plan cohérent de génération d'énergie thermoélectrique, dans un pays avec d'immenses réserves pétrolières. Citons comme exemple l'entreprise étatique Cadafe, principale industrie électrique du pays, qui produit à peine à 19,8 % de sa capacité installée alors que plus de 80 % de l'énergie électrique consommée dans le

Les usines de l'Etat CADAFE, la principale industrie électrique du pays, ne produisent actuellement que 19,8 % de leur capacité installée.



L'augmentation du prix de l'eau, de l'électricité et d'autres produits de première nécessité, ainsi que le paiement d'une dette externe en augmentation, submerge d'amples secteurs de la société vénézuélienne dans la misère et souligne le caractère semi-colonial du pays



pays est produite par des centrales hydroélectriques.

Quant aux finances, le panorama n'est guère plus encourageant : les réserves internationales, qui en janvier 2010 se trouvaient à 32,2 milliards de dollars, se sont réduites à la fin de mars à 29,6 milliards. C'est une conséquence, en partie, de la politique du gouvernement d'attribuer des dollars par l'émission de titres de dette, afin de baisser le cours du dollar parallèle. Rien que dans la première moitié de janvier 2010, quelques 140 millions de dollars des réserves internationales se sont évaporés, ce qui toutefois n'a pas mené à une baisse du prix du dollar parallèle, qui est coté actuellement à une moyenne de 6,5 Bs. Une conséquence de cette politique consiste aussi en l'accroissement de l'endettement interne à 74 %, avec un solde 53,1 milliards de bolivars pour 2009, alors qu'il était de 30,5 milliards en 2008.

La dette externe a augmenté de 32 %, passant de 46,7 milliards de dollars à 61,7 milliards, en dépit du fait que le gouvernement paye ponctuellement les échéances. Ceci vient réaffirmer le caractère semi-colonial du pays et la nécessité de la rupture avec l'impérialisme.

Finalement, la politique économique du gouvernement de Chavez est infestée de mesures anti-populaires et de concessions stratégiques à la bourgeoisie, y compris la bourgeoisie impérialiste. Citons, parmi d'autres, le dénommé « Nouveau départ productif » de 2008, les « Mesures anti-crise » de 2009 (augmentation de la TVA de 9 % à 12 %, réduction des dépenses publiques, accroissement de l'endettement interne à travers l'octroi de titres à la banque privée et augmentation ridicule du salaire minimal de 20 %, en deux fois). Notons aussi l'ajustement de 2010, comprenant la dévaluation



de la monnaie et la création de fonds d'aide pour la bourgeoisie nationale.

Une crise politique aiguë

Après plusieurs années de popularité croissante, l'année 2007 a marqué un point d'inflexion dans la relation du chavisme avec les masses, ce qui a accéléré sa détérioration. L'annonce du lancement du PSUV comme prétendu parti unique de la révolution a cassé l'unité monolithique du chavisme. Des heurts sont apparus avec les organisations politiques qui, tout en se considérant chavistes, n'ont pas adhéré au PSUV, les plus importantes étant le PCV, le PPT et PODEMOS. Cette dernière, qui apportait bien plus de votes et de militants que les autres, a été la première à abandonner les rangs du soutien au gouvernant, glissant rapidement dans l'opposition de droite.

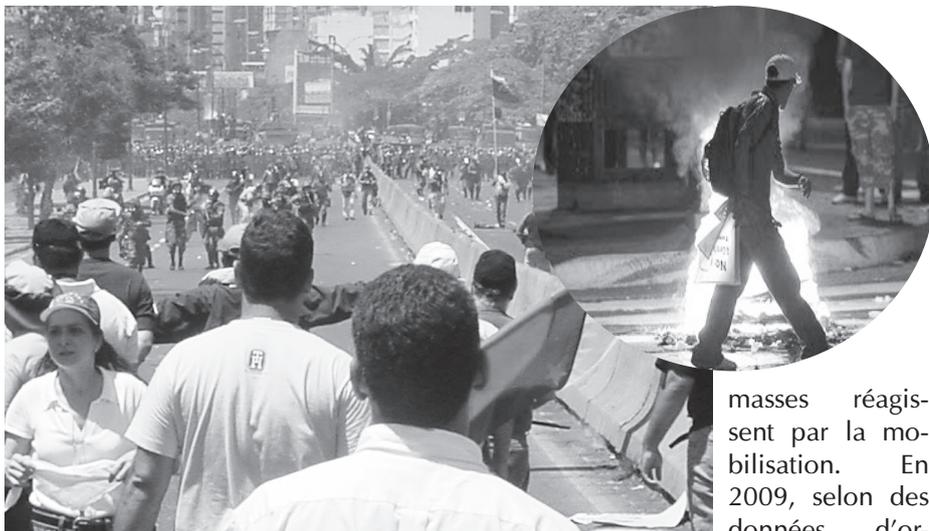
La consolidation du PSUV comme parti et appareil électoral n'a pas sauvé le gouvernementalisme de la crise politique et de l'usure de sa relation avec les masses. La défaite du referendum de 2007 pour la réforme constitutionnelle a accéléré la crise du régime.

Les luttes internes et les conflits, à l'intérieur du PSUV et du gouvernement en général, sont devenus évidents avec les démissions du Vice-président exécutif, un des hommes forts du chavisme, Ramón Carrizales, et de son épouse, Yubiri Gélinotte, Ministre de l'environnement. Ce fait a eu lieu dans le cadre de rumeurs de divergences avec Diosdado Cabello, un autre homme dur du régime. Par la suite, il y a eu les destitutions d'Angel

Rodriguez, Ministre de l'énergie électrique, et d'Eduardo Samán, Ministre de Commerce, en dépit du fait qu'ils soient, tous les deux, des exécutants fidèles des directives présidentielles.

Toutefois, les expressions les plus notoires de cette crise sont sans doute d'abord la démission du PSUV de Henry Falcón, gouverneur de l'Etat de Lara et qui avait recueilli le plus de votes dans les élections régionales de 2008, et la démission du même parti de son Vice-président national, Alberto Müller Rojas, semblerait-il parce qu'il n'était pas d'accord avec les orientations et la composition militante du parti. Les élections parlementaires à venir présagent d'une aggravation des contradictions et des conflits d'appareil pour les candidatures aux postes de l'Assemblée nationale.

En dehors des frontières du PSUV, le chavisme se trouve en confrontation avec l'opposition de droite. Les relations avec le PCV ne sont pas des meilleures, et avec le PPT elles sont désastreuses, ce qui conduit de manière presque inévitable à la rupture avec ces dernières. En outre, le chavisme n'est jamais parvenu à contrôler la classe ouvrière, qui a été celle qui a toujours montré des signes d'indépendance les plus importants et qui continue mobilisée depuis 2002 (à la différence qu'elle se mobilise aujourd'hui en fonction de ses intérêts de classe et non en défense du gouvernement comme en 2002-2003). Dans le mouvement étudiant, le chavisme a toujours été minoritaire.



La situation sociale

La détérioration de la situation sociale est dramatique : plus de 6 millions de personnes touchent à peine un insuffisant salaire minimal et le chômage refait surface, atteignant 8,6 % en février 2010. Ce chiffre ne montre toutefois pas tout le contexte de cette réalité, du fait que 6,2 millions d'habitants travaillent dans le secteur informel, ce qui représente 48,1 % de la population économiquement active, et qui sont, de ce fait, comptés par le gouvernement comme étant au travail.

Selon des données fournies par la Commission de logement de la Chambre vénézuélienne de la construction, seules 26 % des familles vénézuéliennes ont la capacité d'économiser pour acquérir un logement.

D'autre part, selon l'institut d'enquêtes Datanálsis, l'offre de biens reflète des indices de pénurie de 17,4 %. La détérioration des services publics (eau, électricité, gaz, téléphonie) est aussi en augmentation et les Missions sociales (la politique sociale compensatoire, une bannière du gouvernement) souffrent de plus en plus des coupures budgétaires.

La réaction des masses et la criminalisation de la protestation

Face à toute cette situation de malaise, les

Mobilisation des classes moyennes de la population contre la fermeture du canal de télévision RCTV.



masses réagissent par la mobilisation. En 2009, selon des données d'organisations des

droits de l'homme comme Provea et Espacio Público, il y a eu 3 200 manifestations sociales, un accroissement de 105% par rapport à 2008. De celles-ci, 1.000 étaient des manifestations du travail, tant du secteur public que privé (58 % de plus qu'en 2008).

En dépit des lois de criminalisation des protestations, les manifestations sociales en défense de l'emploi et pour des augmentations salariales ne cessent d'augmenter.

Les mobilisations des travailleurs du secteur automobile et des entreprises de base de Guayana sont emblématiques. Le gouvernement, à son tour, réagit en criminalisant la protestation ouvrière et populaire, tout d'abord en faisant approuver un ensemble de lois

répressives qui, de manière tacite, limitent le droit à la grève et à la protestation, et en punissant par des peines de prison les organisateurs et les participants de ces dernières. Citons la Loi de souveraineté alimentaire et la Loi de défense des personnes dans l'accès aux biens et services.

Mais la question ne se limite pas au terrain de la législation. Le gouvernement profite de son contrôle presque absolu sur les forces répressives, les entités administratives et fiscales et les tribunaux, pour licencier des employés, imposer des mesures préventives, ouvrir des processus judiciaires, et emprisonner des manifestants.

Il y a actuellement au Venezuela plus de 2000 personnes détenues ou soumises à jugement pour avoir manifesté en défense de leurs revendications de travail, sociales ou politiques. La majorité d'entre eux sont des militants ouvriers et des dirigeants paysans. On estime que 88 dirigeants syndicaux ont souffert une violation de leurs droits, et 473 ont été licenciés pour avoir mené des actions syndicales. Les cas du dirigeant syndical de Ferrominera, Rubén González, et du cacique de l'ethnie yukpa, Sabino Romarin, détenus tous les deux pour réaliser des manifestations en défense de leurs droits, sont les plus connus.

En dépit de tout ce cadre répressif, les manifestations sociales ne cessent pas. Jour après jour, il y a des mobilisations pour les services, le logement, l'emploi, des protestations de commerçants informels, des occupations d'entreprises et des grèves en défense de conventions collectives, pour l'augmentation du salaire, en

défense de l'emploi. C'est l'expression d'une situation révolutionnaire qui ne s'est pas refermée.

¹ On obtient l'équivalent en euro des données en bolivar (Bs), la monnaie vénézuélienne, en divisant le montant par 5. CENDA (Centro De Documentación y Análisis Para Los Trabajadores - Centre de documentation et d'analyse pour les travailleurs) est une ASBL du syndicalisme vénézuélien, fondée en 1976.

Îles Malouines : les Kirchner, partenaires du bradage

Le gouvernement argentin dissimule la progression de la liquidation et de la soumission du pays à l'impérialisme par des protestations et des revendications formelles à propos de sa souveraineté.



A la mi-février, l'information suivant laquelle une plate-forme pétrolière d'exploitation sous-marine, commanditée par plusieurs entreprises britanniques, se dirigeait vers les îles Malouines a été dévoilée. La nouvelle a provoqué un « orage diplomatique » entre Buenos Aires et Londres, au point que certains évoquaient même une réédition du conflit de 1982. Mais la supposée confrontation n'en était pas une. Par des protestations formelles et de vaines revendications au sujet de la « souveraineté nationale », le gouvernement argentin a de nouveau dissimulé une étape supplémentaire de livraison et soumission du pays à l'impérialisme.

Dans son numéro 197 (3/3/2010), *Lucha Socialista*, l'organe de presse du Front Ouvrier Socialiste (FOS), la section argentine de la LIT-QI, disait : « Depuis le lundi 22 février, la plate-forme *Ocean Guardian*, sous contrat d'exploration pétrolière avec l'entreprise *Desire Petroleum*, se trouve dans les eaux de nos îles Malouines. Face à cette nouvelle violation de notre intégrité territoriale, le gouvernement

argentin a exprimé sa 'protestation la plus énergique', et inconséquente.

Mais cette politique, partagée par 'l'opposition bipartite', ne semble pas être le fruit du hasard. Les déclarations du chancelier britannique David Miliband sont significatifs. Il a manifesté 'sa confiance dans le maintien d'un dialogue diplomatique entre les deux pays concernant le problème de l'exploration pétrolière et gazière dans l'Atlantique Sud'. Il a de même déclaré : 'je pense que le gouvernement argentin possède davantage de domaines de collaboration que de domaines de désaccord avec le Royaume-Uni'.

Quels sont donc ces 'domaines' où les intérêts argentins et britanniques seraient communs ?

Le 16 octobre 2009, peu de temps après avoir pris possession des actions de *Desire Petroleum*, *Barclays Capital Inc.* présentait à l'Etat National une proposition de rouvrir la négociation de la dette extérieure. A peine six jours plus tard, par la Résolution 267/2009, le ministre de l'Economie, Amado Boudou, désignait *Barclays* comme 'Coordinateur Global' dans la restructuration de la dette, avec

la collaboration de *Citybank* et la *Deutsche Bank*.

La condition avancée par ces banques était que les réserves de la Banque Centrale servent de garantie au paiement de la dette dans ce processus de restructuration. Si le gouvernement des Kirchners lui-même opère avec la même banque que celle des voleurs de notre pétrole, quelle lutte sérieuse pouvons-nous envisager ? »

Nous pouvons voir que derrière le discours « progressiste » des Kirchners et une campagne menée tambour-battant autour du bicentenaire de la révolution entamée en mai 1810 – le tout assaisonné de quelques réétatisations comme celle d'*Aerolíneas Argentinas*, mise à sac après sa dernière concession à une entreprise espagnole, ou de celle des fonds de pension privés en crise, tel *AFJP* – il y a une politique d'ouvrir plus que jamais l'Argentine au pillage, non seulement par les entreprises pétrolières et minières mais aussi par les cartels du soja et de la viande, les entreprises automobiles et les grandes banques internationales.

La guerre de 1982

Lorsque, le 2 avril 1982, les troupes argentines ont envahi et récupéré les îles Malouines, s'est produite une de ces curieuses croisées de chemins qui apparaissent parfois dans l'histoire. Du point de vue de la dictature militaire, installée en 1976 et présidée alors par le général Leopoldo Galtieri, il s'agissait d'une manœuvre politique de « fuite en avant » dans la débâcle profonde du régime, rongé par une forte crise économique et par une résistance ouvrière et populaire croissante.

L'objectif des militaires était de récupérer du prestige en défendant une revendication profondément éprouvée par le peuple argentin.

En même temps, ils croyaient que l'action aurait un « faible coût », et que, étant donné qu'il s'agissait d'un territoire de faible valeur économique et géopolitique, la Grande-Bretagne ne répondrait pas à l'attaque. De même, ils pensaient que de toute manière, le gouvernement des Etats-Unis « laisserait faire », étant reconnaissant envers les militaires argentins pour leur collaboration dans la répression

et la contre-révolution dans divers pays d'Amérique Latine.

Cela a été une grave erreur de calcul politique. Le gouvernement britannique de Margaret Thatcher, assez affaibli à ce moment-là, a profité de l'occasion pour essayer de se renforcer et a ainsi envoyé la force navale britannique la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale. D'autre part, le président des Etats-Unis, Ronald Reagan, a clairement soutenu le gouvernement britannique, en apportant un support technique et des bases de ravitaillement, afin d'envoyer un message clair au monde : on ne joue pas avec les possessions coloniales.

Cela a empiré les choses pour le régime militaire : l'appel à soutenir l'invasion s'est transformé en une mobilisation populaire débordante qui, de fait, a mis fin au contrôle dictatorial du pays. Avec l'invasion des Malouines, les militaires ouvrirent la « boîte de Pandore » qui mettra fin à la dictature.

Pris en tenaille entre une guerre anti-impérialiste qu'ils ne voulaient pas, et la mobilisation des masses,

d'autre part, la grande majorité de la bourgeoisie argentine, comme le futur président élu Raúl Alfonsín, et le haut commandement militaire ont commencé à travailler à la défaite argentine. Le régime militaire argentin, divisé entre ceux qui voulaient perdre la guerre et ceux qui souhaitaient la gagner, a finalement fait faillite.

Bien que quelques secteurs aient combattu avec dignité et efficacité, comme les pilotes de l'Armée de l'Air, il était très difficile de triompher dans ces conditions (avec une direction politique et militaire défaitiste). La défaite est finalement tombée le 14 juin, peu de temps après que le Pape Jean Paul II ait organisé des messes et des rassemblements de masse à Buenos Aires, appelant à la reddition.

Galtieri a démissionné immédiatement, au milieu des mobilisations opposées aux militaires et des confrontations avec la police, et avec lui tombait la dictature.



confiance en lui, nous ne lui donnons aucun appui politique, nous ne le défendons absolument pas, face aux masses ouvrières. Mais nous disons que, tant qu'il continuera à faire la guerre contre la Grande-Bretagne, il faut être militairement de son côté, de façon inconditionnelle. »

Appelant la CGT à se mettre à la tête de l'unité d'action anti-impérialiste, le Parti Socialiste des Travailleurs proposait une série de mesures à imposer avec la mobilisation, que nous résumons ainsi : pleines libertés, mettant fin à la répression dictatoriale ; suspension du paiement de la dette extérieure et saisie de toutes les entreprises anglaises et de celles de son allié, l'impérialisme étasunien ; appel au soutien des peuples frères latino-américains qui, comme le peuple péruvien, s'étaient mobilisés dans la rue en soutenant l'Argentine.

La réponse des révolutionnaires

La Guerre des Malouines a donné lieu, et donne encore lieu aujourd'hui, à des polémiques intenses entre différents courants politiques ainsi que dans la gauche argentine et mondiale. Quelle attitude la gauche devait-elle adopter face à cette action d'un régime militaire qui avait kidnappé, torturé et assassiné des milliers de personnes ? Qu'est ce qui était le plus important : la lutte anti-impérialiste ou le rejet du régime ? Fallait-il s'engager pour le triomphe de l'Argentine ou pour celui de la Grande-Bretagne ?

En réponse à ces questions, l'organisation moréniste de l'époque, le Parti Socialiste des Travailleurs, a suivi les enseignements de Léon Trotsky. Dans une entrevue de 1938, Trotsky affirme clairement que, dans l'hypothèse d'une guerre entre, d'une part, un régime semi-fasciste semi-colonial et, d'autre part, une puissance impérialiste « démocratique », les révolutionnaires devaient se situer, sans hésiter, dans le « camp militaire » du pays

semi-colonial. Et le PST n'a pas hésité : depuis la clandestinité à laquelle le soumettait la dictature militaire, et en dépit du fait qu'il ait combattu cette dernière héroïquement durant ces années-là, dénombrant une centaine de morts par la répression, il a occupé sa place dans le camp militaire anti-impérialiste et s'est engagé de toutes ses forces, avec la grande majorité du peuple argentin, pour la victoire. Et c'est de la même façon qu'après la défaite, il est partout descendu dans les rues, contribuant au développement des mobilisations qui ont renversé la dictature.

Lorsque commença la récupération des îles, le PST a défini sa politique : il fallait promouvoir au maximum l'effort militaire pour mettre en échec les Anglais, mais sans donner un appui quelconque à la Junte génocide. Déclarant ainsi, dans le n° 39 de Palabra Socialista (15/5/1982) :

« Ce n'est pas notre gouvernement. Nous n'avons pas la moindre

La direction révolutionnaire : construire la Loge Lautaro du XXI^{ème} siècle

Gabriel Massa (Argentine)

Notre vision de la lutte pour la Seconde Indépendance de l'Amérique latine est fondée sur la conception de Trotsky : « les pays arriérés font partie d'un monde dominé par l'impérialisme. Leur développement a donc un caractère combiné : les formes économiques les plus primitives se combinent avec le dernier cri de la technique et de la civilisation capitalistes. Avec les luttes politiques du prolétariat dans les pays arriérés, c'est un peu pareil : la lutte pour les revendications les plus élémentaires d'indépendance nationale et de démocratie bourgeoise se combine avec le combat socialiste contre l'impérialisme mondial. »

La combinaison des tâches démocratiques avec celles de la classe ouvrière et socialistes implique qu'il faut reprendre des batailles de la Première Indépendance qui sont restées inachevées. En particulier, les patriotes les plus avancés d'il y a deux siècles soutenaient que le développement indépendant de la région dépendait de la construction d'une grande union américaine, qui ne s'est jamais matérialisée.

Un historien argentin cite à ce sujet le texte d'un Plan Révolutionnaire confié au patriote Mariano Moreno par la Junte de Gouvernement constituée à Buenos Aires après la Révolution de mai 1810 : « Le Plan proposait un Etat national puissant qui se serait étendu depuis le Sud des Etats-Unis, jusqu'à Tierra del Fuego (territoire que Francisco de Miranda appellerait *Colombiae*). Il proposait d'exproprier les 150 principales fortunes minières [...] de Potosí et de tout le Viceroyaume pour 'industrialiser la nation'. Il proposait de soulever les esclaves du Brésil, en annexant le territoire presque dans sa totalité. [...] Selon le texte de Mariano Moreno 'les mesures à adopter consistaient à exproprier cinq cents ou six cent millions de pesos en possession de cinq ou six mille individus,

1822 : Rencontre à Guayaquil entre Simón Bolívar et José de San Martín, les principaux dirigeants des armées de l'émancipation. Après cette rencontre, Bolívar assume le commandement des troupes latino-américaines.



Année de l'émancipation de l'Amérique hispanique :

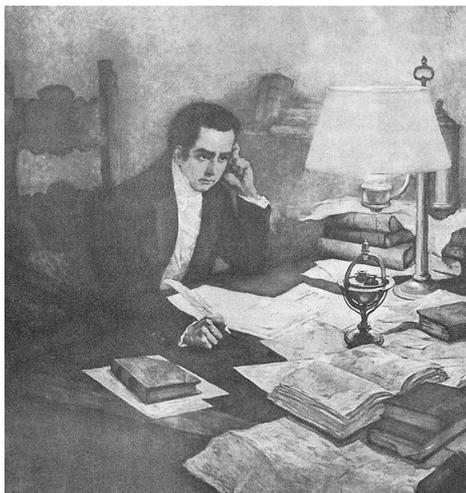
Paraguay: 1811
Argentine 1816
Chili: 1818
Colombie: 1819
Amérique centrale: 1821
Mexique: 1821
Venezuela: 1821
Equateur: 1822
Pérou: 1824
Bolivia: 1825

expropriation qui profiterait à quatre-vingt mille ou cent mille habitants. Cette énorme somme d'argent entre les mains d'une minorité ne peut pas donner des fruits ni la promotion que peut donner un Etat, qui donne des postes dans différentes instances avec un centre qui fournit des usines, des entreprises agricoles, l'augmentation de l'agriculture, etc.[...] Une quantité de deux cent ou trois cent millions de pesos, mis au centre de l'Etat pour la promotion des arts, de l'agriculture, de la navigation, etc., produira en quelques années un continent laborieux, instruit et vertueux.' [...] »¹

Mais cette perspective de lutte jusqu'à la fin contre la domination espagnole, et la constitution d'une grande république américaine, allait faire face à l'opposition des principaux secteurs de la bourgeoisie créole, qui étaient parmi ceux que Mariano Moreno proposait d'exproprier.

Le cadre historique

L'Amérique a connu de nombreux soulèvements contre la domination oppressive de l'Espagne dans ses colonies, spécialement à partir de la seconde moitié du 18^{ème} siècle. Les protagonistes de ces soulèvements étaient des bourgeois créoles, métis, indiens,



noirs, qui reflétaient dans beaucoup de cas des situations sociales et des intérêts différents, et parfois opposés.

En Europe, il y avait entre-temps la promotion de la bourgeoisie et l'affaiblissement et la chute des monarchies absolues. Dans ce cadre, il y a différents processus qui sont des points de référence fondamentaux pour le continent hispano-américain :

- La promotion par les rois Bourbons d'Espagne, au 18ème siècle, d'un important développement, tant dans la métropole comme dans les colonies, ce qui donnera naissance à d'importants secteurs bourgeois dans toutes les régions du continent hispano-américain. Ces bourgeoisies, à leur tour, se sentiront opprimées par la Couronne et seront la base de la rébellion croissante et des exigences indépendantistes.
- Le début de la révolution et la guerre d'indépendance des colonies britanniques en Amérique du Nord, le 4 juillet 1776, qui donne naissance aux Etats-Unis.
- La Révolution française en 1789.
- La promotion de Napoléon Bonaparte et l'occupation du Portugal et de l'Espagne par ses troupes à partir de 1808 et jusqu'à la moitié de la décennie suivante.
- La politique de l'Angleterre d'essayer de profiter de la faiblesse et de la crise de l'Espagne pour conquérir militairement et économiquement ses colonies. Les invasions anglaises frustrées à Rio de la Plata en 1806 et 1807 font partie de cela. En même temps, le gouvernement britannique encourageait les patriotes latino-américains dans leur tentative d'organiser la rébellion contre la

domination espagnole, avec l'espoir que les gouvernements éventuels issus des soulèvements en Amérique tomberaient sous leur influence politique et commerciale.

Une direction continentale pour la révolution

Suivant l'exemple des loges fondées en Europe pour diriger la lutte contre les monarchies absolues, Francisco de Miranda, un patriote vénézuélien qui avait participé à la Révolution française, fonde la *Grande Réunion Américaine* à Londres en 1797, connue aussi comme la *Loge des Chevaliers Rationnels*. En 1811, plusieurs patriotes latino-américains qui avaient été sous l'influence de Miranda - y compris certains qui agissaient comme fonctionnaires de l'armée espagnole, comme Simón Bolívar et José de San Martín - fondent à Cadix la Loge Lautaro (le nom est en honneur à un caudillo araucan du 16ème siècle qui a appelé à la rébellion contre la domination espagnole). Leur but était de mettre en oeuvre un plan politique et militaire au service de l'indépendance et la construction de la grande nation continentale américaine.

Selon l'historien Pablo Martín Cerone, il y avait aussi parmi leurs membres « *les Vénézuéliens Santiago Mariño, Andrés Bello, Luis López Méndez et Simón Bolívar (...), le Mexicain José María Caro, les Chiliens Bernardo O'Higgins, José Miguel Carrera et le père José Cortes de Madariaga, le prêtre paraguayen Juan Pablo Fretes et les Argentins José de San Martín et Tomás Guido* ». ²

La loge a adopté une structure hautement disciplinée. Citant le statut de la filiale chilienne de la loge, rédigé par Bernardo O'Higgins, Cerone dit : « *Ses règles disposaient que les frères élus pour une fonction militaire, administrative ou de gouvernement, devaient se faire assister par le Conseil Suprême dans les résolutions importantes, et ne pouvaient pas désigner de chefs militaires, gouverneurs de province, diplomates, juges, dignités ecclésiastiques, ni*

signer des promotions dans l'armée et la marine, sans l'assentiment préalable des dénommés Vénérables du Dernier Degré. Ces membres étaient donc, ni plus ni moins, le véritable gouvernement secret du pays. C'était la première loi : 's'entraider, soutenir la loge, même au risque de sa vie, rendre compte aux vénérables de tout ce qui est important, et [ce qui est important ici pour nous] observer avec soumission les ordres donnés'. En cas d'entraide à la loge, la persécution et le dédain les poursuivraient pendant toute leur vie. »

C'est sur cette organisation politique conspiratrice que se sont basés des chefs comme Bolívar, Sucre, San Martín et O'Higgins pour mener les guerres de l'indépendance continentale.

Une guerre continentale révolutionnaire conquiert l'indépendance

Pour des raisons d'espace, nous ne pouvons pas raconter ici dans toute sa richesse le processus révolutionnaire qui a mené à l'indépendance du continent hispano-américain, ni inclure ici des références au processus qui s'est développé au Brésil et qui a suivi un chemin très différent de celui du reste du continent, à partir de l'installation à Rio de Janeiro de la Cour de Portugal, qui fuyait des troupes napoléoniennes en 1808. Nous nous limitons ici à montrer avec quelques faits, comment la révolution du continent hispano-américain est un processus convergent, où les membres de la Loge Lautaro jouent un rôle décisif avec un plan politique et militaire coordonné.

La grande Révolution française aura comme une de ses conséquences le soulèvement des esclaves noirs de la colonie française de Haïti, dans l'île des Caraïbes de Saint-Domingue, en 1804. Cette révolution extraordinaire qui impose la république noire - avec laquelle Miranda et Bolívar



Francisco de Miranda, un des idéologues de l'émancipation latino-américaine

San Martín et O'Higgins après la bataille de Maipú qui a consolidé l'indépendance chilienne

maintiennent des relations étroites - ne se limite pas à faire face à la puissance européenne. Elle provoque aussi la crainte et le rejet dans la plupart des bourgeoisies créoles, qui sont prêtes à faire face à la domination espagnole mais sont partisans, en même temps, de maintenir l'esclavage et la soumission de Noirs et d'Indiens.

Quand se produit un vide de pouvoir dans les colonies, lors de l'occupation de l'Espagne par les troupes de Napoléon en 1808, ces bourgeois créoles, avec des chefs militaires, religieux et civils, s'appuient sur les mobilisations populaires qui renversent les vice-rois et d'autres autorités coloniales entre 1808 et 1810 - dans la plupart des cas sans grande confrontation avec les troupes espagnoles. Des juntes de gouvernement locaux s'imposent à Montevideo (21 septembre 1808), Chuquisaca (l'actuel Sucre, mai 1809), La Paz (juillet 1809), Quito (août 1809), Buenos Aires (mai 1810), Santa Fe de Bogotá (20 juillet 1810) et Santiago de Chile (septembre 1810).

Au Mexique, la première tentative de lutte pour l'indépendance a été la conspiration manquée de Querétaro en 1809. Par la suite, le 16 septembre 1810, le prêtre Miguel Hidalgo, soutenu par une armée d'indigènes et de paysans, a lancé un soulèvement depuis la ville de Guanajuato, tout en revendiquant Fernando VII.

Il y a eu un processus parallèle dans la Capitania de Guatemala, une division territoriale de la colonie espagnole qui comprenait toute l'Amérique Centrale, y compris la région de Chiapas. Le 5 novembre 1811, une rébellion a commencé à San Salvador, jugulée par les autorités, mais cette même année, des rébellions ont explosé à León, Grenada et Rivas (Nicaragua). Il y a eu un autre soulèvement à San Salvador en janvier 1814.



Tout comme cela s'est passé au Mexique, la majorité des juntes apparues en Amérique du Sud ne déclarent pas l'indépendance immédiatement. Ceci reflète les vacillations de la bourgeoisie et aussi les pressions des secteurs pro-britanniques qui proposent de se placer sous la « protection » de l'Angleterre.

Quand ce processus a lieu, les chefs de la Loge Lautaro, comme Bolívar, San Martín et O'Higgins, ont hâte de retourner dans leurs pays. Ils obtiennent rapidement une grande influence et un prestige en organisant les premières forces militaires patriotes. Et leur influence est décisive pour la déclaration de l'indépendance. L'Audition de Quito a proclamé son indépendance en octobre 1810 ; la Nueva Grenada en décembre de cette année ; le Paraguay en mai 1811 ; le Venezuela le 5 juillet 1811. Les forces opposées à l'indépendance sont parvenues à retarder sa déclaration formelle dans les Provinces Unies du Rio de la Plata jusqu'au 9 juillet 1816.

En 1815, les troupes réalistes parviennent à expulser les forces napoléoniennes et à restaurer le pouvoir de Fernando VII en Espagne. Ceci permettra à la Couronne de se concentrer sur les colonies, un fait qui se reflétera cette même année dans une défaite dure des troupes insurgées au Mexique. A partir



de ce moment les patriotes soutiendront une guerre de guérillas.

Toutefois, après quelques revers initiaux, les armées patriotiques commencent à obtenir des victoires décisives. San Martín organise une armée à Mendoza, avec une grande participation d'esclaves libérés et d'Indiens, tandis que d'autres généraux patriotiques comme Güemes et Belgrano maintiennent les Espagnols à distance dans le Nord de ce qui est aujourd'hui la République d'Argentine. Au début de 1817, les 4.000 hommes de l'Armée des Andes traversent la cordillère, et le triomphe dans la bataille de Chacabuco, le 12 février, donne à San Martín et à O'Higgins le contrôle du centre et du sud du Chili. Le 12 février 1818 est déclarée l'indépendance chilienne, qui est consolidée le 5 avril de cette année avec le triomphe à Maipú.

Face à l'opposition de Buenos Aires à la continuation de son plan, San Martín - à qui on exige de faire demi-tour pour faire face à des soulèvements

de caudillos provinciaux contre le pouvoir central, en particulier le chef uruguayen José Gervasio d'Artigas - déclare qu'il n'interviendra pas dans des confrontations entre frères. Et avec Bernardo O'Higgins, il commence à préparer une expédition par mer vers le Pérou.

Dans le Nord du sous-continent, le 7 août 1819, des forces commandées par Simón Bolívar, Francisco de Paula Santander et José Antonio d'Anzoátegui triomphent dans la bataille de Boyacá (l'actuelle Colombie). Sur base de ce triomphe, le Congrès d'Angostura (l'actuelle ville Bolívar au Venezuela) proclame la formation de la République de la Grande Colombie (qui comprend la Colombie, le Venezuela et l'Équateur de nos jours).

En 1820 éclate une rébellion de forces militaires en Espagne, qui oblige Fernando VII à signer une constitution libérale. Ce moment de crise dans la métropole se reflétera dans de grandes avancées de la révolution dans les colonies.

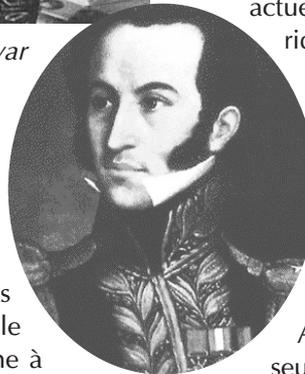
Le 24 juin 1821, les forces de Bolívar se consolident avec le triomphe dans la bataille de Carabobo.

Dans cette période, l'amiral britannique Thomas Cochrane rejoint les forces patriotiques au Chili, comme chef de la flotte, et prend le port de Valdivia en janvier 1820. En août de cette même année, San Martín s'embarque avec 4.000 hommes en direction du Pérou, où le vice-roi Joaquín de la Pezuela commandait 20.000 hommes. Ce dernier, voyant la crise en Espagne et malgré la supériorité de ses forces, décide de négocier avec San Martín un accord pour que les patriotes restent au Chili sans avancer vers le nord. San Martín parvient à profiter des négociations pour occuper des territoires et assiéger Lima, tandis que la flotte conduite par Cochrane bloque le port du Callao. Les royalistes abandonnent la ville au début de juillet 1821, et le 28 de ce mois, San Martín, à la commande de ses troupes, déclare l'indépendance du Pérou.

En février 1821, il y a un accord entre les forces insurgées et le principal



Artigas, Bolívar et Sucre, dirigeants de l'indépendance américaine



commandant des troupes réalistes, le général Iturbe, ce qui mène à la déclaration de l'indépendance du Mexique. Et le 15 septembre 1821 est signé l'Acte d'indépendance du Guatemala.

Depuis Lima, et bien que souffrant d'une importante défaite contre les Espagnols en Ica, San Martín envoie une force auxiliaire qui participe, sous le commandement du maréchal Sucre, aux victoires de Riobamba et de Pichincha, et à l'occupation de Quito. Ne pouvant obtenir aucun renfort depuis Buenos Aires pour continuer la lutte contre les royalistes au Pérou, San Martín se dirige vers Guayaquil, où il a un entretien avec Bolívar les 26 et 27 juillet 1822. A cette occasion, San Martín décide de céder le commandement de ses troupes à Bolívar et se retire. Après quelques revers importants, y compris la récupération de Callao par les royalistes, des victoires successives de Bolívar en août 1824 à Junín, et de Sucre en décembre de la même année en Ayacucho, en terminent pratiquement avec la résistance militaire espagnole en Amérique du Sud.

Les bourgeoisies américaines, alliées à l'Angleterre, mettent en échec le projet d'unité et d'indépendance continentale.

Le plan d'indépendance et d'unité continentale de la Loge Lautaro fait face à des facteurs fondamentaux de frein, qui reflètent les limitations des bourgeoisies américaines. Les gouvernements régionaux restent entre les mains de représentants des secteurs les plus forts de l'époque : les bourgeoisies commerciales importatrices qui veulent imposer des frontières pour s'assurer la domination de leurs propres « marchés nationaux ». En même temps, étant donné leurs liens étroits avec l'Angleterre, elles veulent placer les pays naissants de la région sous le « protectorat » britannique.

Ceci terminera par produire la carte actuelle fragmentée de l'Amérique latine, avec la désagrégation des Provinces Unies du Río de la Plata en trois pays, le Paraguay, l'Argentine et l'Uruguay ; la séparation des trois pays constitutifs de la Grande Colombie ; et l'expression la plus extrême en Amérique Centrale, où une seule nationalité a donné lieu à cinq pays. Cette division dans des pays petits et faibles, régis par des élites commerciales étroitement liées à l'Angleterre, permettra à la Grande-Bretagne de concrétiser son plan de domination économique et politique de la région.

Toute tentative de développement autonome est écrasée. Le cas le plus notoire est celui du Paraguay qui, sous le gouvernement de José Gaspar de Francia, était déjà devenu le pays le plus avancé de la région dans la décennie de 1830, avec des chemins de fer, des industries, des manufactures, des productions et des aciéries propres et étatiques, et avec la terre entre les mains de l'Etat et distribuée aux paysans. Sous Francia et les López, le père et le fils, le Paraguay a refusé de prendre part aux confrontations entre les différents caudillos régionaux. Qui plus est, il a refusé de soumettre son commerce et ses finances à la Grande-Bretagne. A cause de tout cela, en 1865, les gouvernements du Brésil et de l'Argentine, soutenus par des intérêts britanniques,

ont lancé une guerre génocidaire qui durant cinq années a détruit presque complètement l'infrastructure productive du Paraguay et a tué 99 % des hommes paraguayens de plus de dix ans.

Construire une direction ouvrière et révolutionnaire pour la Seconde Indépendance

Jusqu'à ce jour, les bourgeoisies du continent continuent à soumettre les pays latino-américains à la domination impérialiste. Les faits démontrent que même derrière les discours indépendantistes de Chavez, d'Evo Morales et d'autres membres de l'ALBA, se dissimule la subordination des bourgeoisies « nationales » aux multinationales. Reste à la classe ouvrière, dirigeant les secteurs populaires, la tâche de la Seconde Indépendance, unie à celle d'en finir avec toute forme d'exploitation et d'oppression capitaliste.

La classe ouvrière est-elle capable d'assumer cette tâche? En suivant Marx, nous signalons que la classe ouvrière est la seule classe qui doit obligatoirement en finir avec la domination des capitalistes pour dépasser sa situation de misère, d'exploitation et d'oppression. A cela, qui est valable au niveau mondial, s'ajoute dans les régions dominées par l'impérialisme, comme l'Amérique latine, une double oppression et exploitation : celle des multinationales qui ont comme partenaires plus petits les patrons locaux. Pour se libérer, la classe ouvrière doit donc aussi faire face jusqu'aux dernières conséquences à l'impérialisme et à ses partenaires locaux. C'est à cela que Trotsky se réfère quand il dit que la classe ouvrière doit prendre en ses mains les tâches démocratiques et anti-impérialistes, avec les tâches socialistes.

Pour concrétiser ceci, la classe ouvrière doit reprendre beaucoup de tâches fondamentales inachevées de la Première Indépendance, en particulier celle de l'unité continentale. Le modèle de direction continentale politique et militaire conspiratrice et centralisée de la Loge Lautaro maintient

aussi une actualité extraordinaire, puisque expulser l'impérialisme, avec sa IVème Flotte et ses bases militaires, et en finir avec les gouvernements bourgeois et leurs armées, qui soutiennent le pillage et l'exploitation des travailleurs par les multinationales et leurs partenaires capitalistes locaux, requerra un processus révolutionnaire continental - et requerra de gagner l'appui des travailleurs et des peuples des pays impérialistes eux-mêmes - avec des batailles bien plus dures que celles de la Première Indépendance.

Dans notre perspective, cela signifie construire aujourd'hui une internationale ouvrière révolutionnaire avec des partis insérés dans tous les pays du continent.

Cette nouvelle « Loge Lautaro », ouvrière et révolutionnaire, devra se doter d'un programme adapté au XXI^{ème} siècle, où les tâches démocratiques sont combinées avec les socialistes, et qui inclue :

- **Ne pas reconnaître et ne pas payer la dette externe. Rupture avec le FMI et la Banque Mondiale ;**
- **Nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des grandes entreprises monopolistiques nationales et étrangères, de l'industrie, des banques, des compagnies d'assurance et financières, ainsi que du commerce en gros et du commerce extérieur ;**
- **Réforme agraire, avancée vers la propriété étatique de la terre et le monopole étatique de tout**

le processus de production et de commercialisation des aliments ;

- **Monopole étatique dans toutes les phases de la production et de la commercialisation de toutes les ressources naturelles, en particulier les mines, le pétrole et le gaz ;**
- **Dissolution de l'Armée et des autres forces répressives bourgeoises et leur remplacement par des forces de défense basées sur les organisations ouvrières et populaires ;**
- **Rupture de tous les accords politiques, diplomatiques, économiques et militaires qui attachent nos pays à l'impérialisme;**
- **Rejet et lutte conséquente pour l'expulsion des bases militaires et la IVème Flotte impérialiste. En particulier, le rejet de l'occupation militaire de Haïti ;**
- **Faire face à la politique de « réaction démocratique » de l'impérialisme, de freiner les processus révolutionnaires par la voie d'issues électorales et d'accords avec les directions de la lutte, comme dans le cas du Honduras ;**
- **Imposer des gouvernements ouvriers et populaires qui appliquent des plans au service des nécessités des travailleurs et des peuples.**

Ce programme est, de notre point de vue, la base pour accomplir le rêve de la grande union américaine, qui devra se concrétiser dans une **Fédération de Républiques Socialistes de l'Amérique latine et des Caraïbes.**

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale et ses partis sont au service de cette grande tâche révolutionnaire.

¹ Alberto Lapolla, Revista Lilita, 27-05-2005, *El Plan Revolucionario de Operaciones y la Revolución Nacional, Popular y Americana de la Patria Grande.* - www.voltairenet.org/article127400.html.

Mariano Moreno, *Plan revolucionario de operaciones*, 1810 - www.biblioteca.clarin.com/pbda/ensayo/moreno_escritos/b-605101.html

² Pablo Martín Cerone, *San Martín, logias e independencia americana*, juin 2006 - www.quintadimension.com



Un drapeau états-unien est brûlé lors d'une manifestation pour la Seconde Indépendance américaine, à Buenos Aires, Argentine

Cuba : anti-impérialisme ou appui inconditionnel au régime ?

Alsen (Espagne)

La mort d'Orlando Zapata a déclenché une bataille politique et propagandistique de portée mondiale. La résolution du Parlement européen, condamnant la mort de Zapata et demandant « au gouvernement cubain la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et de conscience », et la réponse du gouvernement cubain qui dénonce « une campagne médiatique contre Cuba », ont polarisé le débat.

Beaucoup d'intellectuels et d'associations pro-gouvernement cubain ont lancé une campagne qui inclut des déclarations et des manifestations de « soutien à Cuba ». Un manifeste écrit à Madrid conclut en disant : « Halte aux agressions impérialistes contre Cuba ».

La polarisation régnante paraît ne pas laisser d'autre place que dans la « barricade » de l'impérialisme ou dans celle du gouvernement cubain. Chercher une position indépendante est synonyme de « capitulation » et motive l'étiquette d'« assassins impérialistes » et de « gusanos ».

Se pose, alors, une question préalable : quand dans la gauche on discute à propos de Cuba nous ne pouvons pas accepter la méthode de la foi aveugle et de l'absence aliénante de critique. Si quelqu'un exprime une opinion contre le gouvernement cubain, contre le régime ou le système à Cuba, cette opinion doit être réfutée avec passion, mais aussi avec des données et avec des arguments. Nous rejetons les anathèmes, l'étiquette de « contre-révolutionnaire », ou d'« agent de l'impérialisme » en réponse à tout critique du régime cubain. Cette méthode est étrangère au marxisme et caractéristique de la bureaucratie et des inquisiteurs.

Nous ne remettons pas en question la volonté anti-impérialiste des

participants de ces manifestations de soutien au gouvernement cubain. Mais, est-ce que ce sont vraiment des manifestations anti-impérialistes ou, comme nous le pensons, de simples actes de soutien inconditionnel au régime et au gouvernement cubains ?

Un anti-impérialisme à moitié

Quand l'impérialisme a attaqué l'Irak ou l'Afghanistan, nous nous y sommes résolument opposés. Depuis l'OTAN, l'ONU et les gouvernements on justifiait l'agression au nom de « la lutte contre la dictature » de Saddam Hussein ou des talibans. Nous avons alors dit que la première obligation d'une gauche qui se définit « anti-impérialiste » est l'opposition frontale à l'agression, indépendamment du jugement que mérite le gouvernement ou le régime du pays militairement attaqué.

En Irak ou en Afghanistan, soutenir le pays envahi signifie se placer dans son « camp militaire » et agir en faveur de la défaite des agresseurs, même si ceux-ci sont du pays lui-même. Cette position, toutefois, n'accorde pas un gramme de confiance ni n'engage une once de soutien politique au régime ni au gouvernement en place du pays attaqué.

« Pourquoi la LIT-QI n'applique pas maintenant ce même critère à Cuba ? », nous réclamons honnêtement quelques camarades. La raison la plus élémentaire est qu'à Cuba nous ne sommes pas face à une intervention militaire ni n'en pouvons prévoir

une (selon le gouvernement cubain lui-même), mais face à une confrontation politique (« médiatique ») entre un secteur de l'impérialisme et le gouvernement de Cuba.

Il y a une donnée réelle qui montre que la campagne à laquelle nous faisons référence ne répond pas à un critère anti-impérialiste conséquent mais est un appui inconditionnel et dépourvu de critique au gouvernement cubain. Cette campagne omet la dénonciation de la plus brutale des « agressions » impérialistes qui s'est bel et bien produite : la pénétration profonde des multinationales impérialistes à Cuba.

La présence de multinationales espagnoles, canadiennes, italiennes, anglaises... accroît systématiquement le tourisme, l'industrie du nickel, l'extraction du pétrole, la production de tabac, etc. Selon les économistes cubains : « L'IDE (Investissement Etranger Direct) à Cuba provient de plus de quarante pays et opère dans 34 branches de l'économie ». Cette forme d'intervention impérialiste ne mérite pas même le plus petit commentaire dans les campagnes « anti-impérialistes ». La raison en est évidente : cette « invasion » là se fait de la main du gouvernement cubain lui-même.

Une recolonisation par la voie de l'invasion militaire ou par l'économie ?

Depuis 1982, le gouvernement cubain, à coup de lois, ouvre les portes à l'investissement étranger direct à Cuba. La Loi 77 de 1995 a supposé un saut qualitatif : elle a mis fin aux restrictions dans la participation de capital étranger et a permis l'existence d'entreprises de capital totalement étranger, qui pouvaient expatrier leurs bénéfices sans aucune limitation. De nouveaux décrets postérieurs ont ouvert des « zones franches » et



La Place de la Révolution, à La Habana, un site emblématique du pays où on voit la figure du commandant Che Guevara.

des « parcs industriels » aux multinationales, comme cela avait été précédemment fait en Chine ; enfin, la Constitution cubaine de 1976 elle-même a été modifiée pour « étendre les formes de propriété ». Cuba a cessé d'être régi par le plan de production central et est désormais régi par le critère élémentaire du marché (production en vue du profit), tandis qu'elle a mis fin au monopole du commerce extérieur.

Voilà quelles étaient les conditions pour ouvrir Cuba aux multinationales. Le tourisme, par exemple, dominé par des entreprises espagnoles, a été qualifié par les économistes cubains eux-mêmes comme la locomotive de l'économie nationale à la fin du XXème siècle et pour le siècle à venir.

Le gouvernement cubain a clairement laissé entendre que l'ouverture à l'investissement étranger direct (IDE) ne constitue pas un processus conjoncturel ou temporaire dans l'économie cubaine, mais qu'il occupe une place dans la stratégie de développement : c'est un processus qui avance malgré les obstacles internes et externes.

A moins qu'on ne démontre que les multinationales investissent pour « renforcer le socialisme », ou à des fins altruistes, la grande voie de pénétration impérialiste à Cuba est aussi « pacifique » que destructrice : Elle vient par l'économie et se fait de la main du gouvernement cubain.

A la fin des années 80 et au début des années 90, la direction castriste a commencé à développer une politique de restauration capitaliste et de démantèlement des bases de l'Etat ouvrier. Les piliers fondamentaux d'une économie planifiée (le plan central gouvernemental et le monopole du commerce extérieur) n'existent plus, et l'économie cubaine fonctionne selon les lois capitalistes du marché. Tout comme en Chine, les capitaux étrangers cherchent à profiter des salaires extrêmement bas et des conditions propices à l'accumulation de capital, pour extraire des profits extraordinaires ; ainsi, les investissements impérialistes d'Europe et du Canada augmentent.

De cette façon, le régime castriste s'est transformé en partenaire, stimulateur et défenseur de la restauration capitaliste et de ses conséquences. En ce sens, il est semblable au régime

chinois : ce sont les mêmes qui, auparavant, défendaient leurs privilèges comme bureaucratie, qui défendent maintenant les nouveaux capitalistes et leurs affaires, quel qu'en soit le prix.

« La bataille économique est la tâche principale »

« *La bataille économique constitue aujourd'hui, plus que jamais, la tâche principale (...) C'est notre plus grand et plus important défi pour assurer la continuité de l'oeuvre construite durant ces 50 années (...)* ». Ce sont les mots de Raul Castro, dans son récent discours devant le 19ème Congrès de l'Union des Jeunes Communistes. Effectivement, l'économie cubaine vit les conséquences de la profonde crise économique mondiale.

Mais, en réponse à cette crise, pendant que d'une main on ouvre la porte aux multinationales, de l'autre on dicte des recettes de sortie de crise qui se ressemblent de plus en plus à celles de nos gouvernements capitalistes en place.

Selon le président cubain : « *Nous savons qu'il y a des milliers de travailleurs en trop dans les secteurs d'Etat et d'entreprise : quelques analystes calculent que l'excédent dépasse le million de personnes et c'est une affaire très sensible que nous sommes dans le devoir d'affronter avec fermeté et sens politique.* »

Dans une population active de 4,5 à 5 millions de travailleurs, plus d'un million sont de trop. C'est ce qu'annonce Raul Castro ! Et que va-t-il se passer lorsque ces travailleurs vont être licenciés ? Au mois de janvier dernier, le gouvernement cubain a annoncé la fin de l'assurance chômage, proposant d'offrir en échange « un travail productif ». Aujourd'hui, Raul Castro dit : « *il ne s'agit pas pour l'Etat de se charger de trouver à chacun plusieurs offres de travail. Les premiers intéressés à trouver un travail socialement utile doivent être les citoyens eux-mêmes* ». En d'autres termes: qu'ils se débrouillent à gagner leur vie !

Faire appel aux effets du « blocus américain » pour expliquer la situation actuelle devient de plus en plus une ressource sans crédibilité. Les relations commerciales avec les Etats-Unis démontent cet argument. Malgré le blocus, les Etats-Unis sont devenus le cinquième partenaire commercial de



La chaîne d'hôtels Melia est un des principaux investisseurs étrangers à Cuba.

Cuba. L'île importe 84 % des aliments qu'elle consomme et, depuis 2000, le Congrès américain a autorisé la vente d'aliments et de produits agricoles à Cuba. Les Etats-Unis sont devenus le premier fournisseur pour ces articles.

En outre, si le blocus américain n'est déjà plus que partiel en réalité, il n'existe aucun blocus commercial et d'investissements pour les autres puissances impérialistes (comme les Européens ou le Canada) ni de la majorité des pays du monde qui négocient librement avec Cuba.

D'autre part, une donnée peu connue est que, entre 2003 et 2008, l'économie cubaine a été une de celles qui ont le plus augmenté en Amérique latine et dans le monde : durant ces années, son PIB par habitant est passé de 2.300 dollars à 4.500 ; c'est-à-dire qu'il a presque doublé, selon des données extraites de la page CIA worldfactbook (www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/).

Autrement dit, le gouvernement de Raul Castro aurait eu d'excellentes conditions pour améliorer le niveau de vie du peuple cubain.

De quel Cuba parle-t-on ?

La campagne repose sur une constante louange des « conquêtes sociales de Cuba ». Mais, la réalité cubaine est-elle vraiment celle d'une société qui préserve les grandes



conquêtes de la révolution de 1959 ? Les 20 dernières années sont marquées par une émigration croissante. Plus de 1.600.000 cubains ont quitté l'île. Si nous ôtons les 458.000 de ce qu'on appelle « exil historique » (partis avant 1980), le reste est le fruit de vagues migratoires successives. Officiellement, 426.037 Cubains sont partis entre 1990 et 2009.

Comme cela se produit dans tout pays semi-colonial, les envois de fonds des émigrants se transforment en source de subsistance d'énormément de familles, ils représentent également une entrée non négligeable de devises pour le pays. Selon des données officielles, 60% des cubains dépendent des aides qu'ils reçoivent de l'extérieur. La Commission pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) indique que la recette annuelle de ces envois de fonds dépasse le milliard de dollars, ce qui représenterait 25 % du total des devises qui entrent. A cette quantité il faut ajouter les envois illégaux, par l'intermédiaire de ceux que l'on surnomme les « mules » (des gens qui livrent l'argent de la main à la main, en dehors des voies officielles) qui, déjà en 2005, étaient estimés à hauteur d'un million de dollars hebdomadaires. Dans le Cuba « socialiste », plus de 60 % de la population dépend des fonds envoyés par leurs parents, comme au Maroc, en Equateur, au Salvador...

Malgré que nous en ayons, la popularité d'Obama dans l'île n'est pas du tout négligeable. Une cause importante réside dans sa politique de lever les restrictions imposées par Bush. Dans le cas des visites de cubains dans l'île, il a mis fin à la période maximale de durée de ces dernières, leurs fréquences ou l'argent qui peut être dépensé pendant le séjour. On a aussi éliminé les limites de transferts d'argent, et les opérateurs des Etats-Unis peuvent, en outre, souscrire des contrats pour opérer à Cuba.

En septembre 2009, le gouvernement a annoncé la suppression des 24.700 cantines ouvrières, dans lesquelles mangent quotidiennement 3,5 millions de travailleurs. Sur ces mesures, sur l'inégalité sociale croissante, sur la misère d'une part toujours plus grande de la population, sur le manque de logement, sur la détérioration brutale d'infrastructures de base (comme les canalisations d'eau



ou le réseau d'égouts), sur les coupures de courant (qui sont tellement fréquents et longs que les cubains, avec leur culot habituel, appellent déjà « gros éclairages » les périodes avec énergie électrique), sur les cartes de rationnement qui accordent toujours moins (et on annonce déjà leur suppression prochaine), sur la maigre et mauvaise nourriture et les conditions de vie dans les résidences universitaires, sur ce que les cubains appellent « foirage économique », sur tout cela nous n'entendons pas les « défenseurs » de Cuba.

La campagne de « défense de Cuba » est aujourd'hui le soutien inconditionnel à un gouvernement et à un régime dans lequel les Forces Armées dirigent la sécurité, contrôlent le Parti Communiste (PCC) et ordonnent l'économie. Elles concentrent sous leur contrôle le Groupe d'Administration Patronale (GAESA), dirigé par un général, qui réunit les principaux secteurs stratégiques de l'économie cubaine. Ce sont les militaires qui ont développé ce qu'ils appellent le Système de Perfectionnement des Entreprises et qui contrôlaient, en 2007, les 322 plus grandes entreprises du pays, responsables de 89 % des exportations et de 60 % du PIB. C'est dans cette situation et grâce à ce régime politique que le « plan d'ajustement » annoncé par Raúl Castro va s'appliquer aux travailleurs et au peuple cubain.

La mort d'Orlando Zapata

L'argument du gouvernement cubain, auquel se sont pliés tous les défenseurs de sa thèse, est que Zapata était « un délinquant ». Beaucoup de données témoignent qu'il était un prisonnier de conscience. Mais mettons-nous à la place de quelqu'un qui ne sait pas très bien ce qu'il était réellement. Il nous vient une question très basique adressée aux défenseurs de

A Cuba, il y a un important déficit de logements, et beaucoup d'immeubles sont en mauvais état.

cette thèse : combien avez-vous vu de délinquants de droit commun s'immoler ? Combien de prisonniers de droit commun avez-vous vus, dans leur lutte contre les conditions pénitentiaires, se mettre en grève de faim et la maintenir jusqu'à mourir ? Les prisonniers de droit commun ont l'habitude de passer au fil de couteau des fonctionnaires, de brûler les cellules, ils organisent généralement des mutineries... Mais la protestation d'Orlando Zapata Tamayo, qu'on partage ou non ses opinions, est typique d'un prisonnier politique, de conscience.

Et supposons qu'ils aient raison et que Zapata était un prisonnier de droit commun. Si c'est vrai, qu'est-ce que cela change ? S'il était un prisonnier commun, cela donne-t-il à l'Etat cubain ou à un autre le droit de le traiter comme un chien ? Un homme entre en prison pour des délits ordinaires, condamné à 3 ans, et on n'a toujours pas expliqué pourquoi ces 3 ans sont devenus 30 ans. A-t-il tué quelqu'un en prison ? Comment est-il possible qu'au lieu d'une remise de peine, il ait cumulé des années de travaux forcés ? Il faudra nous expliquer quel est ce système pénitentiaire où, comme pour la dette externe, plus on accomplit d'années de peine, plus on en doit.

La gauche en Espagne a défendu des prisonniers qui ont fait des dégâts que le gouvernement cubain est loin d'attribuer à Zapata lui-même : organiser des mutineries, séquestrer des fonctionnaires, détruire des prisons. C'étaient de véritables « délinquants », encouragés par le Coordination des Prisonniers en Lutte (COPEL). A-t-il été mauvais de les soutenir ? Cela a été un mot d'ordre de toute la gauche durant les dernières années de la dictature franquiste. Car le fait qu'ils étaient des « délinquants », des prisonniers sociaux, n'autorisait aucun gouvernement quel qu'il soit à faire d'eux ce qu'il voulait dans les prisons.





Raul Castro,
actuel président de Cuba

On fait valoir, pour défendre les actes du gouvernement cubain, qu'il arrête seulement les « terroristes » et leurs collaborateurs. Quelqu'un de gauche, en Espagne et dans le monde, peut-il donner ces arguments sans se jeter des pierres à lui-même ? Quelle est aujourd'hui l'argumentation de tous les gouvernements du monde pour poursuivre des opposants ? « Terroristes » et « collaborateurs », cela ne nous rappelle-t-il pas quelque chose ?

Rappelons-nous que, en critiquant la Loi de Partis, soutenus dans l'opposition à cette loi par un groupe de juristes catalans, nous disions : « il s'agit, à notre avis, d'un des exemples les plus graves des effets de l'application du concept de 'terrorisme' étendu à la dissidence politique ».

Le gouvernement cubain lui-même n'a pas étiqueté Zapata de 'terroriste' comme l'a fait ici un secteur de la gauche, sans se préoccuper de présenter une seule preuve pour une pareille accusation. Zapata n'a pas été traité comme un pro-capitaliste ou un pro-impérialiste (ce qu'il était peut-être). Il est allé en prison parce qu'il était opposant dans un pays où cela est interdit. C'est là le problème et c'est cela qu'il faut contester.



Orlando Zapata est mort suite à une grève de la faim menée comme prisonnier de conscience..

Quelques contradictions incontournables

La défense inconditionnelle du gouvernement et du régime cubains, loin d'être une position anti-impérialiste, finit par être le meilleur service que l'on rende à l'impérialisme. D'abord, parce qu'on lui offre les mots d'ordre des libertés démocratiques les plus élémentaires. Car dire au Parlement européen et aux gouvernements impérialistes qu'ils ne sont que des démagogues cyniques, qui passent leur temps à appliquer cette maxime « faites ce que je dis, pas ce que je fais », est une vérité irréfutable. Mais cette vérité ne doit pas servir à en nier une autre : à savoir qu'à Cuba les droits les plus élémentaires, comme ceux de manifestation, d'association et de grève n'existent pas : il en est ainsi, qui que ce soit qui le dise.

La lutte pour le socialisme, fondé sur un régime de démocratie ouvrière, exige de rappeler que nous dénonçons la démocratie bourgeoise parce qu'elle est « formelle », parce qu'elle reconnaît, dans le meilleur des cas, des droits, mais non l'exercice du droit lui-même. C'est pourquoi on peut avoir droit au travail alors qu'on se morfond au chômage. Nous dénonçons cette fausse démocratie, qui ne cache rien d'autre que la dictature d'une classe. Mais, comme disait Rosa Luxemburg : la finalité qui nous pousse à agir n'est pas de détruire la démocratie, mais celle de construire une véritable démocratie.

Est-ce ou non, par conséquent, une contradiction incontournable que nous défendions les libertés démocratiques partout dans le monde, surtout quand les gouvernements les réduisent chaque jour, pour ensuite défendre le gouvernement d'un pays où les travailleurs n'ont pas les droits de manifestation, d'association et de grève ?

Est-ce ou non une contradiction indépassable que de dénoncer, en toute justice, l'infâme et antidémocratique Loi des Partis en vigueur en Espagne, pour défendre un régime politique où la « Loi des Partis » s'applique pour un parti unique, les autres sont « contre-révolutionnaires » et la brebis galeuse va en prison ?

En toute justice, nous rejetons en Europe les Lois contre les étrangers et les nouveaux murs élevés contre les travailleurs. Mais il se trouve qu'à Cuba, des gens sont déportés ou sont emprisonnés parce qu'ils se sont rendus de leur province vers La Havane, et sont restés là sans « autorisation de résidence ». A Cuba, bien que l'Article 43 de la Constitution établisse le libre droit des cubains de résider dans tout lieu du territoire national, le Décret Loi 217 de 1997, limite la libre circulation et le droit à résider en tout lieu. Cette loi oblige, pour résider à La Havane, à avoir l'autorisation réglementaire. Elle a été promulguée pour éviter l'arrivée massive dans la capitale de gens pauvres des provinces de l'Est, frappées par un chômage très élevé. Le résultat est qu'on estime qu'il y a plus d'un demi-million d' « illégaux » à La Havane et que se sont formés d'authentiques bidonvilles, comme dans n'importe quel autre pays latino-américain. Pire encore, toute personne qui n'a pas d'autorisation de résidence est déportée vers son lieu d'origine ou est menée en prison, accusée de « dangerosité préférentielle ». Est-ce ou non une contradiction indépassable de dénoncer ici la Loi contre les étrangers et de défendre la politique du gouvernement cubain envers ses migrants intérieurs ?

Il y a, malheureusement, beaucoup d'autres exemples de contradictions de cet acabit. C'est pourquoi, aux camarades qui croient et soutiennent la campagne « Cuba n'est pas seule », nous ne pouvons que leur demander : c'est avec de semblables contradictions que l'on prétend attirer des millions de travailleurs dans le monde vers les drapeaux contre l'impérialisme, pour le socialisme ?

Brésil :

Les raisons de la grave crise du PSOL

Josef Weil (Brésil)

Quand il est apparu en 2004-2005, le PSOL brésilien a été vu avec espoir par les activistes brésiliens et par la gauche de beaucoup d'endroits dans le monde, puisqu'il paraissait présenter une nouvelle issue pour l'avant-garde du Brésil, déçue du PT, et il a aussi suscité des espoirs de militants et sympathisants de gauche de beaucoup d'autres pays qui, désenchantés par la droitisation des vieux partis communistes et socialistes, ont suivi avec intérêt cette nouvelle expérience.

De manière inattendue pour tous ceux-là, ils sont maintenant perplexes en apprenant que, dans le PSOL, comme le disent ses propres dirigeants, se reproduisent déjà des méthodes telles que la fraude et les pires manœuvres pour gagner les conventions que votent les candidats, comme il est commun de voir dans les partis bourgeois et réformistes comme le PT. Tous ces faits ont été mis au jour autour de la lutte interne pour décider la candidature présidentielle entre Martiniano Cavalcante et Plínio Sampaio.

Les élections de 2010 ont ouvert une crise dans le PSOL

Le parti s'est divisé en deux ailes qui se disputent la direction et s'accusent mutuellement des actes les plus graves. Chaque aile a séparément tenu sa propre conférence électorale, accusant l'autre d'avoir violé les règles de la convocation. Cela peut être surprenant pour beaucoup de ceux qui ont eu espoir dans son surgissement, mais, né il y a si peu, le PSOL est déjà menacé dans son unité par une division autour d'une campagne électorale présidentielle.



Nous reproduisons les mots du professeur universitaire Marcelo Badaró de l'aile de Plínio Sampaio : « Nous avons vécu récemment une série d'épisodes déplorables : à commencer par les fraudes dans des assemblées plénières, puis des mouvements de boycott et de chantage aux instances de direction du parti par les secteurs les plus proches d'Heloisa Helena et, pour finir, le retrait arbitraire du site électronique du parti sur le web, à quoi s'ajoute la tentative d'empêcher le déplacement des membres de la Direction Nationale à une réunion convoquée statutairement. Quel aspect de l'héritage petista révèlent ces épisodes? À mon avis, c'est la dégénérescence politique de directions dont l'action désespérée pour le contrôle de l'appareil partisan s'est montrée plus forte que le respect des principes exigés par la classe ouvrière des militants engagés dans la transformation socialiste. »

De son côté, l'aile de Martiniano (soutenu par Heloisa Helena, présidente et principale figure du parti), dans une déclaration, accuse au secteur de Plínio de choses semblables: « Ils ont ainsi annulé les Conférences locales et n'ont pas reconnu 20 délégués de ces états qui nous ont soutenu, contre lesquels aucune remise en cause n'était envisageable... Cet ensemble d'initiatives bâtarde de l'insignifiante majorité bureaucratique installée à la Direction Nationale et dans son Exécutif ont définitivement et irréparablement violé la légitimité et la légalité de la IIIème Conférence Electorale Nationale du Parti Socialisme et Liberté. On a créé un tel climat d'animosité qu'il a été impossible d'effectuer un événement unitaire, dans le même espace physique, il a fallu le fractionner dans deux actes séparés. Contre le parti les usurpateurs dans leur simulacre formel de conférence, mise en place sans quorum par une minorité de délégués.

Le refus d'Heloisa Helena d'être candidate pour les élections présidentielles en 2010 a été le détonant de la crise du PSOL.

Cette profonde division partisane provoquée par ceux qui ont violé les règles de leurs propres élections pour la direction du parti, a abouti à une candidature présidentielle illégitime et indéfendable qui représente une minorité imposée par la force de la formalité à la majorité du parti ».

De toute évidence, c'est la continuité du parti qui est en jeu et même l'unité des courants qui ont pris part à sa fondation et à sa première campagne électorale en 2006. Il est déplorable que des faits d'une telle gravité arrivent, parce que cette situation tend à affecter l'ensemble de la gauche. La droite, le PT et les médias bourgeois vont utiliser cette faillite morale pour dire: « ils sont tous pareils », « personne n'est sauvé en politique », « la gauche ne veut qu'un peu de pouvoir ».

L'origine du PSOL

En 2003, commençait au Brésil une période où la droitisation accélérée du PT, en particulier après son arrivée au gouvernement, ouvrait un espace à gauche dans un pays clef de l'Amérique latine. Le PT a affronté la résistance de secteurs de travailleurs étatiques à la réforme du système de retraites, face à l'attaque du gouvernement Lula à leurs droits.

Une rupture partielle s'est ouverte avec ce secteur qui avait été une forte base du PT. Dans ce processus, quatre parlementaires (Babá, Luciana Genro, João Fontes et Heloisa Helena) se heurtent avec la direction, sont expulsés du parti et sont apparus comme une référence politique pour de larges secteurs déçus par la droitisation du gouvernement Lula.

C'est là qu'aurait pu naître un nouveau parti doté d'un poids réel, minoritaire mais en condition de défier la mainmise absolue du PT sur le mouvement syndical et étudiant, en condition de donner une perspective politique à ceux qui rompaient avec la CUT et les directions officielles dans les mouvements des étudiants et des sans-terre.

Au même moment, existait un riche processus de rupture et de

réorganisation dans le mouvement syndical et populaire : la rupture de plusieurs organisations syndicales d'avec la CUT, tout particulièrement en conséquence des attaques du gouvernement Lula et de l'appui ou de l'inaction de la bureaucratie syndicale qui dirige la CUT.

Face à cette situation, le PSTU a fait une double proposition : d'une part, former un mouvement pour une nouvelle organisation syndicale et populaire qui ferait face au gouvernement et romprait avec la CUT (ce qui a mené au processus de création de CONLUTAS); en même temps, il proposait aux dirigeants et aux militants qui rompaient avec le PT de constituer un mouvement vers un nouveau parti, qui devrait être révolutionnaire, pour offrir une issue politique de classe aux secteurs qui quittaient le PT.

Quand Heloisa Helena, Luciana Genro et Babá ont franchi le pas de la rupture avec le PT pour former un nouveau parti, ils n'avaient pas d'accord avec le PSTU sur le caractère de la nouvelle organisation. Alors, le PSTU a proposé aux dirigeants des courants qui prenaient part à ces négociations de mener un vaste processus de discussion dans les bases qui se terminerait par un congrès pour décider du caractère du nouveau parti, mais les trois ont rejeté cette proposition.

Le débat décisif : le programme et la conception du parti

Dans cette discussion, deux conceptions opposées du parti étaient en question. D'une part, la conception d'un parti bolchévique fondé sur le régime du centralisme démocratique (la plus large discussion interne, la plus grande discipline et unité dans l'action), ayant pour objectif stratégique de mener la révolution socialiste, de détruire l'Etat bourgeois, d'en finir avec le capitalisme et de construire un Etat ouvrier. D'autre part, le projet d'un parti large, d'opposition à Lula et au néo-libéralisme, où coexisteraient révolutionnaires et réformistes.

C'est-à-dire une proposition exactement semblable à celle des soi-disant « partis anticapitalistes », même s'ils ne finissent pas par s'opposer réellement au capitalisme. Ce modèle de parti est une proposition qui a son origine en Europe, le Secrétariat Unifié¹ étant l'une de ses forces de promotion.

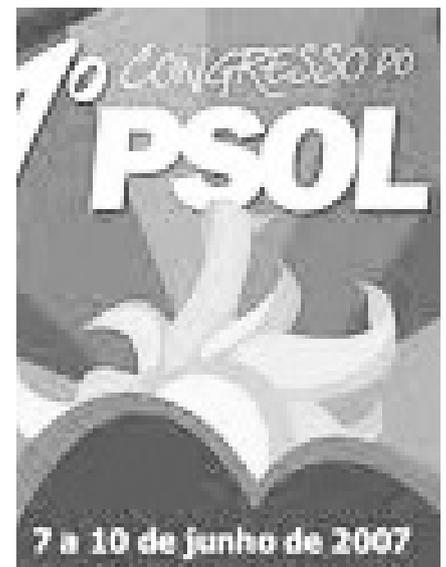
Après la chute du Mur de Berlin (1989), un véritable « déluge opportuniste » a frappé la gauche. Une grande partie de la gauche qui se revendiquait « révolutionnaire » a même adopté le discours selon lequel la révolution et les partis révolutionnaires étaient liquidés pour toute une époque. On devait unir réformistes « honnêtes » et révolutionnaires dans de vastes partis.

Comme il est tout à fait impossible qu'un réformiste accepte un programme révolutionnaire, le programme de ces nouveaux partis « anticapitalistes » ne peut être qu'un programme réformiste. C'est pourquoi, en réalité, ils cherchent à profiter de l'espace ouvert par la droitisation extrême des PS et PC (en faillite ou en crise aiguë) en faveur d'un parti électoral à gauche de ceux-là, qui maintiendrait quelques mots d'ordre sociaux abandonnés par ces partis, pour attirer la jeunesse et les secteurs de la classe ouvrière qui rompaient avec la vieille gauche.

Selon le SU, après la chute du Mur de Berlin, la référence à la Révolution Russe de 1917 devait être laissée de côté; la division entre réformistes et révolutionnaires, ouverte par la trahison de la social-démocratie face à la Première Guerre mondiale en 1914, devait être oubliée. Pour eux, il n'y avait plus d'autres différences de fond et, par conséquent, il était possible d'unir révolutionnaires et réformistes.

C'est pourquoi leur programme et leur structure, comme dit le SU, sont radicalement opposés à ceux du parti bolchevique et, en vérité, se rapprochent de plus en plus des partis réformistes socialistes et sociaux-démocrates. Ils rejettent la conception révolutionnaire du parti pour l'action des masses contre l'Etat bourgeois, un parti de militants structuré sur les secteurs ouvriers et populaires pour intervenir politiquement avec cette stratégie. Ils construisent des partis orientés vers les élections, sans avoir comme préoccupation principale l'intervention dans la lutte de classes dans la perspective d'organiser la classe ouvrière.

La fondation du PSOL s'est faite suivant le modèle des « partis anticapitalistes ». C'est pourquoi on y a salué l'adhésion au courant de deux théoriciens brésiliens, Carlos Nelson Coutinho et Leandro Konder, provenant de l'aile



Le PSOL a déchanté très vite les espérances que beaucoup de militants de gauche au Brésil et dans le monde y avaient déposées.

eurocommuniste² du vieux PCB et, ensuite, de l'aile du PT la plus favorable aux alliances avec la bourgeoisie (les « alliancistes »).

Parmi les courants entrés au PSOL, il y avait des secteurs comme APS (Alliance Populaire Socialiste), qui défendent la thèse d'un programme « démocratique et populaire » (une élaboration de front populaire) et qui ont vu dans le PSOL un parti doté d'un programme et d'un modèle de fonctionnement en accord avec leurs positions théoriques et programmatiques.

Un programme de « radicalisation de la démocratie bourgeoise »...

Ces différences quant au modèle de parti étaient étroitement liées au programme que se proposait de défendre chacun de ces projets.

Au PSOL a prévalu un programme qui parle de « socialisme », mais qui se contente de lever des mots d'ordre minimaux et démocratiques qui ne luttent pas contre la propriété privée et la domination capitaliste. Par conséquent, ce programme laissait la question du pouvoir « pour les jours de fête », comme l'a toujours fait la social-démocratie.

Le résultat a été un programme qui, de fait, ne va pas au-delà des réformes, accepte le maintien de l'Etat bourgeois, et dont l'axe est la « radicalisation de la démocratie ». Un programme qui n'a même pas pour principe de base l'indépendance de classe, puisque les

courants qui prônent les « alliances avec la bourgeoisie », au nom d'une « étape démocratique » de la révolution, ont un poids décisif dans la direction. Les thèses qui ont « guidé » la politique de collaboration de classes du PT durant les années 90 ont gardé leur place dans la politique du PSOL.

...ou un Programme de Transition

Pour sa part, le PSTU proposait un programme socialiste fondé sur la méthode du Programme de Transition qui part de la mobilisation pour les questions les plus présentes (qu'elles soient minimales ou démocratiques), qui sont au niveau de conscience des masses, pour mener à la confrontation avec le gouvernement, le régime et l'Etat bourgeois, et qui associe, au cours de la mobilisation, d'autres mots d'ordre transitoires qui se heurtent à la domination capitaliste et posent la nécessité du pouvoir pour les travailleurs.

C'est pourquoi, des mots d'ordre étaient avancés qui conduisaient au questionnement du plan économique et du gouvernement et à la nécessité de la rupture avec l'impérialisme, avec des slogans comme le non-paiement de la dette externe et l'étatisation du système financier, l'expropriation des grandes entreprises sous le contrôle des travailleurs, orientés vers le gouvernement des travailleurs.

Une avancée dans les positions réformistes

S'il existait des documents du PSOL peu clairs par rapport à cette stratégie dans les premières années du parti, aujourd'hui, dans la préparation des thèses et des plates-formes pour 2010, cela est devenu clair dans les déclarations des deux pré-candidats du PSOL. Selon Martiniano Cavalcante : « Nous avons besoin d'une démocratie plus profonde, grâce à une 'rupture démocratique'. Ce processus doit s'appuyer sur la démocratie directe. Nous devons refonder la République au moyen d'une Constituante et défendre d'abord les mots d'ordre nationaux, démocratiques et populaires. Nous ne voulons pas faire du PSOL un parti d'avant-garde d'extrême gauche, qui ne dialogue qu'avec le PSTU et le PCB »³

Ecoutons aussi Plinio Sampaio : « Notre candidature a deux axes : le combat contre la ségrégation sociale et la dépendance. La rupture socialiste

n'est pas imminente. Pour le socialisme, il y a des conditions objectives et subjectives nécessaires. Mais comme la conscience n'est pas développée, nous avons besoin de commencer par des transformations radicales dans le capitalisme. »

Une fausse démocratie interne

Leur conception du parti était cohérente avec ce programme et les dirigeants qui ont formé le PSOL défendaient « un parti large et démocratique, avec un droit de tendances », ils dénonçaient comme « bureaucratique » la proposition de centralisme démocratique. Le type de parti que proposaient les dirigeants du PSOL était cohérent avec un projet purement électoral et il ne pouvait répondre à la rupture avec le PT et la CUT au sein du mouvement syndical et populaire.

Le PSTU a alerté sur le fait que le parti soi-disant « démocratique » qu'ils allaient construire, ne signifierait en réalité la « liberté » uniquement pour les dirigeants, en particulier les parlementaires, qui feraient ce qu'ils voudraient, sans se soumettre à aucun contrôle des organismes ni de la base du parti, comme cela se passe au PT.

Cette limite du projet du PSOL montre maintenant toute son importance. Chacun des parlementaires ou des candidats ayant des possibilités d'être élus à un poste s'oriente dans la lutte interne selon des intérêts pragmatiques, afin de conquérir le plus grand nombre possible de votes.

Comme l'objectif majeur est d'étendre le nombre de postes électoraux et de développer, à partir de là, un parti de gauche ayant un assise parlementaire qui serait une alternative essentiellement électorale, il est fondamental de s'appuyer non sur des militants intégrés dans la lutte de classes, mais sur les adhérents et les permanents maintenus par les appareils parlementaires.

Le Front en 2006

Malgré toutes ces différences, cela a été très positif pour le militantisme que la direction du PSOL accepte de constituer un front de gauche, dans les élections de 2006. Le front constitué par le PSTU, le PCB et le PSOL, avec Heloisa Helena pour candidate à la présidence, a été très important pour présenter une alternative de gauche

contre Lula et contre la droite représentée par Geraldo Alckmin. Cela a permis aux travailleurs une option minoritaire, mais d'une force suffisante pour canaliser le mécontentement contre le gouvernement en faveur de la gauche, qui a obtenu presque 7 % des voix (6,5 millions). En outre, une série de militants qui n'appartenaient pas aux partis ont rejoint la campagne du Front.

Même ainsi, dans cette campagne, les problèmes n'ont pas été des moindres. Le manque de respect qu'Heloisa Helena a montré, comme candidate, pour le programme du Front, y imposait la même méthode que celle du fonctionnement du PSOL (supposé large et démocratique) : le collectif vote une chose, mais dans la pratique, chacun fait ce qu'il veut et la position publique du parti est celle de ses parlementaires et figures publiques.

Toutefois, les conséquences de ce choix stratégique vont bien au-delà du manque de démocratie. Elles sont étroitement liées à leur programme et au fait que le parti soit un projet électoral. Il y a trois aspects centraux dans ce dernier processus qui expriment les conséquences de ce choix : le refus d'Heloisa Helena d'être candidate à la présidence en 2010, même si cela va contre les intérêts du parti ; le fait d'accepter le financement d'entreprises capitalistes et bourgeoises pour la campagne électorale ; et la proposition de soutenir Marina Silva.

Heloisa Helena rejette la candidature à la présidence

Depuis 2006, le PSOL a montré un processus rapide de « vieillissement ». Suite au choix d'un programme réformiste et d'une conception cohérente dans laquelle chaque parlementaire fait ce qu'il veut, des tendances centrifuges sont apparues d'une telle ampleur qu'elles menacent la continuité du parti. Comme la participation aux élections est guidée par le critère d'obtenir la plus grande quantité de votes à tout prix, les alliances et les programmes sont au service de cet objectif.

Grâce à la campagne de 2006, Heloisa Helena était celle qui symbolisait l'alternative de gauche au PT et à la droite. Mais, en 2010, elle a décidé de refuser la candidature présidentielle pour un simple motif : elle veut être

élue sénateur pour Alagoas, où elle a de grandes possibilités électorales. Elle a renoncé à être une alternative politique nationale si le prix à payer était de rester sans mandat parlementaire durant les prochaines années.

Au congrès du PSOL de 2009, une écrasante majorité des membres défendait sa candidature mais cela n'a pas modifié d'un millimètre la décision d'Heloisa. Sa principale préoccupation n'a pas été la construction son parti, mais de son sort individuel en tant que parlementaire et l'assurance de l'appareil politique qu'elle posséderait si elle était élue sénateur. C'est là l'expression maximale de l'électorisme : le destin individuel du dirigeant, la possibilité d'obtenir un mandat, passent avant ce qui est le mieux pour son parti.

Accepter l'argent de la bourgeoisie pour gagner les élections

Parfois, comme il arrive dans les partis bourgeois, les intérêts locaux d'un parlementaire le conduisent à des alliances politiques opposées à celles d'une autre région, ce qui amène des confrontations internes et des conflits durs. C'est ce qui arrive déjà au PSOL. Une autre expression de cette adaptation est l'acceptation croissante que les frais des campagnes doivent être les plus élevés possibles, au niveau des campagnes du PT et des partis bourgeois.

En accord avec ces critères, lors des élections de 2008, la direction du PSOL de Porto Alegre a fait des accords locaux avec des partis bourgeois (Parti Vert). La direction d'Amapá a fait la même chose avec le PSB de Ciro Gomes, un politicien bourgeois qui a été ministre de Lula et gouverneur de Ceará.

En même temps, pour obtenir une campagne semblable à celles du PT ou des partis bourgeois, ils ont accepté le financement électoral de la Gerdau, une grande entreprise sidérurgique connue pour surexploiter ses travailleurs. Comment peut-on vraiment défendre les intérêts des travailleurs si on est financé par la bourgeoisie ? On ne va pas lutter contre la bourgeoisie si l'on est financé par elle. La bourgeoisie fait cela pour corrompre les dirigeants et obtenir leur appui dans les heures

décisives, comme cela s'est passé avec le PT.

Aujourd'hui, en 2010, lors de la conférence de Rio Grande do Sul, ils ont approuvé la proposition d'accepter ce type de financement de la bourgeoisie. L'abandon de l'indépendance de classe a donc déjà pénétré profondément le PSOL. Bien que cette décision ait été mise en avant par le MES de Luciana Genro, aucune des autres ailes ne la considère comme une « question de principes », à tel point qu'elle n'a pas été soumise au vote dans la convention nationale et n'a pas fait l'objet d'un rejet de la part de la direction nationale (d'une aile ou de l'autre).

La proposition de soutenir Marina Silva

Heloisa Helena ayant décidé de retirer sa candidature, tout le parti a observé sa volonté et s'est mis à examiner les alternatives. La première décision de la direction, avec l'accord des courants les plus importants (qui se trouvent aujourd'hui dans les deux ailes qui divisent le parti), a été de soutenir Marina Silva, candidate du Parti Vert (PV); Marina a été ministre du gouvernement de Lula pendant six ans et est entrée dans ce parti bourgeois pour être candidate à la présidence.

Le PV a parmi ses figures dirigeantes José Sarney Filho, représentant de l'oligarchie de l'Etat de Maranhão (sa sœur en est le gouverneur et son père est le président du Sénat Fédéral); il est allié avec la droite dans plusieurs Etats du Brésil, avec des partis dont la base sont les

propriétaires terriens (comme le DEM) ou la grande bourgeoisie industrielle pauliste, comme le PSDB de Serra, Et jusqu'à présent, il maintient des ministres dans le gouvernement fédéral du PT. Marina a postulé comme candidate pour essayer de capitaliser son image de « défenseur de la région amazonienne », bien que, comme ministre de Lula, elle ait été complice de la diminution des forêts et d'autres attaques à l'environnement.

Cela n'a pas empêché Heloisa Helena de défendre publiquement Marina comme « son candidat » ni la réunion de l'Exécutif National du PSOL de voter le soutien à Marina Silva. La direction du PSOL reproduisait ainsi les pratiques du PT consistant à faire des alliances avec des partis bourgeois si cela rapporte sur le plan électoral. L'Exécutif n'a retiré son soutien que postérieurement parce que le PV et la coalition pro Marina ne voulait céder aucune position significative aux membres du PSOL pour son soutien. Marina Silva a opté pour une alliance tellement à droite dans sa campagne qu'elle a empêché la tendance de la direction du PSOL de la soutenir. Même avec cela, Heloisa Helena ne cache pas, aujourd'hui encore, qu'elle considère Marina comme la « meilleure candidate » et déclare publiquement que « personne ne va l'obliger à en dire du mal ».

L'avenir du PSOL

Le choix d'un parti électoraliste, et non d'un parti centré sur les luttes, démontre maintenant toute son importance et c'est ce qui peut expliquer la situation qu'on vit à l'intérieur.

Comme nous avons déjà dit, chacun des parlementaires ou candidats qui ont des possibilités d'être élu s'oriente dans la lutte interne en accord avec des intérêts pragmatiques pour conquérir le plus grand nombre de voix possibles. C'est ce qui est arrivé au PT, tout au long des années 80 et 90, et cela s'est aggravé qualitativement quand Lula est arrivé au gouvernement. En

Plinio Sampaio est le candidat « officiel » du PSOL, mais dans la pratique, plusieurs secteurs du parti (dont celui de Heloisa Helena) soutiennent la candidature de Marina Silva.



rejetant le programme et la conception du parti révolutionnaire pour se consacrer à la construction d'un parti centré sur l'élection des parlementaires, avec un programme « démocratique-populaire » au lieu d'un programme pour la révolution socialiste, les dirigeants du PSOL ont ouvert la porte au même processus qui a fait dégénérer le PT.

La tendance du PSOL est d'aller vers un parti qui pourra maintenir le même nombre de militants, mais sera une caricature du PT et aura beaucoup moins de poids social et politique. C'est une déception profonde pour ceux qui ont cru aux promesses initiales d'une « nouvelle pratique » de la gauche.

Nous ne sommes pas en conditions de prévoir précisément quels seront les étapes et les rythmes du processus de crise du PSOL. Au moment de terminer cet article, un accord s'est mis

en place pour éviter une « explosion » avant les élections, puisque pour toutes ses ailes, il est important que le parti poursuive le processus électoral jusqu'en octobre, sans qu'apparaissent publiquement ses profondes divisions. C'est pourquoi l'exécutif national a publié un texte qui ignore à l'égard de la crise et fait appel au front de gauche, comme si de rien n'était. Mais cet accord fragile a déjà son échéance fixée : c'est la fin de la campagne électorale de 2010, comme l'a déclaré dans un communiqué l'aile de Martiniano.

La crise du PSOL remet en question tout le projet des soi-disant « partis anticapitalistes » qui, malgré ce nom, ont un programme de réformes du capitalisme, se limitent à chercher un espace électoral et acceptent des alliances avec la bourgeoisie. Ils peuvent obtenir (ou pas) un succès électoral, mais

ce à quoi ils ne parviendront pas, c'est d'être une alternative politique pour la lutte contre le système capitaliste qu'ils prétendent combattre.

¹ Le Secrétariat Unifié (SU) est une organisation d'origine trotskyste qui se revendique comme « la Quatrième Internationale », mais qui ne défend pas pour autant les positions de Trotsky, ni les bases et les principes programmatiques et organisationnelles de la Quatrième Internationale.

² L'« eurocommunisme » a ouvert une polémique dans le mouvement communiste dans les années 70 et 80. Il reflétait une adaptation, surtout dans les PC européens, à l'impérialisme et sa politique de « réaction démocratique ». Ses élaborations théoriques se distancient du stalinisme par la droite, revendiquant la démocratie bourgeoise contre la dictature du prolétariat, opérant ainsi un rapprochement avec les positions de la social-démocratie, avec laquelle plusieurs d'entre eux ont finalement fusionné.

³ Le journal *Brasil de fato*

PAYS

Irak

Les Etats Unis assis sur un baril de poudre

Bernardo Cerdeira (Brésil)

La situation en Irak décrite par la presse internationale est un échantillon de la contradiction entre propagande et réalité. Le gouvernement des Etats-Unis prône les avancées croissantes vers la stabilité et la victoire de la « démocratie », mais la réalité est bien loin de cette image idyllique.

Il y a un peu plus d'un mois, des élections se sont déroulées dans ce pays arabe, qui ont été encensées comme « libres » et « démocratiques ». Mais la réalité est bien différente de cette image idyllique. La dure vérité est que l'impérialisme a subi une défaite politique et militaire dans la guerre en Irak et, aujourd'hui, il cherche sans relâche des façons de « minimiser les pertes ».

Cette tâche ardue exige des pressions et des négociations avec les divers acteurs de la lutte : les secteurs de la bourgeoisie irakienne, les pays arabes, l'Iran, la Turquie, les pays impérialistes et leurs multinationales et, surtout, la résistance des masses populaires. Tout cela produit des chocs et des contradictions qui font de l'Irak tout sauf un pays stable.

Comment diminuer l'impact de la défaite ?

L'objectif des Etats-Unis avec l'invasion de l'Irak était de mettre en échec, de balayer le gouvernement et le régime de Sadam Hussein, ainsi que le parti Baas. Il s'agissait de détruire un pays relativement indépendant, l'occuper et maintenir des bases militaires permanentes, afin de contrôler de manière directe la seconde plus grande réserve de pétrole au monde et, à partir de là, toute la région stratégique du Moyen-Orient. Pour cela, les Etats-Unis voulaient façonner un nouveau régime politique et un gouvernement fantoche qui serviraient de couverture « légale » à l'occupation et aideraient à garantir la « stabilité » du pays.

La première partie du plan, l'occupation elle-même, a été relativement

facile. Mais tout s'est ensuite aggravé pour l'impérialisme, qui a fait face à une résistance armée croissante des masses, surtout de la population sunnite. L'essor de la résistance a eu lieu en 2006 et 2007, quand les troupes américaines subissaient plus de 80 attentats par jour et avaient des centaines de morts et des milliers de blessés par année. Durant les sept années de guerre, les occupants ont perdu 4000 soldats et ont eu 30.000 blessés.

Face à cet échec, les Etats-Unis ont changé de tactique, déjà pendant le second mandat de Bush : on est passé d'une politique de « guerre totale » à une tactique de négociation et de concessions pour obtenir la collaboration de secteurs de la bourgeoisie irakienne.

En 2006, ils ont obtenu la collaboration de la bourgeoisie chiite (la population chiite est majoritaire dans le pays) pour qu'elle gouverne en alliance avec la bourgeoisie kurde du Nord et essaye de mettre en échec ou de contrôler la résistance. Les Etats-Unis et les partis chiites ont aussi accepté d'accorder une autonomie relative pour la région du Kurdistan irakien. D'autre part, il y a eu une concession économique : la participation de ces bourgeoisies chiites et kurdes dans le partage des revenus obtenus grâce au pétrole. L'ironie de l'histoire est que cet accord a obligé les Etats-Unis à faire des concessions à des partis alliés de l'Iran, pays à majorité chiite, déclaré « ennemi » par Bush. L'Iran a donné son approbation à l'accord, acquérant ainsi une grande influence sur l'Irak.

Dans le gouvernement, les partis chiites ont organisé des milices qui ont lancé une vague de répression massive, tuant des milliers sunnites, non seulement des membres de la résistance mais aussi des scientifiques, intellectuels, professeurs etc. L'objectif était de déchaîner la terreur parmi la population sunnite qui soutenait la résistance. La répression a mis le pays au bord de la guerre civile. Néanmoins, la résistance continuait à causer d'importants dégâts chez les troupes d'occupation.

Il a fallu avancer dans les négociations et faire davantage de concessions : en 2008, les Etats-Unis ont signé un accord « non officiel » avec les milices sunnites des Conseils Réveil, qui faisait jusqu'alors partie de la résistance. Cet accord comprenait le paiement d'environ 60 millions de dollars mensuels aux miliciens pour que ceux-ci cessent d'attaquer les troupes américaines et se mettent à combattre Al Qaïda et d'autres secteurs de la résistance.

A la fois, l'impérialisme a fortifié et formé l'armée irakienne, augmentant ses effectifs à 200.000 soldats. Avec cette politique combinée de négociations et de pressions, il est parvenu à diminuer les attaques de la résistance et les massacres par les milices chiites, et à éviter la transformation de la guerre de libération nationale en une insurrection généralisée contre les envahisseurs. Il a aussi obtenu une chose très importante pour ses troupes usées : les sortir de la patrouille directe des



Le gouvernement de Barack Obama fait face à une croisée de chemins en Irak.

rues, où ils s'exposaient aux attaques et aux bombes de la résistance.

Avec la victoire de Barack Obama et l'ascension des démocrates au gouvernement de Washington, la politique de l'impérialisme a élargi la négociation, en cherchant à éviter une plus grande usure politique et une augmentation du coût de la guerre. Selon l'économiste bourgeois Paul Krugman, cette guerre a coûté jusqu'à présent au fisc états-unien environ trois milliards de dollars ; son prolongement et les effets postérieurs doivent coûter trois milliards de plus.

Le plus grand nombre de soldats américains en Irak, 166.000, a été atteint en octobre 2007. Obama a proposé un plan, formalisé à travers le protocole SOFA, pour le retrait progressif des troupes américaines, en commençant par le départ de 30.000 soldats. Actuellement, il reste 96.000 soldats. Le plan prévoit le départ de 50.000 de plus, le 1er septembre prochain, jusqu'au retrait total fin 2011.

Une colonie des Etats-Unis administrée par une dictature

Le régime politique installé en Irak est une des dictatures les plus brutales au monde, qui est basée sur la combinaison de l'action des troupes d'occupation et du gouvernement fantoche. Les organisations de défense des droits de l'Homme ont dénoncé cette situation : « les forces d'occupation des Etats-Unis en Irak maintiennent en prison plus de 160.000 citoyens irakiens dans plus de 50 prisons et camps de détention, dont 28 camps dirigés par les forces d'occupation ». 520 femmes sont retenues comme otages parce que leur mari ou leur fils est parvenu à s'échapper. Dans les prisons des forces d'occupation sont aussi enfermés plus de 900 enfants de moins de 15 ans, auxquels s'ajoutent 1400 dans les prisons du gouvernement irakien.

Selon la Croix Rouge, il y a 71.000 prisonniers, mais des milliers d'autres se trouvent dans des centres de détention, où les forces d'occupation ne permettent à l'organisation aucune visite. Le Comité International de la Croix Rouge a protesté régulièrement contre le fait que l'accès à ces centres lui soit refusé, sans compter les prisons secrètes. Le nombre total de centres de détention est inconnu.

Récemment, le conseil présidentiel d'Irak a informé de la décision de condamnation à mort pour près de 900 prisonniers, parmi lesquels 17 femmes, qui attendent dans les couloirs de la mort. Aucun d'entre eux n'a eu un procès équitable. L'Association irakienne des Avocats a dénoncé publiquement le fait qu'elle ne peut pas rendre visite aux prisonniers et, depuis 2003, des centaines d'avocats défenseurs de prisonniers ont été assassinés. L'existence d'un si grand nombre de prisonniers politiques est la démonstration claire du scénario antidémocratique dans lequel se sont déroulées les élections parlementaires du 7 mars dernier, dans un pays occupé par près de 100.000 soldats étrangers.

En outre, la constitution établit l'interdiction de l'ancien parti Baas, de l'ex-président Saddam Hussein, et de tous les politiciens suspectés de liens avec cette organisation. En se fondant sur cette loi, le 9 janvier dernier, la Commission Responsabilité et Justice d'Irak a essayé d'exclure 458 candidats accusés de liens avec ce parti.

Le pillage du pétrole par les multinationales

Le régime politique dictatorial et son gouvernement fantoche s'efforcent de livrer l'énorme richesse pétrolière aux compagnies impérialistes. De fin 2009 à début 2010 le gouvernement du Premier ministre Nouri al-Maliki a concédé de grandes réserves aux multinationales. L'Irak possède la deuxième réserve de pétrole au monde, derrière l'Arabie Saoudite.

En novembre 2009, le gouvernement a cédé les droits d'exploitation de l'énorme domaine pétrolière de Qurna Ouest, dans la province de Bassorah, sud de l'Irak, au consortium

formé par Exxon Mobil et Shell. Les réserves vérifiées sur ce domaine équivalent à 8700 millions de barils. Le contrat signé par le consortium et le gouvernement irakien a une durée de 20 ans. Le régime irakien va payer jusqu'à 50.000 millions de dollars aux entreprises pour mettre à jour le domaine. En outre, il payera 1,90 dollars pour chaque baril extrait.

Le même mois, le gouvernement a signé un contrat avec la British Petroleum (BP) et la National Petroleum Corporation chinoise (CNPC) cédant les droits d'exploitation du domaine de Rumaila, avec des réserves de 17.000 millions de barils. Les accords sont classés comme des contrats « pour prestation de services », ce qui permet de ne pas les faire passer par le Parlement. Un autre consortium formé par l'Occidental américaine, l'Eni italienne et la Kogas sud-coréenne a signé un accord provisoire pour explorer le domaine de Zubair, avec des réserves de 4 milliards de barils. Cette année, le Ministre irakien du pétrole, Hussein Shahrastani, a annoncé la concession de sept domaines pétroliers aux compagnies Lukoil (Russie), Statoil (Norvège), Petronas (Malaisie), Japex (Japon), Gazprom (Russie), TPAO (Turquie), Kogan (Corée), Sonangol (Angola) et Total (France). Le résultat de cette adjudication est qu'un total de 45 milliards de barils, plus de 35% des réserves connues du pays, a été livré aux multinationales. Outre la guerre, l'occupation et la menace de devenir une colonie des Etats-Unis, l'Irak subit un véritable pillage de sa principale richesse, le pétrole.



Faim, chômage et destruction

Après sept années d'occupation militaire et de guerre, l'Irak est un pays détruit. Les troupes américaines ont tué plus d'un million d'Irakiens, selon des données des instituts américains eux-mêmes. En outre, trois millions d'Irakiens subissent les effets de l'utilisation d'uranium appauvri et d'armes chimiques par les troupes américaines.

La misère et la faim se propagent : dix millions d'Irakiens (en majorité des jeunes), plus de 30% de la population, vivent dans une pauvreté absolue. Il y a une masse de deux millions d'indigents : veuves, orphelins et personnes forcées à se déplacer à l'intérieur du pays.

L'indice officiel de chômage est de 30 %, mais beaucoup d'économistes estiment que ce chiffre approche les 50 % de la population active. La privatisation des entreprises étatiques a causé la fermeture de plusieurs d'entre elles et des licenciements massifs, laissant beaucoup de gens dans l'impossibilité de trouver un autre emploi. L'occupation militaire a détruit une grande partie des services publics essentiels : eau, énergie électrique, santé, communications, etc.

La guerre, l'occupation, la pauvreté et la répression ont provoqué la plus grande crise migratoire du Moyen-Orient et l'une des plus grandes du monde. Il existe actuellement environ 4,8 millions de réfugiés irakiens, dont à peu près deux millions sont réfugiés dans d'autres pays et 2,8 millions ont dû se déplacer en Irak, fuyant les conditions extrêmes dans leur lieu d'origine.

Ce cadre de pauvreté provoque des problèmes sociaux énormes, comme la délinquance, le trafic de personnes

Les troupes états-uniennes d'occupation ont perpétré un véritable génocide dans le pays..



La résistance militaire à l'occupation se maintient active.

(femmes et mineurs), la prostitution, etc. L'échec du système éducatif augmente l'analphabétisme et diminue les niveaux d'éducation, étant donné le manque de ressources et l'insécurité chronique provoquée par la violence.

L'occupation militaire est toujours le problème majeur

La « stabilité » sous l'occupation est une illusion. La répression politique du gouvernement et des troupes d'occupation, les confrontations armées entre les divers secteurs bourgeois, sous le manteau du conflit « religieux », la détérioration croissante des conditions de vie, le chômage, la faim et la misère, la spoliation du pétrole par le gouvernement ne permettent pas de stabilité en Irak.

En outre, bien qu'elle ait reculé, la résistance est toujours vivante. Les trois principaux groupes – le Front Djihad Libération et Rédemption Nationale (baasistes), le Front Djihad et Changement (islamiques modérés) et le Front Djihad et Réforme (islamiques plus radicaux) - ont rejeté le processus électoral, considérant qu'il se déroulerait dans une situation d'occupation militaire étrangère. La résistance a aussi condamné les attentats et les meurtres de civils, déclarant publiquement que ses objectifs étaient exclusivement les troupes d'occupation et qu'ils n'attaquaient pas les Irakiens. Il existe en outre d'autres groupes, comme l'Association Ulémas Musulmans, dirigée par le cheik Harez Al-Dari, et le Congrès de Fondation Nationale Irakien. Le défi de la résistance est de se regrouper et de reprendre la lutte.

Par-dessus tout, l'élément majeur qui concentre tous les mécontentements du peuple irakien est

l'occupation du pays par les troupes américaines. C'est pourquoi les Etats-Unis vivent une contradiction permanente : ils ont besoin de se retirer d'Irak pour des problèmes politiques, militaires et économiques, mais, en même temps, il est possible que tous ces problèmes exigent que le retrait soit reporté après 2011, ou qu'il ne soit pas totalement réalisé.

D'autre part, même dans l'hypothèse d'un retrait « total », ce serait celle des « troupes de combat », mais 30 à 50.000 soldats demeureraient dans leurs bases. C'est-à-dire, bien qu'ils aient été obligés de changer de

tactique, les Etats-Unis n'ont pas changé leur stratégie : maintenir des bases permanentes au Moyen-Orient pour garantir l'accès aux plus grandes réserves de pétrole du monde et contrôler les possibles réactions des masses à ce pillage permanent.

La preuve la plus importante de cela sont les actions des Forces Armées des Etats-Unis pour consolider les cinq bases américaines dans le pays, véritables villes dotées de toute l'infrastructure et le confort pour les soldats.

Une autre preuve de cette stratégie d'occupation permanente est l'augmentation de 25 % du nombre de

mercenaires provenant des compagnies privées de sécurité depuis l'annonce de Barack Obama qu'il commencerait à retirer quelques unités militaires. Les mercenaires atteignent déjà le chiffre impressionnant de 160.000 hommes. Dans ces conditions, l'Irak est un grand baril de poudre sur lequel sont assis les Etats-Unis.

La grande question qui se pose est de savoir si la résistance des masses agira de nouveau de manière décisive, en approchant la flamme de la poudre.

Crise et croisée des chemins des élections du sept mars

63 % de la population s'est présenté aux urnes pour choisir les 325 députés du Conseil des Représentants (parlement) irakien. La coalition Al-Iraqiya, de l'ancien Premier ministre Ayad Alawi, a obtenu le plus de votes. Mais l'actuel Premier ministre, le chiite Nouri Al-Maliki, a remis en question le résultat et a demandé un décompte des 2.500.000 votes de Bagdad. Le tribunal électoral a accepté la recours. Jusqu'à présent, l'élection provoquait un vide au gouvernement.

En outre, le compte ne garantit pas la fin de la crise puisque, selon la loi, le prochain Premier ministre doit être choisi par la majorité des membres du Conseil des Représentants, ce qui rend possibles différents résultats, selon les alliances. Les élections sont une image claire de la crise de l'Irak.

Malgré l'existence de plusieurs partis, on peut dire qu'il y avait trois grands blocs dans les élections. D'un côté, il y a les partis et les coalitions qui cherchent à apparaître comme « laïques ». En règle générale, ces formations ont été soutenues par les Etats-Unis et par les pays arabes. Parmi eux :

- la coalition Mouvement National Irakien, aussi connue comme Al-Iraqiya, dirigé par le chiite laïque Ayad Alawi et par le sunnite Saleh Al-Mutlak. Elle a obtenu 91 députés.
- l'Alliance pour l'Unité de l'Irak, du ministre de l'Intérieur Yawad al-Bulani (chiite) et du cheik Ahmed Abu Risha (sunnite), président des Conseils du Saha (Réveil) de l'Irak. Elle a obtenu quatre représentants.
- un troisième parti, Al-Ahrar, de l'ecclésiastique chiite Ayad Yamaleddin, qui accuse l'Iran et ses partis de « sectarisme » chiite et défend un Etat laïque.

De l'autre côté, il y a les partis islamiques chiites soutenus par l'Iran, qui ont fait partie de l'Alliance Irakienne Unie (au gouvernement depuis les élections de 2005). En 2010, l'AIU s'est présentée divisée deux blocs :

- la Coalition de l'Etat de Droit, dont la principale force politique est le parti Dawa, du premier ministre Nouri al-Maliki. Elle a obtenu 89 parlementaires.
- l'Alliance Nationale Irakienne, dont la principale force politique est le Conseil Suprême Islamique de l'Irak (CSII), conduit par la famille Al-Hakim, dont le bras militaire est la milice Bâder. Ont participé à cette coalition : Ajmed Chalabi, l'ancien Premier ministre Ibrahim al-Yaafari et Moqtada al-Sadr, dirigeant de l'Armée Mahdi. L'ANI a obtenu 70 députés.

Finalement, se sont aussi présentés les partis de Kurdistan qui, dans le gouvernement actuel, partagent le pouvoir avec les partis chiites. Parmi eux :

- l'Alliance du Kurdistan, formée par l'Union Patriotique du Kurdistan, dirigée par Jamal Talabani, président de l'Irak, et par le Parti Démocratique du Kurdistan. La coalition est la quatrième force de ces élections avec 43 députés.
- le Mouvement pour le Changement (Goran) a obtenu huit députés; l'Union Islamique du Kurdistan, quatre députés; et le Groupe Islamique du Kurdistan, deux.

Outre ces blocs, le Front d'Accord Irakien al-Tawafuq, force sunnite, a obtenu 6 parlementaires et d'autres groupes minoritaires, 8.

*Nouri al-Maliki,
Premier ministre irakien*



Brésil

Un candidat ouvrier et socialiste aux élections

Jeferson Choma (Brésil)

Durant ces presque huit années de gouvernement de Lula, aucun des problèmes fondamentaux des travailleurs n'a été résolu. Au contraire, le pays continue à dépendre des multinationales qui dominent et contrôlent l'économie, et nos richesses naturelles continuent à grossir leurs profits. Les travailleurs et la population pauvre ne reçoivent que des salaires de misère et des « programmes d'aide » qui, au lieu d'offrir une vie digne, « gèlent » la misère. Au lieu du plein emploi, Lula offre des « politiques sociales compensatoires ».

Huit années de gouvernement de collaboration avec les grands patrons n'ont résolu aucune des questions les plus pressantes des travailleurs : des salaires dignes, le logement, la santé et l'éducation.

En ce sens, l'indépendance politique des travailleurs est nécessaire pour défendre les mesures capables de changer vraiment la société actuelle. Le capitalisme, en plus d'étendre la misère économique de la majorité de la population, approfondit et généralise l'oppression machiste, raciste et

homophobe, et met en danger, par la destruction de l'environnement, l'avenir de toute l'humanité et de la planète.

La pré-candidature de Zé Maria

Le PSTU, dans sa conférence des 13 et 14 mars derniers, a réaffirmé la pré-candidature de Zé Maria de Almeida à la Présidence de la République. Cette pré-candidature repose sur la nécessité de construire une alternative de la classe ouvrière et socialiste au gouvernement Lula. Pour pouvoir défendre ce programme de rupture, socialiste, il faut atteindre l'indépendance politique totale des travailleurs. Ainsi, nous participons aux élections pour construire une alternative des travailleurs, une troisième voie, distincte des deux blocs bourgeois majoritaires, du gouvernement et de l'opposition de droite.

Dans la campagne électorale, nous allons exprimer auprès de notre classe, dans les usines, les entreprises et les écoles, que nous ne changerons pas nos vies sans attaquer les intérêts des grandes entreprises et sans libérer le pays de la domination des grandes puissances. Pour cela il est nécessaire

que les travailleurs « marchent avec leurs propres jambes » et soient mobilisés. C'est un appel à la lutte !

Depuis le début, l'intention du PSTU a été que cette alternative puisse être défendue depuis un front électoral de classe et socialiste avec le PSOL et le PCB. Mais aussi bien la crise vécue par le PSOL, qui s'exprime dans sa division de fait, que les différences de programme et de conception (un autre article est consacré à cette analyse) ont empêché cette possibilité. C'est pourquoi la pré-candidature de Zé Maria se transformera en campagne « Zé président », qui, nous l'espérons, sera l'expression de secteurs plus vastes que les frontières du PSTU.

Non au retour de la droite!

Beaucoup de travailleurs et de jeunes continuent de croire dans le gouvernement Lula et ont peur du retour de la droite au gouvernement. Les gouvernements de Fernando Henrique Cardoso (FHC), du PSDB (1994-2002) ont été une part fondamentale de l'implantation des plans néo-libéraux : privatisation d'entreprises étatiques ;

ouverture totale de l'économie aux multinationales, menant beaucoup d'entreprises à la faillite ; perte ou détérioration de droits des travailleurs, comme la retraite. Le peuple brésilien se rappelle encore les catastrophes de FHC. En ce sens, la candidature de José Serra exprime la tentative de retour de la « vieille droite ».

Mais avec Dilma Rousseff, la bourgeoisie continuera à gouverner

Lula ne gouverne pas pour les travailleurs mais pour les patrons. Dans son premier mandat uniquement, les grandes entreprises ont gagné plus de 60 milliards de dollars, plus de





Dilma Rousseff, la candidate du gouvernement actuel de Lula, va maintenir la même politique en faveur des grandes entreprises.



José Serra, le candidat de la droite bourgeoise traditionnelle

quatre fois ce qu'elles avaient gagné avec FHC. Lula a octroyé des milliards pour aider les banques et les entreprises à surmonter la crise, mais pas un centime pour les chômeurs. Les salaires sont toujours faibles, les conditions de travail sont de plus en plus dures, et le chômage est toujours une menace constante. La réforme agraire est paralysée, et la corruption gouvernementale se poursuit comme avant. Ses ministres sont conseillés par des banques et des multinationales, et le président de la Banque Centrale, Henrique Meirelles, est un banquier qui vient de la Bank of Boston. En même temps, il maintient des troupes brésiliennes pour occuper Haïti, pour réprimer le peuple haïtien aux côtés des Marines des Etats-Unis. Sa candidate pour ces élections présidentielles, Dilma Rousseff, maintiendra

Mai 2010 - Zé Maria est un combattant ouvrier et socialiste qui s'est maintenu toujours fidèle à sa classe et ses luttes. Ici lors de sa récente visite en Haïti, où il est allé apporter la solidarité de Conlutas avec le peuple haïtien.

exactement la même politique.

Avec les travailleurs et leurs luttes

Lula et Zé Maria de Almeida ont des origines communes : tous deux ont été ouvriers de la métallurgie et ont pris part aux grèves de l'ABC pauliste contre les patrons et la dictature militaire au pouvoir à la fin des années 70 et au début des années 80. Ils ont même été emprisonnés ensemble pour ces luttes. Mais tandis que Lula gouverne en faveur des grands chefs d'entreprise, Zé Maria est toujours resté fidèle à sa classe et à ses luttes.

C'est pourquoi, la campagne « Zé président » sera l'expression du programme socialiste et de classe que nous défendons.

Dans tout le pays seront organisés des séminaires ouverts pour débattre et



diffuser ce programme, et la nécessité de la lutte contre l'exploitation capitaliste et pour que les travailleurs aient le pouvoir. C'est une candidature ouvrière et socialiste qui mène la bataille tant contre la droite traditionnelle que contre Dilma, candidate de Lula.

Un important aspect de cette campagne est qu'elle sera financée avec l'apport des travailleurs eux-mêmes et de tous ceux qui croient à la nécessité d'une révolution socialiste.

L'indépendance politique doit être aussi une indépendance financière, sans l'aide d'aucun patron ou entreprise, puisqu'on sait que « celui qui paye décide » et que, tôt ou tard, ces apports financiers des patrons doivent être « restitués ».



Lula et Zé Maria à l'époque où ils étaient ensemble dans la lutte des métallos de l'ABC de São Paulo



Brésil

Le congrès d'unification peut fonder une nouvelle centrale syndicale

La première semaine de juin prochain, se dérouleront à San Pablo, au Brésil, diverses instances qui peuvent représenter un point de repère historique dans le processus de réorganisation pour la lutte du mouvement syndical et populaire du pays.

Les 5 et 6 juin aura lieu le Congrès d'Unification où prendront part la Coordination Nationale des Luttes (Conlutas), l'Intersyndicale, le Mouvement des Travailleurs Sans Toit (MTST), la Pastorale Ouvrière Métropolitaine de San Pablo, le Mouvement Terre et Liberté (MTL), le Mouvement Avancée Syndical MAS et d'autres organisations membres de la Coordination pro-centrale. La Conlutas effectuera préalablement son congrès, les 3 et 4 juin, et pour le 7 est convoquée une réunion avec les délégations et les représentants internationaux (voir cadre).

Le processus a été précédé par plusieurs séminaires de débat, avec la participation de représentants des différentes organisations. Cela a servi, d'une part, à avancer dans les accords profonds qui seront la base programmatique de la nouvelle centrale : la défense et l'appui intransigeant aux luttes ouvrières et populaires, l'opposition au gouvernement Lula et à ses agents dans le domaine syndical (les bureaucraties de la CUT et de Force Ouvrière), les principes de l'indépendance totale face à l'Etat et aux gouvernements bourgeois, et l'autonomie face aux partis politiques, la lutte contre le capitalisme et pour le socialisme. D'autre part, cela a servi aussi à spécifier les différences restantes sur le terrain de la conception organisationnelle, qui seront débattues pendant le Congrès d'Unification lui-même.

Le vote des délégués tranchera les polémiques

Des thèmes fondamentaux seront débattus pendant le Congrès, comme le programme et la conception de l'organisation. Nous avons déjà indiqué les importants accords obtenus dans les séminaires. Mais il persiste encore des différences très importantes, comme le caractère, le fonctionnement et la composition de la direction de la centrale.

La position largement majoritaire dans Conlutas est la défense d'un caractère syndical et populaire, avec la participation des mouvements de lutte contre les oppressions et du mouvement étudiant, avec un pouvoir de décision. De leur côté, d'autres secteurs, comme l'Intersyndicale, défendent une centrale avec la participation essentiellement du mouvement syndical, et une ouverture, au mieux, sur le mouvement populaire.

Sur le fonctionnement et la direction, la proposition majoritaire dans la Conlutas est de présenter au Congrès l'expérience positive qu'elle-même a mise en place : un fonctionnement fondé sur la démocratie ouvrière, où ceux qui prennent part aux instances de vote et de délibération sont les représentants élus par les organismes de base. On présentera la proposition de maintenir la Coordination Nationale des Entités (CNE), qui se réunit bi-mensuellement, dans laquelle tous les organismes de base qui construisent la nouvelle organisation participent

directement, par le biais de leurs représentants élus, de toutes les discussions et des décisions. On défendra, en outre, l'élection d'un Secrétariat Exécutif National, subordonnée à la CNE, mandaté et révocable, qui a la fonction de mettre en oeuvre ses décisions et être à la tête de l'activité quotidienne de la nouvelle organisation.

Tous les points de programme, de conception et de fonctionnement seront définis par le vote des délégués du mouvement syndical et populaire participant au Congrès d'Unification, ce qui fortifie la démocratie ouvrière depuis la fondation même de la nouvelle organisation.

Si, comme tout l'indique, ce congrès est un succès, la nouvelle centrale peut devenir un pôle très important d'attraction pour les organisations et les mouvements qui rompent avec les secteurs pro-gouvernement qui agissent dans les mouvements sociaux brésiliens, spécialement les centrales syndicales officielles.

Selon José Maria de Almeida, membre de l'Exécutif National de Conlutas : « *Le Congrès peut mener au dépassement de la fragmentation qui caractérise encore la réorganisation dans le domaine de la gauche. Pour que nous puissions avoir, en 2010, une organisation très supérieure à ce que sont aujourd'hui, séparément, les organisations impliquées dans la réorganisation* ».



INTERSINDICAL
Instrumento de luta, unidade da classe
e de construção de uma central





Invitation de Conlutas aux organisations et aux militants de la gauche syndicale internationale

La direction de la Conlutas et la Coordination Nationale du Congrès ont lancé une invitation aux organisations et aux activistes de la gauche syndicale internationale à prendre part au Congrès d'Unification, à son congrès préalable et, le 7 juin, à une réunion avec tous les représentants de délégations internationales pour examiner un projet de collaboration et de solidarité internationaliste.

Une lettre signée par Dirceu Travesso (membre du Secrétariat Exécutif National) dit :

« La crise économique impérialiste mondiale s'approfondit et est loin d'être finie, ce qui a montré de nouveau l'impuissance des vieux appareils bureaucratiques syndicaux à répondre aux besoins de notre classe. Les attaques de l'impérialisme et de ses gouvernements contre les travailleurs ont été très forts partout dans le monde, y compris au Brésil. Il en a été de même pour la logique de la conciliation de classes défendue par les appareils bureaucratiques qui ont accepté la perte de droits, la perte d'emplois, la livraison d'argent public pour sauver des banques, des multinationales et des grandes entreprises.

Comme partout dans le monde, au Brésil aussi il y a d'importantes luttes de résistance, bien qu'elles soient insuffisantes, face aux besoins énormes de notre classe.

En ce sens, c'est une importante victoire pour nous, même au milieu d'une situation de luttes défensives et sans une vaste montée, que nous avançons dans la construction d'un organisme de Front Unique d'Organisations Ouvrières avec la participation de divers secteurs de la gauche brésilienne.

Nous voulons compter sur la participation de délégations de la gauche internationale pour qu'ils puissent connaître l'expérience que nous réalisons, et pour qu'ils prennent part aux débats sur le programme, la conception et la pratique syndicale, ou encore sur la structure organique et son fonctionnement. C'est-à-dire, sur les sujets qui font partie du bilan nécessaire pour tout secteur du syndicalisme de gauche conséquent partout dans le monde.

Nous sommes convaincus que nous ne serons pas capables d'avancer dans la construction d'une alternative de gauche au Brésil, si celle-ci n'est pas fondée sur les principes de l'internationalisme de notre classe. Tant dans le sens des actions de lutte et de solidarité internationale, que dans le débat et l'échange d'expériences qui se déroulent dans différentes parties du monde ».

Les organisations qui souhaitent participer doivent se communiquer avec Dirceu Travesso au téléphone (5511)76731466 ou à ce mail: di.di@uol.com.br.



Paraguay

Le 2^{ème} Congrès de la MCS vote la construction d'une nouvelle centrale syndicale

Ronald León (Paraguay)

Le 24 avril dernier a eu lieu le 11^{ème} Congrès du Bureau de Coordination Syndicale (MCS), une organisation qui se construit et s'affirme depuis 2007 comme un espace de lutte et de solidarité des syndicats, avec pour objectif fondamental la réorganisation de la classe ouvrière et du mouvement syndical au Paraguay.

Plus de 150 délégués y ont pris part, de presque 50 syndicats des secteurs public et privé. Il s'est déroulé au cœur d'une situation dramatique pour la classe ouvrière, marquée par la violation quotidienne des droits du travail et des droits syndicaux par le patronat privé et le gouvernement, ainsi que par un mouvement syndical pulvérisé et affaibli, qui ne peut pas réussir à faire face à la persécution syndicale féroce, à la violation de la liberté d'organisation, du droit à la négociation collective et de la sécurité sociale, au non respect salaire minimum légal, à la violation des droits acquis ou à l'existence de « contrats poubelle ».

Des grèves comme celles des travailleurs d'Acepar, sévèrement réprimées par le gouvernement de Lugo, mettent à l'ordre du jour le besoin de construire une nouvelle centrale syndicale démocratique et combative.



Les résolutions

On a examiné et approuvé des résolutions de solidarité avec d'importantes luttes et grèves ouvrières actuelles ; sur la question de la femme travailleuse ; de la solidarité avec le peuple haïtien, par une campagne de récolte de fonds à envoyer par le biais de Batay Ouvriyé.

La rencontre a profité de la présence du camarade Atnágoras Lopes, dirigeant syndical de la construction civile au Brésil et de Conlutas, qui a apporté une salutation internationaliste aux syndicalistes paraguayens. On a ensuite voté à l'unanimité la ratification de l'appartenance de la MCS à la Rencontre latino-américaine et caribéenne des Travailleurs (ELACT).

Sans doute, la décision politique la plus importante du Second Congrès du MCS a été d'entamer une discussion démocratique dans les bases sur la nécessité de former une nouvelle centrale syndicale au Paraguay. Le Congrès a formé une commission qui, dans un délai de 60 jours maximum, présentera une proposition de Statuts, Principes, Programme et Plan de Lutte à examiner dans des assemblées de base de chaque syndicat. On a résolu de convoquer le Congrès Constitutif de la nouvelle centrale dans cinq mois.

Vers une nouvelle centrale

Un des principaux motifs du MCS pour promouvoir le défi de construire une nouvelle centrale, comme l'exprime sa résolution, est l'affaiblissement des organisations syndicales, produit de la trahison et de la corruption de la direction des centrales de travailleurs, dans la décennie 90, des adaptations au régime et à l'actuel gouvernement.



Au Paraguay, actuellement, il existe cinq centrales syndicales qui, depuis des années, ont abandonné tous les principes du syndicalisme de lutte. Beaucoup de leurs principaux dirigeants sont devenus des défenseurs tenaces du gouvernement Lugo-PLRA et ils occupent même d'importantes postes dans l'appareil d'Etat.

La nouvelle centrale promue par le MCS a l'intention de construire une direction syndicale radicalement opposée à l'actuelle. Comme il a été approuvé, la future centrale devra *montrer et respecter de manière absolue les mots d'ordre des principes fondamentaux du syndicalisme : solidarité dans la lutte, indépendance de classe, autonomie syndicale, démocratie ouvrière et internationalisme prolétaire.*

Quant à son caractère, on a examiné et concrétisé dans la résolution le fait que le nouvel organisme de lutte ne devra pas être limité au seul mouvement syndical et que *la force de la nouvelle organisation doit se voir augmentée de la participation des secteurs paysans, indigènes et populaires, de telle sorte qu'on fasse réalité la récupération de l'unité ouvrière, paysanne, indigène et populaire.*

Le Second Congrès du MCS a représenté un défi stratégique dans l'actuel processus de construction et de renforcement de l'organisation. Il a marqué le début d'un saut significatif dans son fonctionnement organique, en vue de la renforcer comme espace de centralisation des luttes et de solidarité syndicale.

Argentine Vème Congrès du FOS

Les 2, 3 et 4 avril derniers s'est déroulé le Vème Congrès du Front Ouvrier Socialiste (FOS) d'Argentine. Il y a eu des débats intenses sur la situation mondiale, les principaux processus de la lutte des classes dans le pays et la construction du parti. Le tout, avec un fort caractère internationaliste, salué par les partis frères, par la présence de la camarade de la direction de la LIT-QI et des camarades de la Bolivie, de l'Uruguay et du Chili, qui ont pris part aux débats. L'intervention dans le processus de réorganisation politique et syndicale dans le mouvement ouvrier a été le thème central, au moment où le gouvernement de Cristina



Kirchner intensifie sa politique de braquage à l'impérialisme, sous le manteau d'une campagne démagogique pour la Seconde Indépendance. Ceci a rehaussé les débats programmatiques et politiques du Congrès sur la question de lier les processus de lutte des masses avec la lutte contre la soumission à l'impérialisme, de l'Amérique latine

toute entière et de l'Argentine, dans une perspective ouvrière et socialiste.

Le Vème Congrès a montré que le FOS fait face à ces tâches au milieu des étapes initiales de son insertion dans le mouvement ouvrier industriel et dans la jeunesse estudiantine universitaire. Ce processus est enrichi et fortifié par le surgissement d'une nouvelle génération de jeunes cadres qui s'ajoutent à des camarades qui ont davantage d'années et d'expérience. Ainsi s'ouvre-t-il une période de transition vers la construction d'une nouvelle direction du FOS, qui assure la continuité et la croissance des rangs de la LIT dans le pays qui a vu naître le morenisme.

Bill Hunter, vétéran trotskyste et dirigeant ouvrier, fête ses 90 ans

Actuellement, Bill est sûrement le plus ancien des militants trotskystes au monde. Il est né en 1920, dans une famille de mineurs de Durham, un des cœurs de la classe ouvrière anglaise, et il a consacré toute sa vie à la lutte des travailleurs contre le capitalisme, contre la bureaucratie et pour la construction de la Quatrième Internationale. Il a commencé à travailler dans une usine métallurgique de Londres en 1936 et deux années plus tard (l'année de la fondation de la IVème Internationale) il est entré dans un groupe trotskyste. Depuis lors il est resté fidèle à sa classe et à ses convictions.

Dans son activité comme dirigeant ouvrier, il a été dirigeant syndical de base dans l'usine d'avions Chrysler, à Londres, pendant la Seconde Guerre mondiale ; en 1952 il a été Conseiller de district, élu par la population d'Islington¹. En 1954, lui et sa compagne Rachel (Rae) ont été exclus du Parti des travailleurs anglais, pour leurs positions radicales. Entre 1966 et 1972 il a été secrétaire du Comité de Délégués d'Usine de la CAV-Lucas, à Liverpool, et jusqu'à ce jour il reste membre honorifique du Conseil de Syndicats de Liverpool. Bill a toujours maintenu une forte relation avec les mouvements des travailleurs portuaires dans les grèves non officielles des années 50,² et cet lien s'est maintenu aussi dans le conflit de 1996-1998.³

En 1979 il a contribué à former une Commission Syndicale contre la Violence Policière et a été membre du Comité de Défense de Liverpool 8.⁴ Dans le Conseil de Syndicats, il a élaboré une résolution contre la guerre des Malouines et a obtenu un soutien. En 1984, lui et Rae ont fondé le « groupe de soutien de Liverpool 8 » et Bill a pris part à la première rencontre anti guerre de la ville et est apparu régulièrement lors des manifestations. Il a été l'un des premiers à manifester son opposition à la « guerre contre la terreur » comme une couverture pour la possession et le contrôle du pétrole au Moyen Orient par les bourgeoisies impérialistes des Etats-Unis et d'Angleterre.

Dans son long militantisme politique, il a fait partie de plusieurs organisations et partis trotskystes anglais. Dans la lutte pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale, il a voyagé plusieurs fois au continent européen et en Amérique latine. En 1988 il a contribué à la fondation de l'International Socialist League (ISL), qui est entrée comme section dans la LIT-QI. Il a été membre de l'organisme de direction de cette dernière, le Comité Exécutif International, jusqu'à la moitié des années 90.

Pour tes 90 années de vie et de lutte : joyeux anniversaire, Bill !

Appel à constituer un fonds financier

Bill a écrit trois livres, de nombreux pamphlets et des centaines d'articles. Beaucoup d'entre eux sont épuisés. Pour commémorer le travail d'une vie de militantisme trotskyste au service de la classe ouvrière, l'ISL lance un fonds pour publier une sélection des documents de Bill, d'une grande richesse de matériels qui vont depuis la décennie 1940 jusqu'à aujourd'hui, et qui incluent les articles et les documents pour l'ISL et la LIT. L'objectif est de réunir 1000 £.

¹ Secteur ouvrier dans la région nord de Londres.

² Grèves « illégales », généralement sans l'appui du syndicat.

³ Mouvement de grève entamé contre la déstabilisation et la « désyndicalisation » des travailleurs. Le mouvement a eu un large appui international, mais a été mis en échec après 2 années et 3 mois de lutte.

⁴ Le Comité a été formé après une rébellion noire dans le secteur postal de Textoth (Liverpool 8), en 1981. L'objectif était de défendre la population contre la violence policière et sa pratique raciste. En août 1981, il a effectué une marche de protestation avec plus de 10.000 personnes, exigeant la démission du chef de la police.

Portugal Fête de Ruptura/ FER

Plus de 200 personnes, des adhérents et des sympathisants de Rupture/FER, ont été présents au Mercado de la Ribera (marché du rivage), à Lisbonne, le 17 avril, pour la festivité organisée par ce courant interne du Bloc de Gauche. Des membres de commissions de travailleurs, des étudiants universitaires et secondaires, des professeurs, des travailleurs et beaucoup d'autres activistes qui s'opposent au gouvernement Sócrates/PS et qui combattent pour le socialisme ont pris part aux festivités. A cette fête ont aussi assisté des délégations de Coïmbra, Braga et Algarve.

Les activités ont commencé à 17 heures, avec causerie-débat sur la situation de l'enseignement universitaire au Portugal, la quasi-inexistence de débouchés professionnels pour les jeunes diplômés et la précarité qui affecte la classe ouvrière, en particulier la jeunesse. Teresa Alpuim, professeur de la Faculté de Sciences de l'Université de Lisbonne, a fait partie du panel d'orateurs, ainsi que de jeunes travailleurs précaires de l'enseignement, de l'aéroport de Lisbonne et d'autres secteurs. Pour illustrer le débat, une exposition de photographies sur la précarité a été réalisée.



Après le débat, un dîner a eu lieu, suivi de musique et de discours politiques. On a présenté le duo Diana et Pedro et la bande D'Age. Angel Luis Parras, du PRT-IR et de Courant Rouge (Espagne) s'est exprimé en tant que représentant de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI). Dans son intervention, il a comparé la situation économique et sociale que traverse l'Europe avec l'éruption du volcan islandais, qui a pratiquement paralysé le continent avec l'interruption des vols dans les derniers jours. Le « volcan social » qui a fait irruption en Grèce, avec des grèves générales et des confrontations dures avec la policier dans les rues, en protestation contre les mesures d'austérité imposées par le gouvernement « socialiste » de Yorgos Papandreou et par la Commission Européenne, a été indiqué comme le chemin à suivre par l'ensemble de la classe ouvrière d'Europe.

Gil García, pour Rupture/FER, a commencé son intervention en dénonçant l'hypocrisie du gouvernement Sócrates/PS et du capitalisme portugais qui permettent des profits millionnaires aux directeurs d'entreprises publiques et privées tandis qu'ils imposent, à travers le Budget de l'Etat et le Plan Stabilité et Croissance (PEC), le gel des salaires pour les travailleurs, la réduction des prestations sociales, les coupes dans les investissements publics, dans la santé et dans l'éducation, et

la privatisation d'entreprises publiques. Ensuite, il a dénoncé aussi la fausse alternative représentée par les partis de droite et la démagogie de leurs chefs, qui critiquent le PEC, mais qui veulent un plan pire, avec réduction de salaires et coupes encore plus profondes dans les droits sociaux.

A propos de la gauche, Gil a indiqué la nécessité de la construction d'une alternative pour mettre en échec le gouvernement, dans les luttes et sur le plan politique. La perte de la majorité absolue du gouvernement Sócrates dans le Parlement n'a pas eu de suite, parce qu'il s'allie maintenant avec la droite pour garantir l'approbation des plans d'attaque contre les travailleurs et le peuple. Pour mettre en échec les plans de la bourgeoisie et de cette nouvelle « majorité » de droite, le dirigeant de Rupture/FER a envisagé les élections présidentielles de 2011 comme un moment important de cette lutte. Il a critiqué le choix de la direction majoritaire du Bloc de Gauche de soutenir Manuel Alegre, candidat gouvernementaliste probable du PS/Sócrates. « Nous ne devons pas soutenir le même candidat que le gouvernement », a dit Gil, qui a proposé comme solution une candidature propre du Bloc ou de l'unité de la gauche hors du secteur gouvernemental.

C'est la seconde fête organisée par Rupture/FER en deux ans. La précédente a eu lieu l'année passée, également au mois d'avril, cette fois pour commémorer les 35 années d'existence du courant qui a donné naissance à Rupture/FER et le numéro 100 de son périodique.



Faisons comme en Grèce : grève générale